

هكذا في الأصل

Le Monde



CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16046 - 7 F

JEUDI 29 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT ROUVILLE - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

le, acteur, annonce
l'Assemblée nationale

Yasser Arafat estime qu'Israël a déclaré la guerre aux Palestiniens

LE CHEF de l'Autorité palestinienne a très vivement dénoncé, mercredi 28 août, la décision d'Israël d'étendre les colonies de peuplement en Cisjordanie. Une telle mesure signifie que le gouvernement de Benjamin Nétanyahou « déclare la guerre au peuple palestinien », a dit Yasser Arafat, au cours d'une session de son Conseil législatif. Celui-ci avait été convoqué après l'annonce de la création de 1 800 nouveaux logements pour des colons en Cisjordanie et alors que la police israélienne a fait détruire un centre culturel palestinien à Jérusalem. Récemment le processus de négociation entre les deux parties aura semblé aussi menacé.

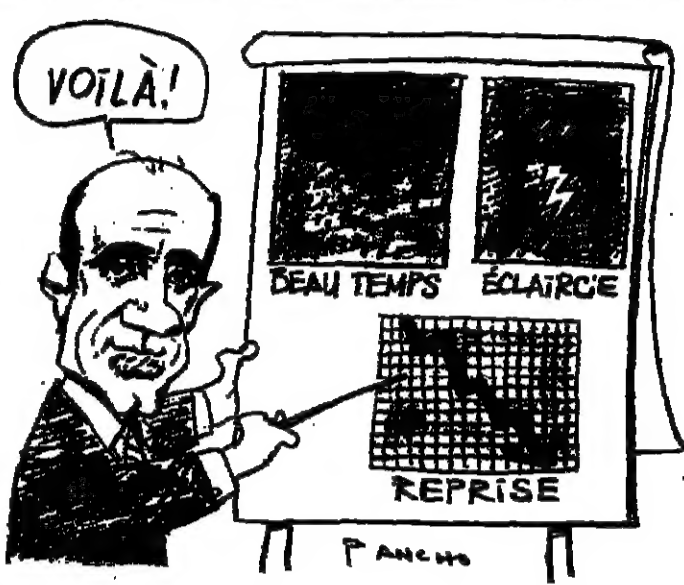
Lire page 2

Le gouvernement affronte une rentrée difficile

● M. Juppé réunit, mercredi, ses ministres en séminaire alors que les dossiers sensibles s'accumulent. ● Le climat social est lourd, notamment dans l'éducation ; l'affaire des sans-papiers n'est pas réglée, les attentats reprennent en Corse. ● Le franc connaissait un accès de faiblesse, mercredi matin

LORS DU CONSEIL des ministres et au cours d'un séminaire gouvernemental, mercredi 28 août, MM. Chirac et Juppé devaient présenter aux membres du gouvernement les choix arrêtés à Brégançon. Alors que l'affaire des Français sans papiers est loin d'être définitivement réglée, les dossiers « chauds » s'accumulent.

En Corse, où des attentats ont été commis ces derniers jours, l'annonce par le FLNC-canal historique d'une rupture de la trêve confirme que la politique du premier ministre y soulève des oppositions. Dans l'ensemble du pays, le climat social est lourd, tant dans le secteur privé, où les plans de licenciement se multiplient, que dans le secteur public avec la restructuration des industries d'armement et le projet de privatisation partielle de France Télécom.



A l'approche de la rentrée scolaire, les syndicats d'enseignants annoncent des grèves contre les suppressions de postes et le blocage des salaires des fonctionnaires.

Le franc marquait un nouvel accès de faiblesse mercredi matin sur le marché des changes, le mark remontant à 3,4260 francs. Tout le terrain gagné après la baisse des taux de la Bundesbank et de la Banque de France, jeudi 12 août, a été reperdu. Les investisseurs étrangers continuent à se désengager des marchés français, faisant remonter les taux d'intérêt. Ils s'interrogent autant sur la rentrée sociale en France et sur les décisions budgétaires que sur la relance du débat en Europe à propos des critères et du calendrier de Maastricht.

Lire pages 5, 6 et 24

Le divorce du prince Charles alimente le débat sur la succession d'Elizabeth II

LE DIVORCE par consentement mutuel du prince Charles et de la princesse Diana a été officiellement prononcé mercredi 28 août. La situation matrimoniale du prince Charles continue d'alimenter le débat sur le statut constitutionnel de l'héritier du trône, sur ses futures prérogatives et sur les conditions dans lesquelles il sera amené à succéder à sa mère, Elizabeth II. De longues négociations financières menées par l'avocat de Diana ont été nécessaires pour régler la séparation. L'ancienne épouse de Charles perd son titre de « princesse royale ».

Lire page 4

Les mystères du Rongo Rongo

LE MOINDRE des mystères de l'île de Pâques, découverte en avril 1722, n'est pas celui de son écriture, appelée Rongo Rongo. On en trouve trace sur une vingtaine de tablettes disséminées dans plusieurs musées. Jusqu'à une date récente, les chercheurs ont été incapables de déchiffrer ces mystérieux hiéroglyphes dont le sens a été perdu lors de la déportation des « maîtres de l'écriture » pascuans au Pérou à la fin du siècle dernier. Ces derniers mois cependant, des linguistes, l'Américain Steven Fischer, et les Russes Konstantin Pozdnyakov et Irina Fedorova, ont proposé trois explications différentes pour décrypter ces signes qui pourraient être soit des mots, soit des syllabes, soit des idéogrammes.

Lire page 16

La mort mystérieuse du chef des profanateurs de Carpentras

LA VIE, et surtout la mort brutale, du chef des profanateurs du cimetière juif de Carpentras n'ont pas livré tous leurs secrets. Les quatre skinheads agissant sous son autorité ont certes reconnu les faits (*Le Monde* du 7 août), avec une profusion de détails qui ne laissent guère de doute sur leur culpabilité dans la profanation de mai 1990. Mais une série d'éléments liés à la mort de Jean-Claude Gos, puis à l'assassinat de l'homme à l'origine de son décès, demeurent troublants.

Admirateur du Troisième Reich et militant d'un groupuscule néo-nazi, Jean-Claude Gos résidait dans le Vaucluse, où il était connu pour sa haine des Arabes et son antisémitisme. L'un de ses faits d'armes - le tabassage d'un Maghrébin, une nuit de novembre 1992 à Avignon - lui avait valu d'être condamné à un an d'emprisonnement ferme. Lors de leurs aveux, les quatre autres membres du commando de Carpentras ont souligné le fort ascendant qu'il avait sur eux. Mais la justice n'entendra jamais leur chef, décédé le 23 décembre 1993.

Cette nuit-là, Jean-Claude Gos fonce sur la route nationale 7, au guidon d'une grosse moto. Dans la commune du Pontet, en banlieue d'Avignon, sa Yamaha percute une Renault 25.

En possession du parquet d'Avignon, le rapport conclut que la voiture a coupé la route à la moto, en amorçant une manœuvre pour tourner à gauche. Comme toujours en cas d'accident corporel, les constatations ont été effectuées par la brigade locale de gendarmerie.

L'aiguille du compteur de vitesse de la moto, brisée net, s'est bloquée sur 118 km/h. Le contrôle de l'alcoolémie des deux conducteurs est négatif. La R 25 est très endommagée, la fourche avant de la Yamaha-pilée. Le carambolage s'est produit dans une ligne droite. Mais la visibilité du chauffeur de la voiture n'était pas excellente, à cause d'un faux plat sur cette portion de route. Un accident classique, considèrent-ils à l'époque. Les gendarmes ne croient pas à la thèse du carambolage volontaire.

Depuis lors, le destin tragique du chauffeur de la R 25, Rachid Bellir, a soulevé de nouvelles interrogations. Agé de trente-quatre ans, cet homme tenait un bar dans la commune voisine de Sorgues. Il était par ailleurs connu de la police pour une affaire de vol remontant à quelques années. Prévenu d'homicide involontaire, Rachid Bellir était convoqué en février 1996 devant le tribunal d'Avignon, chargé de juger le dossier de l'accident.

Erich Inciyan

Un nouveau Lloyd's

Rien ne fait plus obstacle au plan de renouveau de l'assureur londonien, qui va tirer un trait sur son passé et changer de nature. p. 13

Le congrès de Stockholm

Les pays asiatiques ont renforcé leurs législations contre la prostitution en tant que loi. p. 4 et notre éditorial p. 11

Histoires d'Amérique

Aujourd'hui, la métamorphose de Michael Kinsley, créateur de *Satire*, le premier hebdomadaire à être diffusé sur le Web. p. 10 et le compte-rendu de la convention démocrate p. 3

Se loger en HLM

De nouvelles règles devraient présider à l'attribution des HLM, pour rendre plus transparentes les procédures et permettre aux candidats déboutés de recourir à un médiateur. p. 7

Le sort des sans-papiers

Le point sur les procédures engagées à l'encontre des Africains expulsés de l'église Saint-Bernard à Paris. p. 7 et deux points de vue p. 12

Nominations dans la justice

Marc Moinard devrait être nommé directeur des affaires criminelles et des grâces. Il est remplacé comme directeur des services judiciaires par Philippe Ingall-Montagnier, conseiller au cabinet du garde des sceaux. p. 8

Histoires de produits

La Choco BN, « la madeleine des bacs à sable ». p. 13

Opération promo



CLAUDE LELOUCH

GRÂCE à Bernard Tapie, le nouveau film de Claude Lelouch bénéficie d'un écho inhabituel. Le cinéaste y délivre un message ambigu sur une fin de siècle dont la très médiatique vedette d'*Hommes femmes : mode d'emploi* est un symbole. Également dans nos pages « Cinéma », la critique du nouveau film de Stephen Frears et celle d'un film-enquête sur l'homosexualité à Hollywood, ainsi que le compte-rendu du passionnant festival du documentaire de Lussas, en Ardèche.

Lire pages 20 et 21

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Gronne, 9 F ; Belgique, 25 B ; Brésil, 45 R\$; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Espagne, 16 Ptas ; Suède, 100 S ; Suisse, 2,50 S ; Taiwan, 100 N ; USA, 2 \$; USA (territoires), 2,50 \$.

M 0147 - 825 - 7,00 F



POINT DE VUE

L'économie européenne prise au piège

par Jean-Paul Fitoussi

EN 1932, le secrétaire d'État américain au Trésor s'opposait à toute stimulation monétaire au motif qu'elle réveillerait les démons inflationnistes : de 1929 à 1932, les prix avaient baissé de 23 % aux États-Unis et devaient baisser encore de 4 % en 1933 !

En 1932, le monde entier retient son souffle dans l'attente d'une décision de la Bundesbank. Le soulagement est manifeste lorsque le conseil de l'institution annonce une baisse de 0,3 point du taux de ses prises en pension. C'est considérable en regard aux attentes, dérisoire au vu de la situation européenne. C'est que jamais, depuis les années 30, les tensions déflationnistes ne furent aussi fortes. Il faut en prendre la mesure si l'on veut comprendre le piège dans lequel se trouve l'économie européenne.

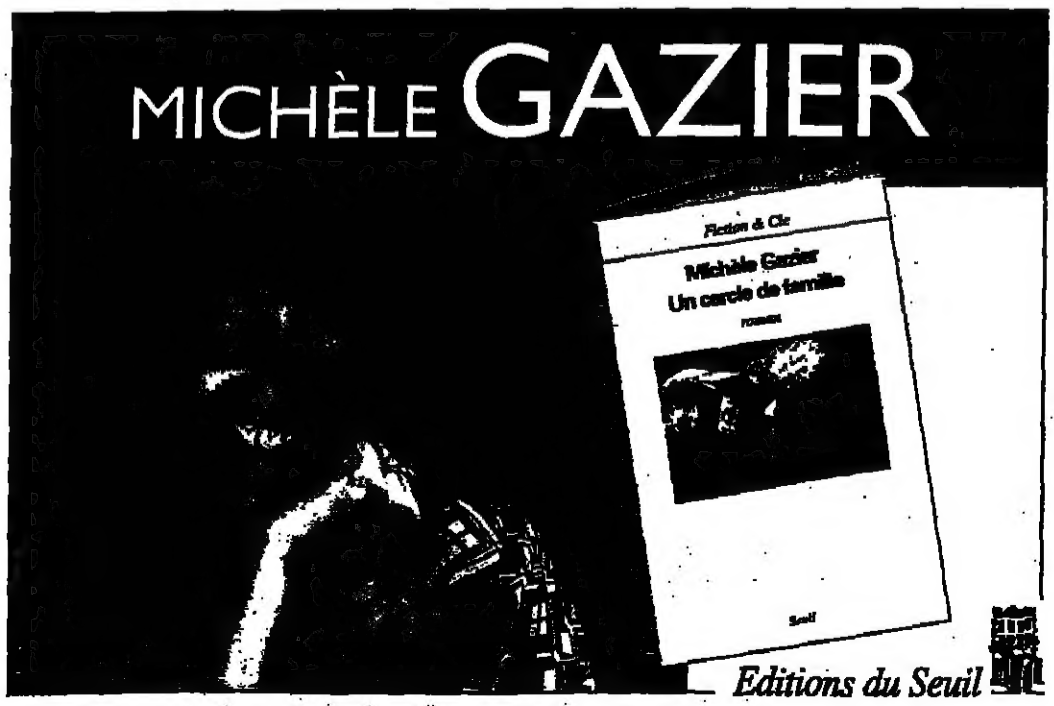
D'abord, l'inflation des années 70 et 80 dans le monde avait des causes bien réelles : la fin du sys-

tème de change fixe, la guerre du Vietnam, les chocs pétroliers. Les conséquences inflationnistes de ces événements furent d'autant plus importantes que le contexte était celui du plein emploi, c'est-à-dire d'un rapport de forces équilibré entre salariés et entrepreneurs. La course prix-salaires reflétait alors les efforts de chacun des acteurs pour reporter sur l'autre le fardeau de l'ajustement.

Il serait donc erroné de rendre compte de cette inflation passée comme si elle était la conséquence d'une soudaine perte de crédibilité des autorités monétaires de par le monde. Il ne faut point confondre causes et effets. La crédibilité des autorités monétaires est un atout important lorsque des facteurs objectifs d'inflation subsistent. Tout sacrifier à cette crédibilité lorsque ces facteurs ont disparu n'est à l'évidence pas raisonnable.

Car non seulement les chocs inflationnistes des années précédentes ont été effacés, mais le contexte a changé et des processus objectivement déflationnistes sont à l'œuvre.

Lire la suite page 12



Jean-Paul Fitoussi est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

International	2	Aujourd'hui	16
France	5	Agenda	19
Société	7	Abonnements	19
Amours d'été	8	Météorologie	19
Carrel	9	Mots croisés	19
Horizons	10	Culture	20
Enquêtes	13	Guide culturel	21
Finances/marchés	14	Radio-Télévision	21

PROCHE-ORIENT Israël a fait procéder, mardi 27 août, à la démolition d'un immeuble de plusieurs étages construit depuis quatre ans par les Palestiniens à Jérusalem-Est.

lors d'une véritable opération militaire menée à l'aube, alors que la ville dormait encore. Dans la foulée, le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechai, a annoncé la construction

prochaine d'une nouvelle colonie juive de 1 800 logements en Cisjordanie occupée. ● **YASSER ARAFAT**, président de l'Autorité palestinienne, a aussitôt convoqué, à Gaza, les

consuls occidentaux pour dénoncer « la judaïsation préméditée de la partie arabe de Jérusalem ». ● A PARIS, les conseillers du président égyptien, Hosni Moubarak, et du premier mi-

nistre israélien, Benjamin Nétanyahou, ont tenu deux séances de travail, suivies d'une rencontre avec le coordinateur américain du processus de paix, Dennis Ross.

Le processus de paix est menacé par l'attitude d'Israël

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a demandé, mardi 27 août, aux pays occidentaux de faire pression sur l'Etat juif. L'Egypte envisage de reporter la Conférence économique sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord prévue en principe à la mi-novembre.

JÉRUSALEM

Amorcée dès après l'élection de Benjamin Nétanyahou à la tête de l'exécutif israélien, le 29 mai, la chronique de la dislocation méthodique du processus de paix en cours, il y a trois ans, avec les pays arabes par les travaillistes, s'enrichit décidément chaque jour. Mardi 27 août, journée noire s'il en est, les Palestiniens qui n'en peuvent mais ont appris, coup sur coup, la démolition d'un immeuble de plusieurs étages construit, pas à pas depuis quatre ans, avec des dons internationaux pour héberger une crèche, un centre pour handicapés et une maison de retraite dans la partie orientale arabe occupée de Jérusalem; puis l'annonce de la construction d'une nouvelle colonie juive de mille-huit-cents logements en Cisjordanie occupée.

Alarmé par la précipitation des événements et notamment ce qu'il appelle « la judaïsation préméditée de la partie arabe de Jérusalem », les mesures et vexations diverses qui sont prises visent, selon lui, « à vider Jérusalem » de ses habitants arabes pour « encourager la colonisation juive » à l'intérieur de la ville sainte, Yasser Arafat a convoqué d'urgence les

consuls occidentaux à Gaza et leur a demandé de faire pression sur Israël.

Coincidence fâcheuse, c'est le même jour que Paris a rendu publique au quai d'Orsay l'invitation officielle adressée par le gouvernement français au ministre des affaires étrangères israélien David Lévy, chargé notamment, d'obtenir des pays occidentaux qu'ils regardent ailleurs tandis que l'annexion illégale et forcée de la Ville sainte s'accroît sur le terrain. Les Palestiniens qui ne peuvent pas s'établir dans la partie juive (ouest) de la ville, sont, avec cent soixante-cinq mille âmes, désormais minoritaires dans la partie est.

RÉDUIT À L'ÉTAT DE GRAVATS...

La démolition de l'immeuble situé à l'intérieur de la vieille ville de Jérusalem, a été menée comme une véritable opération militaire. A quatre heures du matin, tandis que la ville dormait, plusieurs centaines de militaires de la police des frontières se dispersaient dans le quartier arabe de Bourj El Laq. Une grue éditée au pied des fameux remparts construits au X^e siècle par Saladin le Magnifique, a élevé, alors, un énorme bulldozer trop gros pour emprun-

ter l'une des portes historiques de la vieille cité. En deux heures, l'engin a réduit l'immeuble de la société de bienfaisance Bourj Luc (150 mètres carrés au sol) à l'état de gravats. « L'immeuble n'avait pas reçu de permis de construire », a fait savoir, dans un communi-

« Un ennemi dangereux »

Présenté, lundi, par plusieurs journaux ultra-orthodoxes juifs, par voie de tracts et d'affiches comme « un ennemi dangereux » de la religion, le président de la Cour suprême, le juge Aharon Barak, est désormais protégé 24 heures sur 24. La campagne anti-Barak, qui émet la gauche et une partie de la droite laïque israélienne, car elle rappelle à beaucoup l'atmosphère de haine qui avait précédé l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un jeune fanatique religieux, a été lancée après que la Cour suprême eut récemment décidé de rejeter la demande des « hommes-en-noir » d'interdire la circulation automobile pendant le sabbat sur une avenue qui borde un quartier « ultra » de Jérusalem-Ouest. Les dévots reprochent aussi au plus haut magistrat d'Israël les jugements trop libéraux de ces derniers mois concernant le droit des femmes et les limites à apporter au pouvoir de coercition du grand rabbinat et des tribunaux civils orthodoxes.

qué, la municipalité dominée par le Likoud et les partis religieux juifs.

Chacun sait en réalité, et le mouvement israélien « La paix maintenant » n'a pas manqué de le rappeler une nouvelle fois mardi, qu'il est extrêmement difficile

pour ne pas dire impossible à un entrepreneur ou un financier palestinien d'obtenir un permis de construire à Jérusalem « capitale éternelle du peuple juif », y compris dans sa partie historique musulmane ou chrétienne. Coincidence ? Il se trouve que le ter-

rain, déclaré « zone verte » par la municipalité et désormais encombré de gravats, se situe à proximité d'une petite colonie juive implantée dans ce quartier musulman pendant la dernière administration Likoud, il y a une demi-douzaine d'années.

Mal organisés, divisés et pratiquement abandonnés à eux-mêmes par une administration autonome, celle de M. Arafat, autocratie mais désargentée et inefficace, les habitants et les élus de la Jérusalem arabe ont décrété une grève générale de protestation de deux heures, la première depuis la fin de l'intifada il y a près de dix-huit mois. « Il est clair, a déclaré sur place Ahmed El Batsch, membre élu de l'Assemblée législative palestinienne, que les Israéliens sont déterminés à tuer le processus de paix. En voici le dernier exemple en date. »

« EXTENSION NATURELLE » Un nouveau coup de boutoir israélien au processus en panne est venu un peu plus tard dans la journée avec l'annonce par le ministre de la défense, de la construction prochaine, en territoire occupé, de mille huit cents logements réservés aux citoyens israéliens juifs. Le site se trouve à un jet de pierre à l'ouest de Ramallah, « capitale » économique et administrative autonome palestinienne en Cisjordanie occupée. Le projet approuvé, le premier de cette ampleur depuis l'accession au pouvoir de M. Nétanyahou, était « gelé » par les travaillistes

depuis quatre ans. Il est présenté par le pouvoir occupant comme « l'extension naturelle » d'une colonie existante, Kiryat Sefer.

« Extension naturelle » des colonies juives aussi sur le plateau du Golan, conquis sur la Syrie en 1967 et annexé en 1980, où le nouveau gouvernement a autorisé la semaine dernière, la construction de plusieurs centaines de nouveaux logements. Aux Palestiniens comme aux Syriens, M. Nétanyahou répète, cependant, le même message destiné d'abord aux observateurs extérieurs : « Je suis prêt à discuter. » De quoi ? C'est toute la question.

La Syrie, qui se dit prête à reprendre immédiatement les négociations avec Israël « dans les termes précédemment agréés » avec les travaillistes, c'est-à-dire sur le principe de l'échange des terres arabes occupées contre la paix - que M. Nétanyahou rejette - a récemment ordonné des mouvements de troupes au Liban pour placer officiellement ses trente-cinq mille soldats en position « défensive » dans le cas, probable si rien ne bouge, où Israël lancerait une nouvelle offensive au pays du Cédre.

Patrice Claude

Les conseillers du président Moubarak et de M. Nétanyahou se sont rencontrés à Paris

FALLAÏH-LI, véritable qu'Oussama El Baz et Dore Gold, les plus proches conseillers respectivement du président égyptien et du premier ministre israélien, fassent le déplacement de Paris pour avoir des « consultations » sur le processus de paix et maintenir « le dialogue constant égypto-israélien » ? Les deux hommes ont eu deux entretiens successifs, mardi 28 août, dans la capitale française, et ont rencontré conjointement, la soirée, le coordinateur américain du processus de paix au Proche-Orient, Dennis Ross.

Le ministre français des affaires étrangères a voulu voir dans ces rencontres « autant de signes positifs que la France est devenue la capitale du dossier du Proche-Orient ». Mais cette explication semble correspondre davantage au vœu de Hervé de Charette qu'à la réalité, même s'il est désormais vrai que la France a réussi à se faire une place dans la diplomatie qui se déploie autour du processus de paix - M. de Charette s'est entretenu, mardi, dudit processus avec M. Ross, et le

secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, a reçu M. El Baz.

Alois pourquoi Paris ? D'abord, par commodité, M. Ross devant s'y trouver pour un rendez-vous pris en juillet avec Denis Bauchard, alors directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au quai d'Orsay, aujourd'hui directeur de cabinet de M. de Charette.

UN SIGNAL AUX ÉTATS-UNIS

Paris offrait aussi la possibilité d'une certaine discrétion, n'étaient les « fuites » de la radio israélienne. Les entretiens de M. Gold et M. El Baz à Paris permettaient aussi au premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, de court-circuiter la visite que le chef de la diplomatie, David Lévy, doit faire, au début de septembre, au Caire. Car, malgré sa réconciliation récente avec ce dernier, M. Nétanyahou, commente un spécialiste des affaires israéliennes proche des travaillistes, était à deux doigts de quitter seul aux commandes du processus de paix.

Et puis, en valorisant, fût-ce formellement, le rôle de la France, M. Nétanyahou, ajoute ce spécialiste, adressait un avertissement aux États-Unis, pour le cas où Washington tenterait d'exercer quelque pression sur Israël, dans le but de faire avancer le processus de paix. Son conseiller, M. Gold, n'a rencontré aucun responsable français, mais M. Lévy est attendu à Paris le 10 septembre, et le premier ministre lui-même doit faire une visite officielle en France vers la fin du mois.

M. El Baz et M. Gold sont demeurés très évasifs sur la teneur de leurs entretiens. Le premier a parlé de discussions « positives », qui, selon son vis-à-vis, ont permis de « savoir les développements dans la région ». Avec M. Ross, il aurait été question de nouvelles « idées » pour débloquent le processus de paix. Selon une source bien informée, le sort de la Conférence économique pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, prévue en principe, du 12 au 14 novembre, au Caire, a été le pivot des discussions.

Le président égyptien, Hosni Moubarak a

menacé, jeudi, de renvoyer cette conférence à des temps meilleurs, « si des progrès n'étaient pas faits » dans le processus de paix et si Israël ne tenait pas ses engagements en la matière. Manière de signifier à l'Etat juif que rien n'est définitivement acquis et que les Arabes n'agiraient pas du vent longue, en juin, à l'occasion d'un sommet réuni au Caire, ils avaient menacé de lier la normalisation avec l'Etat juif à des progrès dans le processus de paix.

PRESSION DU CAIRE

M. Nétanyahou avait aussitôt appelé au téléphone M. Moubarak pour discuter des moyens de faire avancer ledit processus. Israël tient, en effet, au forum du Caire pour deux raisons notamment : d'une part, un éventuel report de cette Conférence serait la première mesure de rétorsion concrète des Arabes aux mouvements du gouvernement israélien ; d'autre part, l'Etat juif est le principal bénéficiaire de ce forum, qui avait pratiquement été institutionnalisé depuis 1994,

puisque deux réunions du même genre ont déjà eu lieu à Casablanca, au Maroc, et à Amman, en Jordanie. Ces conférences réunissent des acteurs économiques publics et privés de l'écrasante majorité des pays du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et étrangers. Les contacts bilatéraux ou multilatéraux noués à cette occasion sont porteurs de projets de coopération immédiate ou à venir.

Les rencontres de Casablanca et d'Amman ont déjà permis à Israël de négocier pour le court et le moyen termes, des contrats avec un monde arabe qui lui était fermé depuis cinquante ans. Selon le gouvernement égyptien, 2 800 à 3 000 délégués devraient participer à la Conférence du Caire. Le quotidien égyptien *el-Ahram el-Masri* indiquait, dimanche, que l'Égypte donnait un délai de trois semaines à Israël avant de prendre une décision définitive sur le sort de cette Conférence, dont les États-Unis souhaitent le maintien.

Mouna Naïm

Revers pour les « amis » de la Syrie au scrutin législatif au Liban nord

BEYROUTH

La deuxième phase des élections législatives au Liban, qui a été organisée, dimanche 25 août, dans le nord du pays, l'une des deux régions où l'influence syrienne est indiscutable - l'autre étant la Bekaa -, s'est achevée sur de surprenants résultats, que le ministre de l'Intérieur, Michel Muir, devait proclamer, mercredi. Mais, au fur et à mesure du dépouillement des urnes, un constat s'est imposé : les candidats de la Syrie ont essuyé un sérieux revers.

Trois d'entre eux, placés par Damas sur la liste supposée l'emporter, ont en effet été battus. Il s'agit d'Abdallah Chahhal, Sélim Saadé,

et Georges Saadé, chef du parti chrétien des Kataïb (Phalanges). Ceux qui, comme l'ancien premier ministre Omar Karamé, ont réussi à se faire élire, ont réalisés des scores médiocres ou ont échappé de justesse à la défaite.

VOIE DE PROTESTATION

S'il n'est pas exclu que Damas ait souhaité voir rogner les ailes de certains de ses « amis », en revanche, la quasi-plébiscite de l'ancien député maronite (chrétien), Boutros Harb, par les électeurs, prend l'allure d'un véritable défi adressé à la Syrie.

Objet d'un veto syrien qui lui a fermé la porte de toutes les listes de candidats, M. Harb a dû se ré-

signer à en former une lui-même, bancal et incomplète. Il a récolté près de 100 000 voix - largement plus de la quasi-totalité des autres élus -, obtenues non seulement au sein de l'électorat chrétien, mais pour une bonne part dans les bureaux de vote musulmans. Ce fut incontestablement un vote de protestation contre le diktat exercé par la Syrie, laquelle n'a pas toutefois tenté de le contrecarrer lors du dépouillement des urnes.

Autre performance notable : dans cette région traditionnelle, une femme, Nayla Moawad, veuve de l'ancien président de la République, René Moawad, a obtenu l'excellent score de 110 000 voix, bien qu'elle soit relative-

ment « indocile » vis-à-vis de Damas. Les élections, qui sont organisées en cinq étapes - la première a eu lieu, dimanche, au Mont-Liban - à raison d'une circonscription électorale par semaine, ont lieu au scrutin de liste plurinominal à un tour.

Les 128 sièges du Parlement unicaméral sont répartis entre les différentes communautés religieuses. Vingt-huit députés ont été élus dimanche et trente-cinq dans le Mont-Liban. Le prochain épisode est prévu, dimanche 1^{er} septembre, à Beyrouth où le premier ministre, Rafic Hariri, est candidat.

Lucien George

Nouveaux retards dans la normalisation en Angola

A MOINS DE TROIS MOIS du deuxième anniversaire de la fin de la guerre civile, qui, en deux décennies, a fait quelque cinq cent mille morts et ruiné l'économie du pays, les rapports entre le gouvernement de Luanda et l'ancien mouvement rebelle, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), restent très tendus, et la paix demeure précaire. Laisse-vo-

lontairement de côté pendant la négociation des accords de paix de Lusaka (20 novembre 1994), la question du statut de Jonas Savimbi, le chef de l'Unita continue de compliquer un processus extrêmement lent. Au terme de son congrès extraordinaire, organisé à Ballundo, dans le centre du pays, l'Unita a « catégoriquement » rejeté, mardi 27 août, la nomination de M. Savimbi à la vice-présidence de l'Etat.

Selon le communiqué final du congrès, « la transformation de l'Unita en parti politique (...) nécessite plus que jamais la présence à sa tête de son président », ce qui signifie que M. Savimbi ne saurait accepter d'autre poste. C'est une fin de non-recevoir qui traduit un ralliement. Toutefois, l'Unita a fait savoir qu'elle pourrait proposer à ce poste le nom d'une autre personnalité du parti. Il reste l'espoir d'un accord entre M. Savimbi et le président José Eduardo Dos San-

tos, lors de leur prochain sommet, le mois prochain.

Le gouvernement de Luanda, qui avait décidé la création de deux postes de vice-président pour en réserver un à M. Savimbi, a cependant répliqué en indiquant que le poste avait été créé pour ce dernier exclusivement, limité par les accords de l'Unita, le président Dos Santos avait demandé, il y a une semaine, aux Nations unies de fixer un délai de trois semaines à l'ancien mouvement rebelle pour qu'il finisse d'appliquer les clauses des accords de Lusaka. Le gouvernement soulignait que l'Unita n'avait pas encore désarmé tous ses soldats, qu'elle n'avait pas encore remis à l'ONU son armement le plus lourd, et n'avait pas encore intégré ses officiers et ses soldats dans l'armée nationale. Les autorités de Luanda soupçonnent l'Unita de vouloir ralentir l'application des accords de paix jusqu'en novembre, à l'expiration du mandat du président de la République et pouvoir négocier, ainsi, la formation d'un gouvernement de transition où le parti de M. Savimbi pourrait avoir un rôle plus important que celui que lui accorde les accords de Lusaka (l'Unita avait obtenu 4 postes de ministre et 7 postes de vice-ministre dans le gouvernement d'unité nationale). - (AFP)

Les ambassades de France sont appelées à l'aide des PME exportatrices

LE MINISTRE des affaires étrangères, Hervé de Charette, devait exhorter, mercredi 28 août, les ambassadeurs de France à orienter leurs efforts dans deux grandes directions : action culturelle et action commerciale, qui, de plus en plus, marquent la véritable influence d'un pays à l'étranger. Ces thèmes sont au menu de la désormais traditionnelle réunion annuelle des chefs de mission diplomatique à l'étranger.

En arrière plan, il y a la volonté de mettre l'outil diplomatique au

service de l'emploi en France, et notamment la logistique des ambassades à la disposition des petites et moyennes entreprises qui souhaitent exporter.

PARTENAIRES

Le temps des grands contrats est quelque peu passé et les gros groupes exportateurs français n'ont, eux, plus guère besoin de l'appui de l'Etat. Ce n'est pas le cas des PME - celles qui, en France, sont les plus créatrices d'emplois. Huit présidents de régions françaises participent ainsi

aux travaux de la réunion, cependant que les ambassadeurs sont invités à aller à la rencontre des entreprises de l'Hexagone.

Les experts en science administrative déclarent aussi dans la démarche une manière d'affirmer l'emprise du Quai d'Orsay sur les affaires du commerce extérieur aux dépens de la direction des relations économiques extérieures du ministère des finances... « La diplomatie est devenue de manière très forte une diplomatie économique », déclare M. de Charette dans un entretien

publié par le quotidien *Les Echos*.

Parallèlement, et parce que le succès commercial en dépend aussi, la France veut maintenir son effort dans le domaine de l'action culturelle. Le problème est ici de pallier la réduction des crédits publics, et donc de trouver d'autres partenaires que l'Etat. Un des axes à développer sera celui de la coopération technique, et notamment de la formation des élites, avec les pays à économies émergentes, qu'ils soient francophones ou non.

Malgré leurs dés...
les démocrates fon...

Le passage...
neur de...
file de...

d'écou...
mou...
et a...
trava...
ville...
des p...
ou le...
aband...
reput...
C'est...
prouv...
ché...
leur...
crat...
qui...
pre-...
lior...
avant...
seu...
se m...
musl...
En...
lancé...
du...
cent...
Tis...
seu...
son...
cont...
l'accom...
cipal...
maie...
me de...
frappé...
son...
toute...
tive d...
plan...
part...
niqu...
Ce...
form...
stable...
K...
pour...
dét...
sentim...

En...
es...
deu...
av...
Y...
trou...
la...
labo...
roi...
l'im...
Chac...
s'ap...
même...
disco...
japon...
aussi...
Ce...
une...
le...
com...
B...
pour...
pr...
et d...
M...
à p...
fon...
son...
nou...
dou...
démoc...
milit...
femmes...

Tout...
la...
con...
dég...
une...
d'écou...



هكذا من الأصل

Malgré leurs désaccords sur l'aide sociale les démocrates font bloc derrière Bill Clinton

La communauté noire, qui rassemble les plus pauvres, est particulièrement courtisée

Le pasteur noir Jesse Jackson et l'ancien gouverneur de New York, Mario Cuomo, deux chefs de file de l'aile libérale du Parti démocrate, ont ap-

porté leur soutien à Bill Clinton, en dépit de leur opposition à la réforme de l'aide sociale, la « welfare ». La communauté noire, pourtant di-

rectement touchée par cette remise en cause de l'état-providence, n'a d'autre choix que de soutenir le chef de la Maison Blanche.

CHICAGO

de notre envoyé spécial
A moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du United Center où se retrouvent les délégués démocrates, et à trois kilomètres de la concentration de gratte-ciel du centre-ville, s'étend l'autre Chicago, celui des ghettos noirs. Roosevelt Blvd, où les chauffeurs de taxi hésitent à abandonner leur client, a la triste réputation d'en être l'épicentre. C'est une alternance de façades lépreuses et de terrains vagues jonchés de débris où zonent de jeunes désœuvrés. Le maire démocrate de Chicago, Richard Daley, qui, selon les estimations de la presse locale, a consacré 180 millions de dollars (900 millions de francs) pour rafraîchir sa cité avant la convention, n'a pas poussé sa politique de réhabilitation jusqu'ici.

En moyenne, 20,9 % de la population de Chicago vit en dessous du seuil de pauvreté. Mais dans certains quartiers, le taux monte à 70 %. A priori les riverains de Roosevelt Blvd n'ont donc pas de raisons d'éprouver la moindre reconnaissance politique envers l'administration démocrate, municipale ou nationale. Pauvreté, chômage, violence des gangs et épidémie de drogue : tous les maux, qui frappent la communauté noire sont ici exacerbés. Le chômage touche 11,3 % de la population active de Chicago (contre 5,6 % au plan national), mais dépasse 20 % parmi la population noire et hispanique.

Ce sont pourtant les Noirs qui forment le réservoir de voix le plus stable pour M. Clinton. En 1992, 82 % d'entre eux se sont prononcés pour l'élection présidentielle. Et, en dépit de leurs frustrations, de ce sentiment d'avoir été trahis par le

chef de la Maison Blanche qui a accepté la réduction de l'aide sociale (le welfare), tout porte à croire qu'ils feront de même le 5 novembre, à condition que les démocrates fassent un petit effort de mobilisation.

La réforme du « welfare », approuvée par Bill Clinton, va précipiter « 1,2 million d'enfants supplémentaires dans la pauvreté »

Bob Dole a récemment reconnu que, dans le passé, le Parti républicain avait « manqué des occasions » avec les Noirs, mais ce mea culpa est insuffisant pour remettre en cause l'alliance historique entre le Parti démocrate et la communauté noire. La convention de Chicago, de ce point de vue, offre le visage de la diversité ethnique : environ 20 % des délégués sont noirs, 9 % hispaniques et 5 % d'origine asiatique. A San Diego, 3 % des délégués républicains seulement étaient noirs.

Le parti de M. Clinton ne dispose pas pour autant d'un vote captif. Alors que vingt-deux millions de Noirs américains sont en âge de voter, 12,7 millions seulement sont inscrits sur les listes électorales et, lors des élections fédérales de 1994, huit millions d'entre eux se sont rendus aux urnes. A quoi

bon voter quand on habite Roosevelt Blvd ? C'est à cette question que tente de répondre l'association « Rock the vote », organisation « non partisane » qui veut « éduquer et motiver » la jeunesse. Il y a quatre ans, elle aurait réussi à convaincre 2 millions de jeunes d'accomplir leur devoir civique. Avec son slogan « Choose or lose » (choisissez ou vous perdez), elle espère, cette année, ramener 500 000 électeurs de plus.

Sa recette ? Concert de musique rock et inscription sur les listes électorales. Ainsi, ce mardi 27 août, ils sont venus par petits groupes, guidés par les bénévoles. L'orchestre avait installé son estrade dans la cour jouxtant George's Music Room, temple local de musique rap et supermarché de CD. Un bus de « Rock the vote » était garé le long du trottoir, et des animateurs s'efforçaient d'attirer les futurs électeurs. Côté politique, on annonçait la venue de Kwesi Mfume, président de l'Association pour le progrès des gens de couleur (NAACP), mais ce fut Jesse Jackson Jr qui arriva.

Peu important de toute façon : pour ne pas laisser l'assistance, chaque discours ne devait durer que deux minutes. Le fils du pasteur noir, qui siège à la Chambre des représentants, fit comprendre en quelques mots pourquoi la communauté noire est d'une certaine manière prise au piège du vote démocrate. La réforme du welfare, qui démantèle le système de l'aide sociale et qui a été « approuvée par Bill Clinton », va précipiter « 1,2 million d'enfants supplémentaires dans la pauvreté », en particulier au sein de la communauté afro-américaine. Il faut cependant raison garder : il y a certes de « profondes divisions » au sein

du Parti démocrate à ce sujet, « mais seul un Congrès démocrate est en mesure de corriger cette loi ».

Tout est dit, ou presque. En aparté, Jesse Jackson Jr ajoutera que « de toute façon, Bill Clinton est une bien meilleure option que Bob Dole ». Sur ce message, les politiciens quittèrent Roosevelt Blvd pour rejoindre la convention démocrate où Jesse Jackson père, récemment chapitré par les responsables du parti, expliqua mardi soir, mais sur un ton plus codé, la même chose que son fils : la réforme du welfare étant inacceptable en l'état, la meilleure manière de la corriger est d'élire un président et un Congrès démocrates.

Le pasteur noir, deux fois candidat à la présidence, démontra à cette occasion qu'il n'a rien perdu de ses qualités de tribun. Avec Mario Cuomo, ancien gouverneur de New York, il fut le premier orateur à électriser une convention jusque-là assez terne. Les deux chefs de file de l'aile libérale du Parti démocrate ne cachèrent pas leur désaccord : « la garantie, qui date de Franklin Roosevelt, d'une aide en faveur des femmes et des enfants a été abandonnée », a souligné M. Jackson. « J'ai estimé que le risque pour nos enfants était trop grand pour justifier la signature de cette loi, quels que soient ses avantages politiques », a sursauté M. Cuomo.

Le premier a cependant rendu hommage à la « diversité » du Parti démocrate, qui permet à chacun de s'exprimer, et le second a évoqué des « désaccords occasionnels ». L'un et l'autre ont en substance conclu qu'il fallait au plus vite apporter au président l'aide d'un congrès démocrate, seule façon de réformer la loi.

Laurent Zechin

Les consommateurs américains se montrent optimistes

WASHINGTON. L'indice de confiance des consommateurs américains, établi par le Conference Board a atteint en août son plus haut niveau depuis 1990. Cet optimisme croissant porte aussi bien sur l'environnement économique actuel que futur. La hausse de l'indice de presque dix points en deux mois « montre que l'attitude des consommateurs est sur une tendance positive alors qu'elle plongeait depuis un an », souligne le Conference Board dont l'étude porte sur 5 000 foyers américains. La proportion de consommateurs s'attendant à une détérioration de la conjoncture dans les mois à venir est tombée à 7,4 % en août contre 8,2 % en juillet. Près de 24 % des familles s'attendent à une augmentation de leurs revenus, contre 21 % en juillet. Toutefois, 23 % des personnes interrogées en août, soit un peu plus qu'en juillet, estiment qu'il est difficile de trouver du travail. Mais 15 % pensent qu'il y aura davantage d'offres d'emplois sur le marché au cours des six prochains mois, contre 14 % en juillet. Tous les États américains affichent le même optimisme. - (AFP)

L'Organisation des Etats américains dénonce la loi Helms-Burton

WASHINGTON. Le comité juridique de l'Organisation des Etats Américains (OEA) a estimé que la loi Helms-Burton - renforçant l'embargo américain contre Cuba - était contraire au droit international, ont indiqué des sources diplomatiques, mardi 27 août, à Washington. Les onze membres du comité ont décidé à l'unanimité que l'application de la loi Helms-Burton, qui prévoit des mesures de rétorsion contre des sociétés de pays tiers faisant du commerce avec Cuba, « n'est pas conforme au droit international ». Dans un entretien accordé au quotidien Les Echos, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, assure, de son côté, que Paris prépare une législation pour contrer les sanctions américaines si elles devaient viser une société française. - (AFP)

AFRIQUE

■ CONGO : le président, Pascal Lissouba, a nommé, mardi 27 août, David Charles Ganao au poste de premier ministre en remplacement du général Joachim Yhombi Opango. Démissionnaire, M. Opango a été nommé directeur de campagne de M. Lissouba en vue du scrutin présidentiel prévu en 1997. - (AFP)

■ MADAGASCAR : les élections législatives ont été fixées au 11 octobre, a-t-on annoncé, mardi 27 août, à Nouakchott, de source officielle. Les 21 partis politiques ont tous annoncé leur intention de participer à ce scrutin pour le renouvellement des 79 sièges de l'Assemblée nationale. - (AFP)

■ TOGO : le nouveau premier ministre, Kwassi Kutsé, a rendu public, mardi 27 août, la liste de son gouvernement. La nouvelle équipe est composée presque exclusivement de partisans du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, et de quelques membres de la « société civile ». - (AFP)

■ SOUDAN : les sept pirates de l'air responsables du détournement vers Londres, lundi 26 août, de l'Airbus de la compagnie Sudan Airways assurant la liaison sur Amman, en Jordanie, se sont rendus, mardi 27 août. Tous les passagers ont été libérés sains et saufs. Les pirates de l'air voulaient obtenir l'asile politique en Grande-Bretagne. - (AFP)

■ L'Armée populaire de libération du Sud-Soudan (SPLA) a ordonné, mercredi 28 août, la libération des six missionnaires catholiques, dont trois religieuses australiennes, qu'elle détenait depuis le 17 août. Les six missionnaires étaient accusés d'espionnage au profit du gouvernement militaire - islamiste de Khartoum. - (AFP)

EUROPE

■ ESTONIE : le Parlement estonien n'ayant pas réussi, mardi 27 août, à défaire une majorité collante pour élire le nouveau chef de l'Etat, celui-ci sera élu par un collège élargi - 101 parlementaires et 273 élus municipaux - convoqué prochainement par le président du Parlement. - (Reuters)

■ RUSSIE : deux mille soldats russes soviétiques doivent quitter Grozny, mercredi 28 août. Le retrait se poursuivra jusqu'à dimanche, en même temps que celui des combattants tchétchènes, pour laisser la place à des patrouilles de police mixtes, aux termes d'un accord conclu, la semaine dernière, entre les belligérants, et dont les modalités ont été précisées mardi. - (AFP)

La Bundesbank pour un pacte de stabilité

après le lancement de l'« euro »

HAMBURG. Le chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, a de nouveau plaidé pour l'instauration d'un pacte de stabilité lors du lancement de la monnaie unique en 1999, déclarant lors d'une conférence à Hambourg, lundi 26 août, qu'il était nécessaire d'exposer les pays participant à l'union monétaire à des sanctions automatiques en cas de dérapages, notamment dans le domaine des finances publiques. Cette position est défendue par la Banque centrale allemande depuis que l'idée en a été lancée fin 1995 par le ministre des finances, Theo Waigel. Selon M. Issing, l'Union économique et monétaire lie les pays participants « corps et âmes » et il ne sera plus possible ensuite de la quitter pour revenir à des monnaies nationales. Le chef économiste de la Bundesbank, qui a une nouvelle fois souligné que les dispositions prévues par le traité de Maastricht étaient insuffisantes pour forcer les pays participants à assainir leur politique budgétaire, a déclaré que ce serait une erreur de soumettre les pays de l'Union européenne à des critères draconiens avant qu'ils n'entrent dans la zone euro et de les laisser ensuite agir quasiment à leur guise. - (AFP)

Hillary, une mère de famille très professionnelle

CHICAGO

de notre envoyé spécial
En cette année électorale, la mère de famille est le centre de toutes les attentions. Il y a deux semaines, à San Diego, les républicains avaient choisi une jeune épouse de l'Etat de New York, Susan Molinari, pour jouer le rôle d'orateur vedette de leur convention. Pendant qu'à la tribune maman plaidait la cause des mères laborieuses, bébé, dans la salle, têtait le biberon que lui donnait papa. A la télévision, l'image fut du plus bel effet. Mardi 27 août à Chicago, Forateur-vedette des démocrates s'appelaient Hillary Rodham Clinton et c'est au même public qu'elle s'est adressée dans un discours ferme, concis et parfaitement ciblé, jalonné de références à sa fille Chelsea, elle aussi dans la salle.

Ce fut un discours de professionnelle - mais une professionnelle qui ne devait surtout pas le laisser paraître. La première dame n'est plus cette femme que l'on mettait en avant lorsque Bill Clinton promettait aux électeurs qu'en votant pour lui, ils auraient « deux Clinton pour le prix d'un ». Après quatre ans de controverses et de désillusions à la Maison Blanche, M^{me} Clinton sait mieux que personne qu'il n'y a place à la tête du pays que pour un seul Clinton : Bill. Aussi basse dans les sondages que son mari est haut, elle reste pourtant, paradoxalement, l'un des meilleurs atouts du parti démocrate, extrêmement populaire parmi les militants et, en particulier, auprès des femmes.

Toute la difficulté de la tâche de M^{me} Clinton consistait donc à répondre aux attentes des délégués à la convention, qui lui ont réservé une ovation passionnée, sans exacerber les réticences de ces millions d'électeurs qui regar-

daient le spectacle sur leur petit écran. Elle s'en est acquittée avec son assurance coutumière et une modestie nouvelle. Si elle n'a pas renoncé à son plaidoyer pour une couverture médicale universelle - son grand échec du début de la présidence Clinton - elle ne dit plus « nous » mais « mon mari » ou, mieux, « le président ».

RETENUE CALCULÉE

Soucieuse de ne pas sortir de son rôle de première dame, Hillary Clinton, en tailleur bleu turquoise et collier de perles que n'aurait pas renié Barbara Bush, a refusé de se laisser emporter par l'enthousiasme de son auditoire, maîtrisant les applaudissements avec une retenue très calculée et se cantonnant aux thèmes de la famille, de la santé et de l'éducation des enfants. Un numéro beaucoup moins personnel que celui qu'avait offert Elisabeth Dole, qui, à San Diego, avait, avec brio, tressé un panégyrique du candidat républicain, « l'homme que j'aime », « mon rocher de Gibraltar ».

Hillary Clinton a-t-elle changé ? Non, affirmant ceux qui la connaissent bien, elle a simplement adapté son registre aux réalités de la campagne, dont la seule star est et doit rester Bill Clinton. Moins visible qu'en 1992, elle n'en est pas moins très active. A Chicago, sa ville natale, elle a participé dans la seule journée de lundi à sept manifestations en marge de la convention. Là, sans la menace de la retransmission en direct de ses propos, elle s'est laissée aller à un rôle beaucoup plus militant. Devant les élus démocrates au Congrès, par exemple, elle a vanté le bilan de l'administration Clinton en matière d'inflation, d'emploi et de contrôle des armes à feu, exposant en

termes très politiques le choix qui s'offre cette année aux électeurs. Impressionnée par « le courage » avec laquelle M^{me} Clinton fait face aux attaques dont elle est l'objet, notamment à propos de l'affaire immobilière de Whitewater, les femmes démocrates - une force importante dans le parti - serrent les rangs autour d'elle : « nous n'aimons pas la manière dont on lui tape dessus, d'autant plus que cela ne se passerait pas ainsi si elle n'était pas une femme », affirme Geraldine Ferraro, candidate démocrate à la vice-présidence en 1984. En réalité, Hillary Clinton semble résignée à assumer un rôle de punching ball qui, sacrifice suprême, permet d'épargner la popularité du président.

Mais son intérêt pour le thème de la famille, dont elle a d'ailleurs tiré un livre qui se vend très bien, n'est pas seulement destiné à lui fournir une partition. Dans une société où, de plus en plus, les deux parents travaillent, la sensibilité à cette question répond à la volonté des démocrates de placer au premier rang de leurs priorités les problèmes concrets de santé, de garde d'enfants, d'aménagement du temps de travail, de sécurité, d'éducation et de budget qui se posent chaque jour aux couples mariés avec enfants car - toutes les études le prouvent - c'est cette catégorie-là d'électeurs qui est la plus fluctuante.

Et si, pour les conquérir, il faut se livrer à une surenchère éhontée des bêtises, les démocrates n'y rechignent pas plus que les républicains : après le nourisson de Susan Molinari à San Diego, l'un des orateurs démocrates, le gouverneur d'Indiana Evan Bayh, n'a pas hésité, lui, à exhiber sur le podium de Chicago ses jumeaux de huit mois.

Sylvie Kauffmann

Catherine Deneuve tout simplement impériale.

Libération

les voleurs

UN FILM DE ANDRÉ TECHINÉ

France Inter

France 2

France 3

France 4

France 5

France 6

France 7

France 8

France 9

France 10

France 11

France 12

France 13

France 14

France 15

France 16

France 17

France 18

France 19

France 20

France 21

France 22

France 23

France 24

France 25

France 26

France 27

France 28

France 29

France 30

France 31

France 32

France 33

France 34

France 35

France 36

France 37

France 38

France 39

France 40

France 41

France 42

France 43

France 44

France 45

France 46

France 47

France 48

France 49

France 50

France 51

France 52

France 53

France 54

France 55

France 56

France 57

France 58

France 59

France 60

France 61

France 62

France 63

France 64

France 65

France 66

France 67

France 68

France 69

France 70

France 71

France 72

France 73

France 74

France 75

France 76

France 77

France 78

France 79

France 80

France 81

France 82

France 83

France 84

France 85

France 86

France 87

France 88

France 89

France 90

France 91

France 92

France 93

France 94

France 95

France 96

France 97

France 98

France 99

France 100

Avec l'officialisation de son divorce, Lady Diana cesse de faire partie de la famille royale britannique

Les discussions se poursuivent sur l'avenir de la monarchie

La «*decree absolute*», mettant fin aux quinze années de mariage entre le prince et la princesse de Galles, devait être prononcé mercredi 28 août

par le tribunal des divorces de Londres. Cette décision intervient six semaines après que Charles et Diana ont fait présenter par leurs hommes de

loi leur requête de séparation définitive. En Grande-Bretagne, le divorce par consentement mutuel est simple et expéditif.

LONDRES

de notre correspondant

Le 15 juillet, trois jours après l'annonce officielle par Buckingham Palace et par les avocats du prince et de la princesse, le juge Gerald Angel avait, en deux minutes, expédié la procédure initiale de ce qui n'était pour lui que l'«*affaire N° 31*» du jour. Après avoir constaté l'accord des intéressés sur le partage de leurs biens et sur le sort des enfants princiers, il avait prononcé le «*decree nisi*». La même procédure avait été appliquée quelques mois plus tôt devant le même tribunal au frère du prince Charles, le prince Andrew, désormais divorcé de Sarah Ferguson. Un an avant, la maîtresse de Charles, Camilla Parker Bowles, et son mari avaient fait de même.

Charles et Diana ne seront pas présents au tribunal ce mercredi ; la loi ne le leur impose pas. Ils rejoindront la cohorte des divorcés qui représentent environ le tiers des couples légitimes britanniques. Mais ce ne seront pas des divorcés tout à fait comme les autres. Ne serait-ce que parce que l'un est l'héritier de la couronne et que l'autre est la mère d'un futur roi ; car - sauf drame ou révolution - l'un de ses deux fils succèdera à son père.

Charles aura été contraint de passer sous les fourches caudines financières de Diana, qui a obtenu un chèque de séparation estimé à une quinzaine de millions de livres (environ 120 millions de francs), plus une pension annuelle qui pourrait atteindre 900 000 livres. Le prince de Galles, dont les revenus atteignent 1,5 millions, devra

compter sur l'aide de sa mère pour respecter ses engagements. Les deux ex-époux se sont par ailleurs entendus sur l'éducation et la garde des enfants.

«*PRINCESS OF WALES*»

A partir de ce jour, Lady Diana cesse d'être une altesse royale (ou HRH, *Her Royal Highness*) et sera désormais appelée «*Diana, Princess of Wales*». Le palais de Buckingham a confirmé mardi la publication, sans doute jeudi, dans l'officielle *London Gazette*, de nouvelles règles concernant les changements de titres royaux après divorce.

Dans un éditorial publié mardi et intitulé «*Séparés enfin*», le très conservateur *Daily Telegraph* a renvoyé dos à dos les ex-époux, critiquant leur «*égoïsme*» et estimant que «*le seul avantage du divorce, c'était qu'il règle les problèmes*». «*Lady Di*» devra brider son «*tempérament de vedette de cinéma*», s'occuper de ses enfants

et «*d'œuvres de charité sur un plan plus modeste*».

Mais c'est surtout Charles qui devra calmer la controverse née de sa liaison adultérine avec Camilla Parker Bowles «*en se montrant consciencieux et modeste, en ne prêtant pas à controverse, en faisant preuve de ce caractère ferme qui est de tradition chez les Windsor mais qui ne lui est pas familier*».

Particulièrement éprouvée demeure sa relation avec Camilla. La feuille à scandales *News of the World* a publié dimanche une photo des deux, soulevant l'indignation du Palais, qui pourrait poursuivre le journal. Un remariage, même s'il est constitutionnel, nécessiterait l'aval de la Reine, du premier ministre et de l'Eglise d'Angleterre, dont le souverain est le chef officiel. Plusieurs prélats anglicans sont opposés à un tel remariage. L'histoire rappelle toutefois que Henri VIII avait quitté le giron de Rome et fondé la Church

of England, que ce roi a eu une vie sentimentale bien plus agitée que celle du timide prince de Galles, et que celui-ci n'est pas le seul à avoir eu une maîtresse quasi officielle.

Le prince compte reprendre du collier dès son divorce, montrant par là même que rien ne peut interrompre son travail. Il va passer ses vacances avec le reste de la famille royal au château de Balmoral, en Ecosse, par une visite la semaine prochaine en Allemagne puis, le 9 septembre, à Birmingham. Il pourrait aussi être un peu plus associé par sa mère à ses activités officielles. Il fait déjà partie du groupe de travail mis sur pied par la Reine pour réfléchir sur l'avenir de la monarchie (*Le Monde* du 21 août). Ce groupe s'est fixé cinq pistes de réflexion : réduction du nombre des membres de la famille royale, égalité des hommes et des femmes dans l'ordre de succession au trône, abrogation de l'interdiction faite à l'héritier de la Couronne d'épouser une catholique, séparation de l'Eglise et de l'Etat et remplacement de la liste civile royale par les revenus des biens de la Couronne. Ces dernières propositions sont les plus controversées : la séparation de l'Eglise et de l'Etat impliquerait l'abandon par le souverain de sa position à la tête de l'Eglise d'Angleterre. La modification du financement de la Couronne risque à la fois de choquer les contribuables et certains constitutionnalistes, qui estiment que le monarque doit dépendre du Parlement, y compris sur le plan matériel.

Patrice de Beer

Vladimir Meciar remanie le gouvernement slovaque

La nomination de trois nouveaux ministres devrait restaurer l'image internationale du pays

PRAGUE

de notre correspondant

Deux ans et demi après la formation de son troisième gouvernement de coalition, le premier ministre slovaque, Vladimir Meciar, a procédé, mardi 27 août, à son premier remaniement. Si les portefeuilles concernés sont seulement au nombre de trois, leur importance est cruciale et trahit le désir de M. Meciar de restaurer l'image de la Slovaquie à l'étranger, altérée par plusieurs entorses à la démocratie qui lui ont attiré les critiques des capitales occidentales. En remplaçant les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'économie, tous du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar, ce dernier a ouvertement désigné les problèmes que rencontre la Slovaquie sur la scène internationale comme internationale.

En nommant à la place de Jan Ducky au ministère de l'économie, Karol Cesnek, 50 ans, directeur général de la puissante Compagnie slovaque d'électricité (SE), M. Meciar espère relancer l'économie qui, après deux prometteuses années, donne des signes de faiblesse. La croissance, avec laquelle la Slovaquie avait renoué en 1994, sera moins importante cette année, et la balance commerciale excédentaire depuis l'indépendance en 1993, accuse déjà un déficit de 5 milliards de francs. Les exportations massives de céréales - qui ont provoqué une pénurie de blé et une flambée des prix de la farine et du pain et la reprise de la hausse du chômage en 1996 - ont achevé de ruiner la popularité de M. Ducky.

Le remplacement de Ludovít Hudák par Gustav Krajčí, 45 ans, ancien préfet de district et homme de l'appareil du HZDS, au poste de ministre de l'intérieur, vise à restaurer la réputation et l'efficacité de la police. Elle en a bien besoin après deux récentes explosions criminelles dans le centre de Bratislava. Mais les jours de M. Hudák au gouvernement étaient comptés depuis le printemps dernier. La diffusion par des radios indépendantes d'une conversation téléphonique entre le ministre et le chef des services secrets (SIS), Ivan Lexa, l'ennemi du président Michal Kováč, avait mis en route le compte à rebours. Il ressortait de leurs propos que le ministre Hudák avait exercé des pressions pour bloquer l'enquête sur l'enlèvement du fils de M. Kováč, réalisé en août 1995, très probablement par des agents du SIS.

Le changement le plus éloquent est néanmoins celui de Juraš Schenk qui cède le portefeuille des affaires étrangères à l'ambassadeur slovaque en Allemagne, Pavol Hamzík. Il semble avoir été sacrifié pour endosser la responsabilité des échecs diplomatiques de Bratislava. Plusieurs fois rappelé à l'ordre par l'Union européenne et le gouvernement américain, la Slovaquie n'apparaît plus dans le groupe de pays d'Europe centrale susceptibles d'être admis en priorité au sein de l'OTAN. Conscient du danger pour son pays de manquer le premier train d'adhésion à l'alliance atlantique et à l'UE, M. Meciar avait besoin de sang neuf pour lancer une offensive diplomatique.

Martin Plichta

Les pays asiatiques ont renforcé leurs législations sur la prostitution enfantine

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Des semaines d'enquête ont permis à la police de Djakarta d'arrêter, fin juillet, un sadique soupçonné d'avoir, en l'espace de deux ans, assassiné huit garçons âgés de neuf à quinze ans après les avoir sodomisés. Les corps des victimes ont été retrouvés dans des endroits peu fréquentés, la nuque brisée et les entrailles ouvertes à l'aide d'un rasoir. Siswanto, un chiffonnier âgé de 33 ans et qui fait l'objet d'un examen psychiatrique, a affirmé depuis, toujours selon la police, avoir tué, en tout, douze enfants. Cette affaire ne tiendrait que du fait-divers atroce si l'enquête n'avait pas, par ailleurs, mis en relief l'exploitation sexuelle individuelle d'enfants des rues issus de milieux pauvres ou en rupture de ban avec leurs familles.

L'enquête, en effet, a conduit à l'arrestation, sans rapport avec le crime, de quatre hommes qui ont reconnu avoir violenté de jeunes

enfants des rues. Interrogés par la police, certaines victimes ont admis que ce «*service*» leur rapportait l'équivalent d'un à trois francs. Les enfants interrogés ont reproché à l'enquête de la police d'avoir perturbé un trafic qui, pour beaucoup d'entre eux, constitue un moyen de survie.

Ce problème n'est, cependant, que la partie émergée d'un iceberg dans des sociétés qui, comme celles de l'Asie du Sud-Est, connaissent de profonds bouleversements sociaux. Aux Philippines, les cas rapportés d'abus sur des enfants ont augmenté de 300 % en l'espace de quatre ans. Sur les 2 227 cas enregistrés en 1995, les services publics ont recensé 1 015 viols et 616 incestes, la pédophilie venant en troisième position avec 120 offenses.

En règle générale, la prostitution organisée de mineurs pose, de loin, le plus grave problème. En Thaïlande, selon un rapport officiel, les jeunes filles de moins de dix-huit ans représentent entre

20 % et 25 % d'un nombre de prostituées évalué, officiellement, dans une fourchette de 150 000 à 200 000 personnes. Une proportion croissante de ces adolescentes viennent de Birmanie, du Cambodge et même du Laos à travers des frontières terrestres incontrôlables. Comme l'indique l'*Asian Wall Street Journal*, dans un éditorial intitulé «*La honte de la Thaïlande*», et publié à l'occasion de la Journée mondiale des enfants, le 23 juillet dernier, «*la majorité des clients sont des locaux, qui ne font pas souvent la différence entre une prostituée adulte ou enfant*».

Ces dernières années surtout, les gouvernements de la région, à commencer par ceux de Bangkok et de Manille, ont renforcé leurs législations contre la prostitution enfantine et pris notamment des mesures pour limiter les sex-tours. En mars, un ressortissant allemand a été condamné à 43 ans de prison en Thaïlande pour abus sexuel d'enfants et commerce de

pornographie. Aux Philippines, où une loi contre la pédophilie a été votée en mai 1995, un Australien a été depuis condamné à 17 ans de prison pour viol d'une fille âgée de douze ans.

Au Vietnam, qui ne s'est réellement ouvert au tourisme qu'à la fin des années 80, la police a démantelé, dès 1992-1993, des réseaux

de prostitution enfantine, notamment de ventes de vierges. Cette année, avant la réunion du VIII^e Congrès du PC, fin juillet, une campagne nationale contre les «*démons sociaux*» a joué dans le même sens. Les autorités n'en évaluent pas moins le nombre des prostituées à quelque deux cent mille, leur clientèle

«*Castration chimique*» en Californie

Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a indiqué, mardi 27 août, au cours du congrès mondial de Stockholm contre l'exploitation sexuelle des enfants, que de nouvelles propositions de prévention devraient être soumises au gouvernement français dans les mois qui viennent.

En Californie, les pédophiles récidivistes pourraient bientôt être l'objet d'une «*castration chimique*» au terme d'un projet de loi approuvé par les deux chambres du Congrès local. Les arrestations de pédophiles se multiplient : dans la seule journée de mardi, on a ainsi après l'incarcération, en République fédérale, d'un touriste allemand, qui avait fui les Philippines avant l'ouverture de son procès pour abus sexuel sur une fillette de 9 ans, en Italie d'un étudiant pour violence sexuelle et actes illégaux sur sept mineurs âgés de 13 à 15 ans et, en Albanie, d'un touriste britannique. Trois personnes, dont un Britannique, ont aussi été arrêtées en Belgique.

Belgique : policiers et experts fouillent une des maisons de Marc Dutroux

BRUXELLES

de notre correspondant

Marc Dutroux est-il le plus grand tueur en série jamais démasqué en Belgique, ou bien veut-il brouiller les pistes et se faire passer pour un esprit dérangé en «*revendiquant*» des crimes qu'il n'a pas commis ? La réponse était attendue dans la journée du mercredi 28 août à Jumelet, cité populaire du nord de Charleroi, où des travaux d'excavation devaient reprendre dans une atmosphère d'extrême tension.

Tout a commencé pendant la nuit de lundi à mardi, quand la police a conduit secrètement Dutroux dans une maison qu'il loua jusqu'en décembre 1995 à Bernard Weinstein, le complice qu'il est accusé d'avoir assassiné depuis la découverte de son corps à son propre domicile.

Là, il montra aux enquêteurs cinq endroits où «*il serait intéressant de creuser profondément*». D'où l'utilisation, mardi, de grands moyens pour vérifier ses dires. Il

fallut d'abord dégager les carcasses de voitures les tôles rouillées et tout le bric-à-brac qui encombraient le jardin, utiliser des grues pour détruire un hangar-atelier sous lequel on redoute la présence de corps. Le Britannique John Bennett, l'homme qui fouilla «*la maison de l'horreur*» à Gloucester en 1994, était là. Son radar de sol a, semble-t-il, repéré des cavités suspectes.

NÉGLIGENCE POLICIÈRE

Des chiens néerlandais, sinistrement dressés pour la recherche des cadavres, auraient aussi réagi de façon inquiétante à certains endroits. Jusqu'à 22 h 30, on creusa à la pelle, «*pour ne pas abîmer ce qui pourrait être dérangé*», a indiqué un policier.

Dans «*la rue de l'angoisse*», les caméras du monde entier ont longtemps attendu l'événement, alors que les plus folles rumeurs circulaient. Seule note d'espoir, les parents d'An Marchal, la jeune Flamande dont Dutroux a avoué le

rapt en même temps que celui de son amie Eefje, affirmaient n'avoir reçu aucune information alarmante de la part du procureur Bourlet, le responsable de l'enquête, avec lequel ils sont en contact régulier.

M. Boudet a reçu mardi le père de Laurence Mathues, une jeune fille de seize ans, disparue en août 1992 aux environs de Bruxelles et découverte un mois plus tard au bord d'une route, morte d'une surdose de barbituriques, du même genre que ceux retrouvés chez Dutroux. Après s'être d'ailleurs trompés dans l'identification du corps et avoir fait diffuser le portrait d'une fugueuse toujours vivante, les enquêteurs avaient bizarrement conclu au suicide de Laurence, malgré les protestations des parents. La révélation continue de toutes ces négligences policières contribue à alourdir le climat.

Jean de la Guévière

ETAT NATIONAL MINISTRE DE L'INTERIEUR REPUBLIQUE ARGENTINE

APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 01/96

Contrat intégral non fractionné d'un service pour le dessin, la mise en marche et le support d'un système de contrôle de migration et de l'identification des personnes et de l'information électorale.

Le cahier des charges et des conditions pourra être consulté et acheté par les intéressés auprès du Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur, avenue Leandro N. Alem 168, 5ème étage, Capitale Fédérale, du lundi au vendredi de 12 h. à 16 h. à partir du 30/08/96.

Prix du cahier des charges : quatre-vingt mille Pesos (\$80.000). Les offres seront reçues au siège du Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur, avenue Leandro N. Alem 168, 5ème étage, Capitale Fédérale, jusqu'au 25/10/96, à 12 h.

La cérémonie d'ouverture des enveloppes contenant les offres se tiendra ce même jour, à 13 h. au Subsecrétariat à la Population du Ministère de l'Intérieur.

مكتبة الأمل

RENTREE
et le...
doit...
donner...
et...

MM. Chirac et Juppé

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 29 AOÛT 1996

RENTREE Le conseil des ministres et le séminaire gouvernemental qui doit le suivre, mercredi 28 août, donnent l'occasion à Jacques Chirac et Alain Juppé d'annoncer aux

membres du gouvernement les choix qu'ils ont faits lors de leur week-end de travail à Brégançon. ● LE BUDGET est le premier dossier à traiter en urgence pour respecter la promesse

d'une baisse des impôts en 1997. Mais le mauvais état des finances de la Sécurité sociale va rendre délicate une baisse des prélèvements obligatoires. ● LE CLIMAT SOCIAL est

lourd, tout particulièrement dans l'éducation nationale où les syndicats préparent déjà des grèves pour protester contre les réductions d'effectifs et le blocage des salaires dans

la fonction publique. ● DES SONDAGES donnent des images contradictoires de la confiance des Français envers le président de la République et le premier ministre.

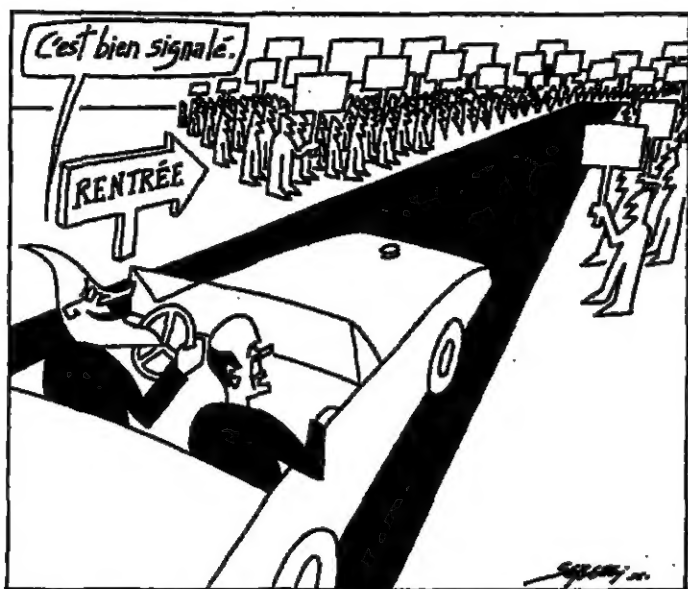
MM. Chirac et Juppé mobilisent les ministres pour défendre la rigueur

Le président de la République profite du conseil des ministres de rentrée pour recadrer l'action gouvernementale alors que les prochaines semaines s'annoncent socialement difficiles. Le premier ministre, au cours d'un séminaire du gouvernement, prépare un calendrier de réformes

EN TROIS PHRASES, Jacques Chirac a fait taire les rumeurs récurrentes sur le départ de son premier ministre, il a confirmé le cap de la politique gouvernementale et il a donné son appréciation sur la situation actuelle.

C'était dimanche 25 août, au fort de Brégançon où le président de la République bouclait les dossiers d'actualité (immigration, budget, réforme fiscale notamment) avec le chef du gouvernement. C'était trois jours avant le conseil des ministres de rentrée, suivi d'un « séminaire » gouvernemental, mercredi 28 août, destiné à caler l'action de l'équipe dirigeante pour les prochains mois. M. Juppé devait également « ramasser les copies » de ses ministres, à la suite d'une demande formulée lors du précédent séminaire, le 16 juillet. Selon un ministre, qui veut garder secrètes ses propositions, le premier ministre avait exigé de chacun la mise au point d'une mesure de simplification administrative et la définition d'une action forte.

Voilà pour la phase réformatrice. Reste le fond politique. « Alain Juppé et moi travaillons en-



semble depuis très longtemps, a donc dit le chef de l'Etat à Brégançon, et je suis tout à fait persuadé que nous continuerons pendant très longtemps. » Cette « rélégitimation » présidentielle est destinée à mettre fin aux rumeurs sur un remplacement du premier mi-

nistre, à plus ou moins court terme. Pour autant l'hypothèse d'un remaniement, léger ou profond, est-elle écartée ? Une refonte de l'équipe ministérielle ne paraît pas probable pour les mois à venir, dit-on dans les milieux gouvernementaux, en s'écartant

pas l'idée que la meilleure « fête de fin d'année » se situerait au début de l'année prochaine. Il s'agit alors d'élargir l'assise du gouvernement en vue des législatives de 1998.

Est le départ de M. Juppé. Exclu aussi tout changement de politique. « Je ne sais pas si la rentrée sera chaude », a poursuivi M. Chirac, dimanche. C'est le problème du gouvernement. Il est de la responsabilité du gouvernement de maîtriser la situation, mais certainement pas de changer d'objectif. Dans la majorité, les partisans d'une politique différente, comme ceux qui prônent quelques aménagements de celle qui est conduite, en sont pour leurs frais. M. Juppé appliquera donc la politique définie par M. Chirac dans sa version d'octobre 1995, rien que celle-là mais toute celle-là : guerre aux déficits. D'autant plus, que le président est certain que « le plus difficile » est passé pour le pouvoir qui « arrive à des situations moins difficiles à gérer ». A droite, certains s'étonnent de cet optimisme alors que la croissance est déprimée, que le chômage repart, que tous les syndicats appellent à des

mouvements de grève et s'attendent à une rentrée sociale violente.

Armé des trois pensées présidentielles, M. Juppé va désormais tenter, comme l'an dernier, de faire passer « le souffle de Brégançon » sur son équipe ministérielle. Pour son cinquième « séminaire » gouvernemental, il devait réaffirmer son exigence de voir ses ministres « aller plus haut, plus loin, plus vite » dans la voie réformatrice en quatre étapes tracées selon les souhaits de l'Elysée : remise en ordre des finances par une augmentation des impôts, stabilisation des déficits par une réduction des dépenses, stricte gestion des déficits accompagnée d'une amorce de baisse des prélèvements obligatoires et, enfin, poursuite de l'allègement de la pression fiscale pour améliorer la vie quotidienne des Français.

SONDAGES CONTRADICTOIRES

Ce « séminaire » - qui s'inscrit dans la séquence ouverte, le 14 juillet, par le président de la République et au cours duquel seront connus les arbitrages décidés au sommet de l'Etat - intervient

au moment où deux sondages contradictoires tombent sur les cotes de confiance et de popularité de MM. Chirac et Juppé. Selon le premier - CSA - interrogé 1 005 personnes les 20 et 21 août, soit avant l'évacuation de l'église Saint-Bernard -, la confiance envers M. Chirac passe à 41 % contre 43 % en juin, tandis que celle vis à vis de M. Juppé tombe de 35 % à 33 %. Selon le second - BVA - interrogé 1 996 personnes du 22 au 24 août, soit avant et après l'évacuation -, la popularité de M. Chirac fait un bond de 6 points (46 % contre 40 % en juillet) et celle de M. Juppé, de 7 points (37 % contre 30 %).

Ce regain de popularité provient d'une appréciation accrue et conjoncturelle dans l'électorat de gauche de la fermeté de l'exécutif face aux sans-papiers. Si le gouvernement peut s'en féliciter, il doit aussi constater que le même sondage confirme qu'une majorité de Français (67 % contre 68 % en juillet) porte une appréciation négative sur la façon dont le pays est gouverné.

Olivier Biffaud

Les syndicats d'enseignants préparent un mouvement de grève

POUR LES SYNDICATS de l'éducation nationale, la rentrée sera chaude : le principe d'une grève a été décidé, mardi 27 août, lors d'une réunion rassemblant la FAEN, la FERC-CGT, la FSU, le SGEN-CFDT, le SE, le SNCL, le SNER, le SNETAA et le SNU-ipp. La date de cette action, fixée pour l'instant fin septembre ou début octobre, devrait être définitivement arrêtée lors d'une prochaine réunion intersyndicale, le 3 septembre, jour de la rentrée scolaire. Les syndicats d'enseignants entendent ainsi protester contre les conditions de la rentrée scolaire, marquées par l'ampleur du chômage, les difficultés d'emploi et des conditions de travail, et contre les coupes budgétaires annoncées pour le budget 1997.

Selon le SNU-ipp, syndicat du premier degré de la FSU, les écoles subiraient l'an prochain une « perte sèche » de 2 900 postes, « que la baisse démographique ne suffit pas à expliquer ». Au total, le SNES (second degré, FSU), fait état de quelque 5 000 suppressions de postes. Le syndicat des enseignants (SE-FEN), fait valoir que l'on comptera à la rentrée prochaine entre 15 000 et 20 000 maîtres-auxiliaires au chômage, tandis que le nombre de titulaires académiques, qui n'ont pas de poste fixe passerait de 27 000 à 40 000. « A Lille, souligne Hervé Baro du SE, il y aura environ 1 300 enseignants sans emploi, c'est l'équivalent d'une usine qui ferme. » Avant la réunion du 27 août, plusieurs syndicats avaient déjà arrêté la date d'actions nationales ou académiques : le SNU-ipp et le SGEN-CFDT appellent conjointement à une grève dans les écoles le 24 septembre pour protester

contre l'orientation budgétaire pour 1997 « qui porte délibérément atteinte au service public d'éducation ». Le SNES souhaite organiser des manifestations le 4 septembre, ainsi qu'une journée nationale d'action le 18. Quant au SE, il entend « installer d'office » des maîtres auxiliaires dans les établissements le 11 septembre.

ÉCHÉANCE COMMUNE

La réunion du 3 septembre, à laquelle la FEN, absente le 27 août, devrait assister, n'a pas pour seul objectif d'arrêter la date de la grève, mais de clarifier les positions de chacun sur une action conjointe éducation nationale-fonction publique. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT, plaide pour une grève spécifique de l'éducation nationale. Selon lui, cette action « ne serait pas contradictoire avec un autre temps fort pour la fonction publique et pourrait même lui servir de tremplin ». Au SNES, on fait également valoir qu'une grève de l'ensemble de la fonction publique pourrait relayer celle des enseignants.

Alors que les fédérations de fonctionnaires doivent se rencontrer le 10 septembre, les dirigeants des syndicats enseignants gardent en ligne de mire la date anniversaire du 10 octobre 1995, jour de la grande grève de la fonction publique. Et nul doute que chacun a en tête une échéance cruciale : celle des élections professionnelles qui se déroulent mi-décembre et qui sonneront l'heure de vérité pour les syndicats enseignants, toujours bouleversés par la scission de la FEN en 1992.

Béatrice Gurrey

Le déficit de la Sécurité sociale est loin d'être comblé

LE CHÔMAGE ne devrait pas diminuer dans les prochains mois ; les fonctionnaires attendent, l'arme au pied, les décisions du gouvernement sur les effectifs et les salaires ; le déficit de la Sécurité sociale se creuse. Or, qu'il se tourne, le premier ministre n'a guère de motifs de satisfaction en cette rentrée sociale. Pour la « Sécurité », le calendrier est particulièrement chargé : le gouvernement doit faire entrer le plan Juppé dans les faits, tout en réduisant de nouveau le déficit, qui dépassera 50 milliards de francs à la fin de l'année. Il était annoncé, en novembre 1995, à 17 milliards.

Trois rendez-vous sont prévus. Le premier, la « Conférence nationale de santé », inscrite dans les ordonnances sur la réforme de la Sécurité sociale, se tiendra du 2 au

4 septembre à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Soixante-douze professionnels de la santé nommés par le gouvernement y dégageront des priorités de santé publique. Leur rapport, qui sera remis avant la mi-septembre au gouvernement, servira à l'élaboration du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Ce projet, qui doit fixer en partie les conditions d'un retour à l'équilibre des comptes sociaux, sans se prononcer pour autant sur les recettes, sera soumis au conseil des ministres fin septembre ou début octobre. Auparavant, la commission des comptes de la « Sécurité » devrait annoncer, lors de sa réunion du 23 septembre, que le déficit 1996 du régime général des salariés (maladie, retraite, famille) dépassera sensiblement les

48,6 milliards qu'elle avait prévus lors de sa réunion du 12 juin. Elle fera, aussi, une première estimation, peu optimiste, pour 1997.

MAINTIEN DES REMBOURSEMENTS

En dépit de la réunion de la « Conférence annuelle de santé », qui ne dispose pas encore des outils nécessaires pour être une instance crédible, les problèmes financiers vont, une fois de plus, revenir au premier plan, même si tout le monde sait que les dimensions financières et sanitaires se rejoignent : la situation désastreuse des comptes sociaux due à une baisse des recettes va, en effet, contraindre le gouvernement et les professionnels à définir, enfin, des priorités sanitaires. Dans son dernier rapport, le Haut comité de la santé publique souligne

d'ailleurs qu'avec le plan Juppé, « pour la première fois dans notre pays, des textes législatifs établissent un lien direct entre financement et priorités de santé ».

La question la plus urgente reste celle de la résorption du déficit 1996, notamment celui de l'assurance-maladie, qui devrait dépasser 35 milliards. Le gouvernement s'est, jusqu'à présent, refusé à réduire les taux de remboursement des assurés. Alain Juppé s'est également refusé à toute augmentation des cotisations, après la hausse de plus de 100 milliards de francs des prélèvements en 1996. Certains s'interrogent : est-il envisageable d'imputer le déficit 1996 au compte de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et, pour se faire, d'allonger de deux ou trois ans la durée du RDS (remboursement de la dette sociale), initialement créé pour treize ans ?

Reste une autre solution, évoquée début mai par un membre du gouvernement, puis démentie par Matignon : réformer le financement de l'assurance-maladie en deux temps. Le gouvernement instituerait bien une cotisation à assiette plus large que la CSG, prélevée sur la quasi totalité des revenus et déductible du revenu imposable ; mais, au lieu de baisser à due concurrence la cotisation maladie actuelle des salariés pour que la réforme se fasse à prélèvements constants, il retarderait cette opération, apportant ainsi un surplus de recettes à la Sécurité sociale. Cependant cet alourdissement de fait des prélèvements obligatoires serait en totale contradiction avec la baisse des impôts promise par le gouvernement et ne pourrait qu'avoir un effet néfaste.

Jean-Michel Bezat

Une avalanche de « dossiers chauds »

SECON UN SONDAGE paru dans La Tribune, mercredi 28 août, trois Français sur quatre s'attendent à des conflits et à des grèves à la rentrée. La liste des « dossiers chauds » à traiter par le gouvernement ne se limite pas à la fiscalité, à la protection sociale et à la rentrée scolaire. Les fonctionnaires qui n'ont pas connu de revalorisation de leurs salaires en 1996 ont prévu de réunir leur septième fête, le 10 septembre, en vue de l'organisation d'une journée d'action. Du côté des sans-papiers, la situation n'est pas réglée. Une troisième manifestation de soutien à ceux-ci a eu lieu mercredi 28 août.

En matière d'emploi, le gouvernement doit faire face depuis deux mois consécutifs à une forte aggravation du chômage (+ 53 600 chômeurs en mai et

juin) et les chiffres de juillet qui seront rendus publics, vendredi 30 août, ne seront pas bons.

La suppression de milliers de postes programmés par les plans sociaux devrait retentir toute l'attention du gouvernement. Plusieurs secteurs d'activité sont concernés. La fonction publique où le gouvernement a prévu de supprimer 7 000 postes, l'armement, où 6 130 suppressions d'emplois sont programmées à la direction des constructions navales (sur 21 330), 2 600 à GIAT-Industries (sur 12 400) et 3 100 à Aérospatiale (sur 38 000). Chez Eurocopter-France, en plus des 800 suppressions prévues pour 1996-97, les syndicats craignent de 800 à 1 000 suppressions d'emplois supplémentaires, en conséquence de la loi de programmation militaire.

Dans le secteur bancaire, les syndicats craignent 50 000 suppressions d'emplois d'ici l'an 2 000. Des plans sociaux annoncent 978 suppressions d'emplois au Crédit foncier, 5 000 au Crédit lyonnais, 720 à la Banque de France. La Poste devrait également perdre 3 000 postes. Dans les transports, 950 suppressions d'emplois sont annoncées à Air France Europe, 4 500 à la SNCF où l'on réfléchit à des préretraites à cinquante-trois ans, 1 900 menacés au Sernam.

Dans les secteurs du bâtiment, de la confection et de l'électroménager, les perspectives sont aussi sombres, selon les syndicats, ainsi que dans de grands groupes qui prévoient des dégraissages, comme Alcatel-Alsthom, Pechiney ou Rhône-Poulenc.

Daniel Auteuil a rarement atteint ce niveau d'excellence.

Le Monde

les voleurs

UN FILM DE ANDRÉ TÉCHINÉ

France Inter

Libération

BAC

Certains d'entre eux n'excluent pas une vague d'attentats sur le continent

charge de moyenne puissance. Ces attentats, comme les précédents, non revendiqués, témoignent de la dégradation du climat en Corse.

Du côté de *A Cuncolta*, il est clair que l'on se tient prêt à saisir l'occasion d'un conflit social im-

LAUSANNE

Pourrait, aussi bien François Santoni que Jean-Michel Rossi maintenir qu'ils ont conscience de la lausitude des insulaires et assurement qu'ils veulent toujours en finir avec la clandestinité. Mais ils considèrent aussi qu'Alain Juppé, en fermant la porte au dialogue politique, ne leur a laissé le choix qu'entre « disparaître » et réagir. C'est pourquoi, selon les dirigeants d'A Cuncolta, il est « probable » que les militants du FLNC-Canal historique décideront de ne pas prolonger la trêve au-delà de l'échéance fixée en octobre. François Santoni a déjà décidé d'abandonner son mandat de secrétaire national de A Cuncolta et de ne pas se présenter, le 16 octobre, au tribunal où il est convoqué pour une affaire de port d'arme, ce qui revient à dire qu'il reprendrait les maquis. Tout en restant dans le flou, les articles de François Santoni et de Jean-Michel Rossi laissent la porte ouverte à toutes les possibilités, y compris les plus inquiétantes. Des attentats sur le

Selon toute probabilité, le premier ministre n'a pas l'intention de rouvrir une porte fermée lors de sa visite de juillet. Il s'agit bien de deux objectifs essentiels : le rétablissement de l'ordre public et, en attendant, la création de la zone franche pour stimuler l'économie.

Après avoir rempli le second terme du contrat, le gouvernement devrait s'attaquer au premier. Même si apparemment, aucun préparatif n'est en cours, personne ne serait surpris que Paris lance une opération « coup de poing » dans les milieux nationalistes, en particulier du côté du FLNC-Canal historique. Mais

Au-delà des inactives, des choses se trament dans l'ombre, mais comment avoir de certitude dans ce jeu où tous les *des* sont pipés ? Des deux côtés, des hommes qui ne quittent plus leurs pistolets et leurs gilets pare-balles tentent d'échapper aux mâchoires du piège qu'ils ont eux-mêmes construit et qui est en train de les broyer.

Jean-Louis Andreani

Le Front national considère la puissance américaine comme « un instrument du mondialisme et du cosmopolitisme »

« Notre mouvement n'est pas seulement une machine à dollars », a affirmé M. Mégret, mardi 27 août, en présentant le nouveau nœud.

« C'est aussi un mouvement de pensée, et ce thème de l'Amérique, ad-versaire des peuples nous a paru primordial. » L'effondrement du mur de Berlin, qui selon le délégué général, aurait fait glisser le débat politique gauche-droite vers un combat entre mondialistes et nationalistes, serait également responsable du virage politique pris par le FN vis-à-vis des États-Unis.

« A l'époque où l'Union soviétique existait encore, il y avait une contre-partie à l'hégémonie américaine, qui était la protection qu'elle assurait de

une Europe faible. Maintenant que l'URSS a disparu, il faut tirer des conclusions », a expliqué M. Mégret. Ces conclusions amènent le FN au constat selon lequel les Etats-Unis « sont devenus, sur le plan idéologique, des adversaires, car ils représentent le principal vecteur du mondialisme qui est, depuis l'effondrement du communisme, la principale menace sur les peuples européens et le peuple français ».

« La mobilisation contre le communisme a fait oublier l'autre facette de l'Amérique », réchutait Jean-Claude Bardet, membre du bureau politique du FN et rédacteur en chef d'*Idéologie*, pour lequel l'Amérique « modèle de démocratie » est un « mythe, une imposture ». A ses yeux, celle-ci n'est qu'« un instrument au service du mondialisme, du cosmopolitisme, du matérialisme ». Dans son éditorial, Jean-Marie Le Pen prend la peine, après avoir attaqué le « big brother américain », de préciser qu'il ne confond pas « Clinton et son gouvernement aux ordres des lobbies avec les Américains et l'Amérique profonde, premières victimes de la prise en mains de leur pays par les forces mondialistes ».

Christiane Chombeau

BERNARD KOUCHNER, président délégué de Radical, a indiqué, mardi 27 août, qu'un « *candidat commun* » choisi par les parts de gauche aurait « *tout [son] soutien* » pour tenter d'assurer la succession de Bernard Tulpin dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône, celle de Gardanne. L'ancien ministre a par ailleurs regretté que l'on « *parle beaucoup* en [son] nom ». M. Kouchner « *ne souhaite pas être candidat* à Gardanne, car il considère que les *conditions* de cette élection ne lui conviennent pas parfaitement », avait annoncé précédemment Jean-Michel Baylet, président de Radical. De son côté, François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, a indiqué que « *des discussions sont aujourd'hui engagées* » entre le PS et Radical sur cette affaire.

■ **VIADUC** : le président de la République a écrit, le 22 août, à Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, pour l'informar qu'il avait « demandé au premier ministre et au ministre de l'équipement d'examiner [le] dossier » du viaduc de Millau (Aveyron) « avec le plus grand soin, en tenant compte de [sa] position ». L'ancien président de la République avait écrit, le 12 août, à M. Chirac pour exprimer « les plus graves réserves » sur ce projet.

■ **PARTI REPUBLICAIN**: **Willy Dimeglio**, secrétaire général adjoint du PR et président par intérim de la fédération des Alpes-Maritimes en remplacement de Michel Mouillot - mis en détention il y a un mois dans une affaire de corruption passive -, a présenté, lundi 26 août, à Cannes, les comptes de la fédération départementale de son parti pour 1995. Selon lui, ce budget s'élevait à la somme de 282 138 francs, la quasi totalité des ressources provenant des cotisations des adhérents.

■ ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE: la production industrielle en France (hors énergie et industries agro-alimentaires) a augmenté de 0,5 % en juin après un recul de 0,4 % en mai, a annoncé l'INSEE, mercredi 28 août. L'ensemble de la production industrielle, incluant énergie et agro-alimentaire, ressort en baisse de 0,2 % en juin après une progression de 0,8 % en mai. Par secteur, c'est la production automobile qui a connu la plus forte progression en juin, avec un bond de 5 %.

J.-L. A.

de notre entrevue spéciale

A moins de deux ans des élections législatives et territoriales, les grandes manœuvres insulaires ont commencé. Le projet le plus élaboré semble être celui de José Rossi, ancien ministre, actuel président du conseil général et député UDF-PR de Corse-du-Sud. José Rossi veut créer un parti régional à vocation majoritaire. Celui-ci regrouperait les élus de l'UDF et du RPR auquel le centre-chaire et une partie des nationalistes pourraient venir s'agréger. José Rossi, qui fut le rapporteur à l'Assemblée nationale du statut élaboré par le socialiste Pierre Joux, aujourd'hui en vigueur dans l'île, estime que ce statut s'inscrit dans « une logique d'autonomie de décision » des élus

Par sa puissance, ce bloc majoritaire devrait à la fois devenir un interlocuteur incontournable de l'Etat et mener le dialogue avec les nationalistes. Ainsi, José Rossi estime que le statut foré, sans être revu sur le fond, pourrait utilement subir un « toilettage ». Cette position, on le sait, n'est pas exactement celle des alliés de l'UUD dans la majorité présidentielle. Dans l'immédiat, celui que ses adversaires appellent « J. R. » est qui

vient de voir des biens appartenant à son conseil général faire l'objet de plusieurs attentats estime que le FLNC-canal historique, qui menace de rompre la trêve, n'a pas tous les torts. Il juge que l'amélioration de la situation en termes de sécurité publique, si elle se produit, ne dispensera pas le gouvernement et sa majorité, « au-delà d'une opération de communication nationale », d'une « stratégie globale de reconquête et de dynamisation ».

José Rossi s'interroge d'ailleurs sur les contours exacts de la « fermeté » souhaitée par Alain Juppé.

Si les présidents des chambres de commerce de Corse-du-Sud et de Haute-Corse, respectivement Gilbert Casanova (MPA) et Paul Natali (divers droite), bénéficient désormais d'une imposante protection rapprochée assurée par le GIGN, aucun policier ne surveille l'entrée de l'immeuble où se situe son appartement de fonction, au centre d'Ajaccio, à deux pas de la préfecture, bien qu'il ait déjà été visé par les poseurs de bombes il y a quelques jours.

J.-L. A.

de la chaîne pyrénéenne pour leur chiffre de fréquentation, ont apporté un ballon d'oxygène à la zone piémontaise du plateau de Lannemezan qui souffre d'une industrialisation vieillissante. Pour autant, de nombreux villages de la vallée d'Aure ont accusé les inévitables soubresauts d'une désertifica-

Son maire, Maurice Dubarry, instituteur puis professeur de collège de Lannemezan, a été élu en 1977 à la tête de la commune avec un projet ambitieux : redonner vie à une commune de moins

LE MOULIN

redonner vie à une commune de moins de cinquante habitants qui se dépeuplaient et où la dernière naissance remontait à 1974. La méthode était simple à énoncer : « Un plan global de développement et un esprit de solidarité. » La mettre en pratique était plus ardue. Ce fut pourtant une réussite. Maurice Dubarry s'explique : « Nous avons construit en 1980 plusieurs bâtiments pour installer des jeunes agriculteurs.

Un couple donna l'exemple. Il arriva à Aulon en 1983. Lui a créé un élevage de brebis laitières pour fabriquer son propre fromage, la «tomme des Pyrénées». Elle, a transformé le produit de la tonte de ses chèvres en vêtements et lainages «angora». Deux autres jeunes agriculteurs ont profité de ce projet collectif d'installation. Un quatrième est en passe de venir renforcer les rangs de ces défricheurs.

L'idée de poursuivre cette conquête du territoire montagnard a été poursuivie avec l'achat et la restauration, par la municipalité, d'une ferme-auberge. « Nous avons misé 500 000 francs sur ce projet. La chambre de commerce et d'industrie de Tarbes criait au casse-cou. Après trois ans de fonctionnement, l'auberge des Ayelets permet à ses deux gérants de vivre avec deux salaires et d'embaucher deux autres saisonniers », voilà la deuxième fierté de Maurice Dubarry. Le maire d'Aulon énumère les autres initia-

tives mises au service de la réhabilitation de son village : le lancement d'une menuiserie qui emploie six personnes, la restauration de l'église, la transformation d'un hameau de granges, grâce à la coopération de la population.

Sa mandature actuelle, Maurice Dubarry veut la consacrer à l'embellissement d'Aulon et à un plan d'assainissement. « Il ne faut pas croire que tout est facile et que nous sommes tous des scouts ! Il y a aussi des problèmes. Nous avons des opposants. Mais cette solidarité communale a été nécessaire pour sauver le village. » Aujourd'hui, Aulon s'est adapté aux mutations de l'agriculture et du tourisme vert. Et son maire ne cache pas sa fierté : son village a retrouvé son dynamisme démographique. « Nous avons quatre-vingt-douze habitants, dont vingt-sept enfants. La population a pratiquement doublé en quinze ans. Nous avons sauvé notre école », confie ce tout jeune retraité de l'éducation nationale revenu au « pays » sur les terres de ses grands parents, pour l'aider à ne pas mourir.

Jean-Jacques Rollat

PROCHAIN ARTICLE
Gennevilliers

هكذا من الأصل

LOGEMENT
de réforme
ments
par le ministre
quienmes

De nouvelle

La Ville de Paris veut faire

[illegible]

Laurence Côte

leg v
UN FILM EST

LOGEMENT Un premier projet de réforme des attributions de logements sociaux vient d'être adressé par le ministère du logement aux organismes HLM et au Haut-Comité

pour le logement des personnes défavorisées. Le ministère envisage de rationaliser les fichiers d'inscription, de rendre plus transparentes les procédures, et d'autoriser le re-

cours à un médiateur. ● LE MINISTÈRE considère que la connaissance de l'offre de logements sociaux est « lacunaire ». Ses premières propositions sont jugées « pertinentes »

par le Haut-Comité, qui suggère néanmoins d'aller plus loin. ● A PARIS, dix familles installées depuis le 29 juin dans un immeuble appartenant à la municipalité sont menacées d'expulsion. Faisant partie du domaine privé de la Ville de Paris, cet immeuble avait été muni dans l'attente d'un projet d'urbanisme aujourd'hui abandonné.

De nouvelles règles d'attribution des HLM sont à l'étude

La concertation entre ministère et organismes sociaux a débuté. Objectif : rendre plus transparentes les procédures ; permettre aux candidats déboutés de recourir à un médiateur ; renforcer les pouvoirs des préfets pour loger les personnes les plus défavorisées

APRÈS l'instauration d'un surloyer pour les locataires du parc HLM dépassant les plafonds de ressources, le ministère du logement devrait prochainement s'attaquer à la réforme des attributions des logements sociaux. Un an après l'annonce d'une refonte des procédures actuelles, régulièrement dénoncées pour leur opacité, ce dossier ne fait encore l'objet que de « pistes de travail » et d'un document provisoire que le ministère du logement n'a pas diffusé. Mais une discrète concertation a commencé avec l'Union des HLM. Et le Haut-Comité pour le logement des personnes défavorisées a été saisi, pour avis, au cours de l'été.

Le document de travail du ministère du logement dresse d'abord un rapide et sombre constat. Il souligne que la connaissance de l'offre de logements sociaux est « lacunaire » et qu'il n'existe aucune « vision synthétique » de l'état réel de la demande, les candidats étant enregistrés de manière dispersée auprès des différents réservataires (préfecture, mairie, employeurs, etc.). Même si la loi impose aux organismes HLM d'adresser des bi-

lans réguliers aux mairies et aux préfets, il n'y a pas, en réalité, d'informations disponibles et facilement accessibles sur les attributions de logement prononcées. « Plus grave, poursuit le document, une fois qu'il a déposé sa demande, le candidat locataire est souvent dépourvu de toute information sur l'évolution de son dossier. » Il n'a souvent « même pas l'assurance que sa demande s'est insérée dans la file d'attente. Il ne sait généralement pas si sa candidature a été examinée par la commission d'attribution ». Bref, « le public est tenu dans une ignorance génératrice d'incompréhension, de mécontentement et de suspicion ».

UN MÉDIATEUR

Pour pallier ces manques, le ministère suggère que soit délégué, à chaque demandeur, un numéro d'ordre départemental qui permettrait au moins d'éviter les multiples comptes. Le ministère propose aussi qu'à l'occasion du renouvellement annuel de la demande l'aspirant locataire du parc HLM soit informé de l'évolution de son dossier, notamment qu'il lui soit indiqué si sa candidature a bien été examinée par la commis-

sion d'attribution de l'organisme. Le demandeur non proposé ou débouté pourrait aussi, dans certains départements, solliciter les services d'un médiateur.

Sans doute plus délicate à négocier avec le monde HLM, la deuxième « piste de travail » tracée par le ministère concerne les politiques locales d'attribution de logements. Les organismes HLM pourraient, désormais, être tenus de transmettre aux préfets, tous les six mois, la liste des logements attribués assortie du « profil » des nouveaux bénéficiaires. Pour que

l'information soit « accessible à tous », un bilan annuel serait publié, par organisme et par département, mais, précise le document, « sans information nominative » concernant les nouveaux locataires du parc social.

Ces propositions sont jugées positives par le Haut-Comité pour le logement des personnes défavorisées. Celui-ci rappelle néanmoins que la loi fait déjà obligation aux organismes HLM de communiquer aux préfets, deux fois par an, la liste de leurs logements devenus vacants et que les mairies sont -

théoriquement - informées de toutes les attributions réalisées sur leur commune. Ces deux dispositions, selon le Haut-Comité, ne sont pas ou mal appliquées.

Les difficultés d'accès au logement social des familles les plus démunies sont le principal enjeu du débat. Depuis un an, le ministère du logement invite le monde HLM à « actualiser sa mission », autrement dit, à s'ouvrir plus largement aux familles en situation précaire.

De leur côté, les organismes HLM avancent une autre exigence : maintenir la « mixité sociale » dans un parc de logements que la crise a fragilisé. Il accueille désormais plus du quart des RMistes et les deux tiers des attributions bénéficient déjà à des ménages disposant de ressources inférieures à 60 % des plafonds fixés par la loi.

Le ministère du logement suggère qu'un « pourcentage global » des attributions soit réservé « aux personnes en situation de précarité et d'urgence ». Actuellement, les préfets disposent d'un contingent de logements - qui peut aller jusqu'à 25 % - réservé aux personnes « prioritaires », dans tous les pro-

grammes neufs. Mais ils exercent très diversément ce droit et le déléguent fréquemment aux organismes eux-mêmes. Le ministère propose aussi un renforcement du rôle des préfets quand il souligne la nécessité de faire mieux coïncider le « profil » des occupants du parc HLM avec celui des demandeurs qui patientent sur les listes d'attente.

Cette disposition implique que les organismes aient une vision précise de l'état d'occupation de leur parc. Ce n'était pas le cas jusqu'à la loi du 4 mars 1996, instaurant un surloyer obligatoire pour les locataires HLM dépassant les plafonds de ressource, oblige désormais les organismes à établir ces statistiques.

ALLER PLUS LOIN

L'Union des HLM n'a pris, pour l'instant, aucune initiative pour faire connaître ses propres réflexions sur la réforme des procédures d'attribution. Mais elle juge cette base de travail « intéressante », tout en soulignant « que le rôle accru des préfets et l'instauration d'un système de quotas seront sans doute mal perçus par les responsables d'organismes ».

Pour sa part, le Haut-Comité pour le logement des personnes défavorisées estime « pertinente » la philosophie d'ensemble du document mais il suggère d'aller plus loin. Parallèlement à l'instauration d'un numéro d'ordre départemental, il préconise l'instauration d'un véritable barème « public, simple et directement lisible », comprenant, pour chaque demandeur de logement, la durée de l'attente, la composition familiale, la situation d'urgence ou de précarité, etc. Ce barème donnerait des « points » et servirait de base de travail aux commissions d'attribution. Le demandeur devrait en outre, suggère le Haut-Comité, avoir non seulement accès aux services d'un médiateur mais aussi bénéficier d'un véritable recours en cas de refus de sa candidature.

C. G.

Christine Garin

La Ville de Paris veut faire expulser dix familles installées dans un immeuble vide

LA MAIRIE de Paris ne désarme pas dans le conflit qui l'oppose, depuis le 29 juin, à la dizaine de familles souteignées par l'association Droit au logement (DAL) qui se sont installées dans un immeuble vide de la rue Marcadet, dans le 18^e arrondissement (Le Monde du 2 juillet). Au lendemain de l'opération « coup de poing » du DAL, la Ville, propriétaire des lieux, avait déposé une plainte en référé pour obtenir l'expulsion des familles. Fixée au 23 juillet puis repoussée au 20 août, l'audience de référé a été renvoyée au 28 août.

En attendant d'être fixées sur leur sort, les familles installées rue Marcadet ont pris en main la destinée de « leur » immeuble. Sept semaines après leur installation, les gravats qui jonchaient paliers et couloirs, les portes éventrées et les lavabos brisés ne sont plus que des mauvais souvenirs. La Ville avait, en effet, soigneusement rendu les locaux inutilisables en murant les accès et en saccageant la quasi-totalité des installations sanitaires. L'électricité a été rétablie, des portes de récupération ont été installées en lieu et place des parpaings ou des portes blindées « anti-squat » que la Ville installe à grands frais dans les immeubles qu'elle veut conserver vides. Au grand dam des associations d'aide aux sans-logis et des élus d'opposition, la mairie avait fait adopter par le conseil de Paris, en février, une ligne budgétaire de 4,4 millions de francs destinée à ces travaux de blindage des issues dans ces immeubles vides (Le Monde du 4 mars).

Les dix familles - dont vingt enfants - et les six célibataires qui y ont élu domicile n'avaient guère le choix. Selon François Breteau,

avocat à la cour d'appel de Paris et militant du DAL, ils étaient tous dans une situation d'extrême urgence, sans domicile ou logés dans des conditions déplorables. Tous sont en situation régulière, tient-il à préciser, et la plupart sont d'anciens répertoriés sur les listes de demandeurs de logements de la Ville de Paris. Certains attendent un toit depuis douze ans. Tous disposent de revenus et la moitié environ des chefs de famille ont un emploi.

UNE RÉSERVE FONCIÈRE

Avant le 29 juin, M. F., chauffeur-livreur à Paris, sa femme et ses six enfants occupaient un logement de 12 mètres carrés. Une septième petite fille est née rue Marcadet. Avant d'investir un petit deux pièces au dernier étage de l'immeuble, un autre « locataire », M. A., habitait dans sa voiture avec sa femme et ses quatre enfants. Employé dans une société de transit, il avait perdu son emploi en 1994 et, dans la foulée, son studio parisien : « Les dettes de loyer s'accumulaient, le gérant m'a sommé de quitter les lieux, j'ai pris peur et je suis parti ».

Le couple n'avait alors qu'un enfant. Trois autres sont nés par la suite, qui n'ont connu que des hébergements provisoires chez des parents et des amis. « Mais vient un moment, explique-t-il, où l'on n'ose pas retourner chez ceux qui nous ont déjà ouvert leur porte. » M. A. n'avait jamais entendu parler du DAL ; c'est une employée du service d'accueil du public de la direction de la construction et du logement de la Ville de Paris qui lui a indiqué la précieuse adresse. Ils se retrouvent donc squatteurs dans un logement dont la mairie

est propriétaire... La Ville acquiert des lots dans ce pâté de maisons depuis 1991.

Il s'agissait, à l'origine, de constituer une réserve foncière dans ce quartier très populaire pour y construire un lycée. Car le 18^e est le seul arrondissement parisien qui ne dispose d'aucun établissement de second cycle. L'idée d'y installer un lycée international de haut niveau, disposant de classes préparatoires, avait même été évoquée. Le projet n'a pas résisté à l'étude minutieuse de la carte scolaire du secteur et la Région, censée financer l'opération, a finalement renoncé. Jean-François Legaret, adjoint au maire de Paris, chargé du domaine privé de

la Ville et des concessions, confirme l'abandon, sans doute définitif, du projet.

Au même titre que plus de 6 000 lots répartis dans quelque 550 immeubles, le 1, rue Marcadet fait partie du domaine privé dit « intercalaire », acquis au hasard de projets d'urbanisme. La commission d'expertise du domaine privé, présidée par le conseiller d'Etat Noël Chahid-Nourai, mise en place par Jean Tiberi en juin 1995 après l'affaire du logement parisien d'Alain Juppé, avait estimé, dans son rapport remis au maire en décembre, que le quart environ de ce parc « intercalaire » pouvait être assimilé au domaine privé permanent, les projets ayant mo-

tivé leur achat ayant été abandonnés. Au total, plus de 500 logements, insalubres ou en bon état, seraient ainsi en stand-by.

Suivant les recommandations de la commission d'experts, le maire de Paris, Jean Tiberi, s'était engagé à transférer une partie des logements du domaine privé à des bailleurs sociaux de la capitale. Le 1, rue Marcadet fera-t-il partie du lot ? « Aucun bilan détaillé de ce qui doit être donné en gestion aux organismes HLM et de ce qui doit être vendu n'est, pour le moment, encore complètement établi », signalent, prudemment, les services du maire.

C. G.

Christine Garin

Les Africains sans papiers tentent de relancer leur mouvement

UN NOUVEAU VOL charter serait prévu par le gouvernement pour la Tunisie et le Zaïre, mercredi 28 août dans la soirée. La CFDT a en effet annoncé, mercredi matin, que le ministère de l'Intérieur avait sollicité Air Charter, société d'Air France, pour expulser des ressortissants étrangers sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière. Dans un communiqué, le syndicat annonce être intervenu auprès de la direction d'Air France pour « refuser que les avions et les personnels du groupe soient utilisés pour des opérations de police ».

Une manifestation de soutien aux sans-papiers est par ailleurs prévue, à l'appel des organisations politiques, syndicales et associatives « solidaires du mouvement » de Saint-Bernard, mercredi 28 août, à 18 heures, place de la République à Paris. L'ampleur de la mobilisation conditionnera l'avenir

du mouvement des Africains sans papiers.

Réfugiés à la Cartoucherie de Vincennes depuis le 26 août, les sans-papiers cherchent quelle suite donner à leur action. Pour l'instant, au moins 49 d'entre eux devraient être régularisés dans les jours prochains, sans que cette liste soit définitive. Les services du ministère de l'Intérieur poursuivent en effet l'examen au cas par cas des dossiers. Jean-Louis Debré l'a fait savoir à Jean Kahn, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qu'il recevrait mardi 27 août. Le ministre de l'Intérieur a annoncé que 30 à 40 % des 228 dossiers devraient être régularisés. Il devrait à nouveau recevoir Jean Kahn, mardi 3 septembre, pour faire le point définitif sur les régularisations accordées.

Jean-Louis Debré a rappelé à son interlocuteur que certains cas de

Saint-Bernard sont « définitivement irrégularisables ». Le ministre fait implicitement référence aux célibataires, déboutés du droit d'asile, qui ne peuvent faire valoir le droit à une vie familiale normale, énoncé par le Conseil d'Etat dans son avis du 22 août. Or, les sans-papiers se déclarent prêts à continuer la lutte pour la régularisation des célibataires.

Si les sans-papiers n'excluent pas de refaire une « action d'éclat », rien n'est encore décidé. Les associations et personnalités qui les soutiennent se disent opposées à toute nouvelle occupation d'église ou grève de la faim. Elles sont en effet conscientes qu'en poursuivant leur action les sans-papiers prennent le risque de voir leur mouvement s'enlisier et leur côté de popularité baisser. D'ores et déjà, les Africains de Saint-Bernard appellent à une marche nationale

des sans-papiers, prévue pour le 21 septembre.

La Cartoucherie de Vincennes, où ils sont actuellement, ne pourra les accueillir encore longtemps. Dans les jours prochains, ils devraient chercher un lieu privé d'habitation. Une nouvelle occupation de lieu public est en effet exclue, les sans-papiers s'exposant à une évacuation policière, qui pourrait alors intervenir dans les quarante-huit heures. Au terme des trois jours de procédures judiciaires, 66 personnes sont en effet sous le coup d'arrêts de reconduite à la frontière exécutoires en cas d'interpellation ; 14 personnes pourraient rapidement être l'objet d'une mesure d'éloignement ; 7 sont en rétention administrative ; 4 en prison et 3 assignées à résidence.

Cécile Prieur

Laurence Côte, révélateur et révélation de ce formidable polar.

Le Parisien

les voleurs

UN FILM DE ANDRÉ JECHOU

France 2

élévante

DISPARITIONS

Alejandro Lanusse

Un général argentin conservateur et clairvoyant

LE GÉNÉRAL de l'armée de terre Alejandro Lanusse est décédé, lundi 26 août, à Buenos Aires, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il avait été chef de l'Etat argentin de 1971 à 1973 et, de tous les généraux qui, en ces années troubles de l'après-Peron, prirent tout à tour le contrôle du pays, il fut certainement le plus honorable.

Ce fils de patricien, conservateur et clairvoyant, avait commencé sa carrière « politique » en 1951, en participant, encore jeune officier, à un complot contre le général Peron, alors chef de l'Etat. Emprisonné, torturé, et condamné à dix ans de détention, il fut libéré en 1955, avec la chute du dictateur. Onze ans d'instabilité, au cours desquels cinq gouvernements successifs tentèrent de gérer l'impossible héritage de Peron, devaient porter au pouvoir, en 1966, le général Onganía, qui entreprit aussitôt une sévère ré-

pression contre les partis et les syndicats de gauche. Quatre ans plus tard, Onganía, incapable de redresser une situation marquée par des manifestations de violence sociale et politique de plus en plus fréquentes, était renversé par une junte militaire dont faisait partie le général Lanusse.

Le général Levingston, propulsé par la junte chef de l'Etat, ne devait rester à son poste que neuf mois. Le 23 mars 1971, il était congédié par Alejandro Lanusse, lequel, à peine dans la place, amorça l'ouverture politique qui allait ramener Juan Peron au pouvoir. En 1972, les partis étaient rétablis, puis la peine de mort abolie; en 1973, après dix-sept ans d'exil, Juan Peron faisait retour dans son pays, pour être élu président de la République.

Ecarté entre militants de droite et de gauche, le mouvement péroniste explosa bientôt.

La mort du caudillo, le 1^{er} juillet 1974, l'échec de sa calamiteuse épouse Isabel, le développement de la guérilla, devaient amener au pouvoir, en 1976, une nouvelle junte militaire qui se lança à corps perdu dans une répression d'une violence jusqu'alors inconnue en Argentine. Non seulement le général Lanusse se tint à l'écart des nouveaux dirigeants, mais ses déclarations critiques, comme un livre de souvenirs publié en 1977, lui valurent plusieurs interpellations. En 1985, après le retour de la démocratie en Argentine, Alejandro Lanusse avait accepté de témoigner au procès des anciens généraux poursuivis pour les exactions commises durant la dictature. Il n'y avait, selon lui, aucun doute que les chefs des junte militaires avaient été au courant des actes illégaux commis sous leur autorité.

Georges Marion

Bernard Hreglich

La solitude vigilante du poète

LE POÈTE Bernard Hreglich est mort à Paris, lundi 12 août, des suites d'une sclérose en plaques. Il était âgé de cinquante-trois ans.

« J'ai un réel besoin de fuite », écrivait-il dans son premier recueil, *Droit d'absence* (Belkoud), qui, paradoxalement, assura aussitôt sa présence parmi les tout premiers poètes de ce temps. C'était en 1977. Bernard Hreglich avait trente-quatre ans. Le prix Max-Jacob distinguait à une œuvre grave et lente, parée plutôt que chantée, indifférente à toute notion d'école ou d'opportunité, assimilable au journal d'une solitude vigilante, sans couleur ni décalé. N'exploitant d'aucune façon son succès, Bernard Hreglich attendra dix ans pour publier de nouveau.

Ce fut un mince recueil, *Même visage* (Sud-Poésie, 1986), que le jury du prix Jean-Maurice Corrona à l'unanimité. Encore sept années de retrait, ponctuées de

déchirements amoureux, de condamnations du « siècle aux épisodes carnassiers » et d'« abandons à l'écriture dans ce roncier parcouru de tragédie », et parut un important volume, *Un ciel éternitaire* (Gallimard, 1994), tout de suite salué par la critique exigeante et couronné par le prix Mallarmé, où apparaissait, disait le poète, « le mal qui me ronge ». Ce mal, il vient d'en mourir après avoir, malgré de perpétuelles souffrances, mis au point un ultime recueil au titre à la fois poignant et beau : *Autant dire jamais* (qui sera publié chez Gallimard le 3 octobre). A peine avait-il pu en corriger les épreuves. Il s'est absenté pour toujours avant de le voir paraître. En voici le bouleversant exergue : « Ce soir, je me contenterai du silence de l'absence et de cet oiseau sauvage qui fut son dernier caprice avant de perdre la raison. »

Jean Rousselot

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

Cécile APPERT
et
Stéphane LAUER

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le 31 août 1996, à Marçay (Saône-et-Loire).

28, rue Michel-Ange,
75016 Paris.
Rue de la Croix,
Hameau de Touches,
71640 Marçay.

Décès

« Dieu n'est pas le Dieu des morts mais des vivants. »
(Marc XII-27)

« La vivante, antithèse et devenir du monde, s'éveille à la conscience et sait qu'il est amour. »

Anne-Marie Bley,
son épouse,
Henri et Monique Bley,
Anne-Catherine Bley,
Elizabeth Bley et Bernard Priet-Simonez,
Marion Bley,
ses enfants,
Pablo, Finny, Martin et Clara,
ses petits-enfants,
Ainsi que la famille,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Maurice BLEY,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
général de brigade (CR),
commandeur de la Légion d'honneur,
le 25 août 1996.
Conformément à sa volonté, son corps a été remis à une faculté de médecine. Un service religieux aura lieu ultérieurement.
Le Faure,
82210 Marles.

— Saint-Etienne, Lyon, Villeurbanne, Savigny-sur-Orge (91).

M^{me} Françoise Charre,
son épouse,
Michel et Hugot Charre
et leurs enfants, Stéphane,
Ingrid, Dorothée, Sophie,
Monique et Brian Pearce
et leurs fils Vincent,
Les familles Faure, Monnet,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Francisque CHARRE.
Ses funérailles civiles auront lieu le vendredi 30 août 1996, à 15 heures. Réception au cimetière du Soleil de Saint-Etienne. Condoléances sur registres.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
42-17-21-36
Téléphone :
42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42

— M. Pierre Chastand,
son épouse,
Ses enfants et leurs conjoints,
Ses petits-enfants,
Ses frères et sa sœur,
Ses belles-sœurs et ses beaux-frères,
Toute sa famille et ses amis,
ont la grande peine de faire part du décès de

M^{me} Denise CHASTAND,
née ISSAKTE,
survenue à Milet, le 23 août 1996.
Selon son désir, elle sera inhumée le jeudi 29 août.

Une cérémonie nous rassemblera au temple de Milet (Gard), le vendredi 30 août, à 15 heures.

« Aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés. »
Jean XII, 34.

La Sigmie,
24230 Saint-Sauveur-de-Pont.

— M^{me} Françoise Huart,
son épouse,
Michelle Manuël, Françoise Huart,
Alain Huart et Catherine Pailly,
sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le 31 août 1996, à Marçay (Saône-et-Loire).

M^{me} René ECCLI,
directeur d'hôpital,
survenue le 23 août 1996, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 30 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis à Hyères, suivies de l'inhumation au cimetière de Lagouan à Toulon, vers 16 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} David Lewin,
M^{me} Claude Kosmann,
M. Bertrand Schwarzbach et M^{me},
née Yvette Kosmann,
Yvonne et Joseph,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur tante

Madeleine KOSMANN,
veuve de Manuel MUÑOZ,
survenue le 26 août 1996, à Madrid, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Suivant sa volonté, son corps a été légué à la faculté de médecine de Madrid.

13, avenue des Ursulines,
78300 Poissy.
20, rue de Varize,
75016 Paris.

— Bernard Barraud,
président de l'association française contre les myopathies, son conseil d'administration, le directeur général et tous les membres de l'association ont la douleur de faire part du décès de

Sylvie FOREST,
survenue brutalement dans sa trentième année, le 24 août 1996.

Responsable du service de prise, elle s'était engagée dans le combat de l'association dès le premier trimestre, en 1987. Les relations de confiance qu'elle avait développées avec les journalistes lui valaient le respect de tous.

L'AFM rend hommage à sa compétence, à son extrême humanité, et à sa détermination. Elle partage la douleur de son mari, de ses enfants et de sa famille.

La Sigmie,
24230 Saint-Sauveur-de-Pont.

— M^{me} Françoise Huart,
son épouse,
Michelle Manuël, Françoise Huart,
Alain Huart et Catherine Pailly,
sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le 31 août 1996, à Marçay (Saône-et-Loire).

M^{me} René ECCLI,
directeur d'hôpital,
survenue le 23 août 1996, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 30 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis à Hyères, suivies de l'inhumation au cimetière de Lagouan à Toulon, vers 16 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} David Lewin,
M^{me} Claude Kosmann,
M. Bertrand Schwarzbach et M^{me},
née Yvette Kosmann,
Yvonne et Joseph,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur tante

Madeleine KOSMANN,
veuve de Manuel MUÑOZ,
survenue le 26 août 1996, à Madrid, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Suivant sa volonté, son corps a été légué à la faculté de médecine de Madrid.

13, avenue des Ursulines,
78300 Poissy.
20, rue de Varize,
75016 Paris.

— M^{me} Gisèle Mham,
son épouse,
Katherine, Jean-Christophe et Carole,
sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le 31 août 1996, à Marçay (Saône-et-Loire).

M. Fernand MHUN,
directeur de préfecture honoraire,
décédé le 18 août 1996, dans sa soixante-neuvième année.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 23 août en la cathédrale Saint-Cyr de Nevers.

15, rue Louis-Vict,
58000 Nevers.

— M^{me} Françoise Huart,
son épouse,
Michelle Manuël, Françoise Huart,
Alain Huart et Catherine Pailly,
sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le 31 août 1996, à Marçay (Saône-et-Loire).

M^{me} René ECCLI,
directeur d'hôpital,
survenue le 23 août 1996, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 30 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis à Hyères, suivies de l'inhumation au cimetière de Lagouan à Toulon, vers 16 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} David Lewin,
M^{me} Claude Kosmann,
M. Bertrand Schwarzbach et M^{me},
née Yvette Kosmann,
Yvonne et Joseph,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur tante

Madeleine KOSMANN,
veuve de Manuel MUÑOZ,
survenue le 26 août 1996, à Madrid, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Suivant sa volonté, son corps a été légué à la faculté de médecine de Madrid.

13, avenue des Ursulines,
78300 Poissy.
20, rue de Varize,
75016 Paris.

— Le président de la Commission européenne Jacques Santer,
Les membres du collège,
Le personnel de la Commission,
ont la très grande douleur d'annoncer le décès de

M. Emile NOËL,
ancien secrétaire général de la Commission (1958-1987),
survenue brutalement le 24 août 1996.

Il a exprimé les plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

— Le Conseil universitaire européen pour l'action Jean Monnet,
Et ses représentants de la Confédération des conférences des recteurs de l'Union européenne et des associations universitaires d'étude de l'intégration européenne (ECSA-Europe/European Community Studies Association)

font part avec grande tristesse, mais aussi avec reconnaissance pour l'esprit qu'il a su insuffler à leur travail,

du décès de

M. Emile NOËL,
leur président, survenue le 24 août 1996,
et expriment leurs sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Le Père Pierre SOUILLAC S.J.,
est entré dans la Paix du Seigneur, dans la soixante-douzième année de sa vie religieuse.

L'Eucharistie sera célébrée à la résidence des Jésuites, 35, rue Montpensier, à Paris (64), le jeudi 29 août 1996, à 14 h 30.

De la part du Père provincial de France de la Compagnie de Jésus,
et de ses confrères jésuites,
de M. et M^{me} Henri Souillac,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrice Priet,
et leurs enfants,
M^{me} Dominique Souillac,
et ses enfants.

— Saint-Benoît-du-Sault (36).

M. Herbert R. Southworth,
son mari,
a la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne SOUTHWORTH,
née MAURY,
ancien membre des bureaux de Casablanca, Rabat, Tanger, Paris,
ancien membre du conseil de l'ordre de Tanger,
ancien juge auprès du tribunal régional de Tanger,
chevalier des Palmes académiques,
survenue le 24 août 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Limoges-Ledouge le mardi 27 août.

— Lev Vlasenko, pianiste russe, est mort, le 23 août, en Australie, à l'âge de soixante-sept ans. Né le 24 décembre 1928 à Tbilissi, il fut élève au Conservatoire de Moscou, avant de remporter le concours Franz-Liszt à Budapest en 1956 et d'obtenir le deuxième prix, derrière Van Cliburn, lors du premier concours Tchaïkovski à Moscou en 1958. Les autorités soviétiques avaient décidé de lui décerner le premier prix, mais Sviatoslav Richter fit de l'obstruction en ne jouant systématiquement la note maximale à l'Américain et la note minimale aux autres candidats; devant la détermination de Richter, Nikita Krouchtchev trancha en demandant au président du jury que l'on décerne le premier prix au meilleur, de quelque pays qu'il fût. Lev Vlasenko a ensuite été professeur au Conservatoire de Moscou pendant plus de trente ans. Il eut notamment, parmi ses élèves, le pianiste et chef d'orchestre Mikhaïl Pletnev, lauréat du Concours Tchaïkovski en 1978 et fondateur de l'Orchestre national de Russie en 1990. Lev Vlasenko, qui souffrait de problèmes cardiaques, avait rejoint sa fille en Australie en 1995 et était devenu professeur au Conservatoire de Brisbane.

— Toulouse, Paris.
Jean et Daniel Saint-Hamon,
ses enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Yvette SAINT-HAMONT,
née MADELMONT,
survenue à Toulouse le 16 août 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Elle a rejoint sa sœur,

ANDRÉE,
dans la Maison du Père.

Selon sa volonté, ses cendres ont été déposées dans le Jardin du Souvenir à Corbebarrieu.

— M^{me} Marcelle Tribout de Morembert,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Claude Tribout,
ses enfants,
M. et M^{me} René Tribout,
M. et M^{me} Luc Loyer,
Julien, Pauline et Vincent Tribout,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TRIBOUT DE MOREMBERT,
commandeur des Palmes académiques,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant volontaire de la Résistance,
conservateur du patrimoine,
directeur honoraire des services d'archives de la Ville de Metz,
président honoraire de l'Académie nationale de Metz,
président honoraire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine,
membre du conseil de l'université de Metz de 1970 à 1989,
directeur du Dictionnaire de biographie française (Paris 1977-1991),
survenue à Metz, le 25 août 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 29 août, à 15 h 15, en l'église Saint-Thomas, à Metz.

47, allée de la Pépinière,
92150 Suresnes.

Condoléances

— Le président, Dr Patrick Masterson,
Le secrétaire général, M. Antonio Zanardi Landi,
Le corps enseignant,
Le personnel administratif,
Et les chercheurs de l'Institut universitaire européen de Florence,
font part de leur tristesse et s'associent au chagrin de ses proches à la suite de la disparition survenue le 24 août 1996, de leur ancien président et président honoraire.

M. Emile NOËL
Florence, le 27 août.

André Téchiné est décidément un grand cinéaste.
«Les voleurs» est son chef-d'œuvre.

Le Point

les voleurs

UN FILM DE ANDRÉ TÉCHINÉ

France Inter

Alfama

Le Monde

ÉDITORIAL

Le nouvel esclavage

ENTRE stupeur et révolte, le monde semble découvrir, ces jours-ci, l'un de ses plus noirs, l'exploitation sexuelle des enfants. Sous l'égide d'un drapeau, celui des filles de Charlois, et à la faveur d'un congrès, prévu de longue date à Stockholm, les opinions prennent la mesure d'un désastre aux mille facettes : prostitution, trafic et vente d'enfants, tourisme sexuel, pédophilie, pornographie. Un million d'enfants sont chaque année dans cette tragédie silencieuse.

Ce scandale est ancien. Dans certaines sociétés féodales d'Asie, la prostitution enfantine s'est transmise par tradition ancestrale. La mère, qui explique mais jamais n'excuse, en a fait une forme ultime de travail forcé, nourrie de l'ignorance et des préjugés, notamment du mépris à l'égard des filles et des femmes. Mais le phénomène s'est aggravé depuis une ou deux décennies, au point de devenir universel, sous l'effet conjugué d'évolutions sociales, technologiques, culturelles : urbanisation démesurée, accentuation des disparités économiques, érosion des protections familiales et communautaires, essor d'un

tourisme de masse, généralisation du marché et des tentations qu'il entraîne - aussi - chez les plus pauvres des victimes. Les progrès fondroyants de la modernité informatique accélèrent la propagation du mal, notamment en matière de pornographie, et compliquent la répression.

A Stockholm, les orateurs appellent à la croisade contre cette nouvelle forme d'esclavage. Le terme même de ce premier congrès marque un tournant décisif dans la prise de conscience internationale. Le voile de la honte s'est levé sur le commerce du sexe. Aucun gouvernement ne pourra désormais plaider l'ignorance. Les remèdes sont multiples : réprimer, en appliquant les lois existantes, en renforçant l'arsenal juridique, en améliorant la coopération internationale ; prévenir, en informant les familles, les opinions, les autorités, en combattant la pau-

reté, l'ignorance, les préjugés, en valorisant l'image que certaines sociétés ont de leurs enfants, et que ceux-ci ont d'eux-mêmes ; secourir et réinsérer les victimes, dominer l'ensemble reste à faire.

Il faut se garder d'un optimisme excessif, tant il s'agit d'une entreprise de très longue haleine. Certains pays, en quête de respectabilité, ont commencé à s'atteler au problème. D'autres s'apprêtent à les imiter, car ils craignent que les ravages du sida chez les jeunes prostituées ne tournent à la catastrophe sanitaire. Mais les pédophiles et les pornographes sont retors, bien organisés, et souvent au-dessus de tout soupçon. Les mafias du sexe sont puissantes et fort motivées, trouvant dans cette nouvelle activité criminelle, souvent liée au trafic de la drogue, un pactole assuré aux moindres risques. Elles obligent au silence les politiciens et les policiers qu'elles corrompent.

Et pourtant, à Charlois, à Stockholm, et ailleurs, le sentiment prévaut que cette bataille doit être gagnée, et aussi vite que possible. Car aucune société moderne ne peut garder sa dignité si elle se montre incapable de protéger ses enfants contre ces crimes atroces.

« Etonnons-nous des soirs mais vivons les matins »

par Alain Bergounioux

AINSI, la fin du siècle apparaît une réponse définitive aux doutes déjà exprimés à la fin du XIX^e siècle. L'idée de progrès serait bel et bien morte.

Nous serions entrés dans l'âge du scepticisme qu'allument les actuelles déceptions de notre « siècle mortel ».

Le progrès n'est pas mort. Nietzsche avait déjà dénoncé dans le progrès l'idéologie fallacieuse de la modernité. Mais il constatait que l'homme est toujours l'homme, qu'aujourd'hui comme hier il peut être bon ou mauvais, et, le plus souvent, l'un et l'autre. Il est erroné de conclure qu'il n'y a pas de progrès.

Les grands penseurs des Lumières, et Kant le premier, n'ont pas ignoré la liberté de l'homme, sa capacité de dire oui ou non à la vertu. Ils ont essentiellement pensé que l'humanité par l'individu de la raison émanée de toute autorité favorise l'amélioration de l'homme. Les faiblesses anthropologiques des philosophes de

l'histoire de la fin du XIX^e siècle, qui ont pu donner à croire que la construction d'un homme « nouveau » était possible, ne réduisent pas le message central des Lumières. Reconstruire l'humanité de l'homme et la nécessaire continuité d'un effort sur lui-même ne conduisent pas à une attitude nihiliste qui ne laisse plus en réalité de refuge que dans des autoritarismes, ennemis de l'individu et de sa liberté.

Dire, comme les « nouveaux philosophes » dans les années 70, que le marxisme a été le goulag, c'est refuser de voir, aujourd'hui comme hier, qu'il y a eu plusieurs héritages du marxisme. Léon Blum n'était pas Lénine, nous deux pourtant se voulaient fidèles à Marx, mais le premier mettait en avant la maturation des idées et ne sacrifiait rien de l'humanité alors que le second privilégiait le volontarisme politique et jugeait de tout selon un point de vue de classe. Savoir que l'interprétation juste importe peu ici. Restauration seulement qu'il y a eu plusieurs politiques tirées du marxisme, que les bêtises n'ont pas été les mêmes, loin de là, et que les actions historiques découlent des analyses précises.

Cette fin de siècle justifie-t-elle un pessimisme plus radical qu'en 1918 ou en 1945 pour les progrès de la civilisation ? Pour avancer une ré-

ponse, il convient de faire une distinction entre les représentations et la réalité.

Il n'y a aucun doute sur les progrès de civilisation et pas seulement dans la civilisation occidentale. Les connaissances toujours plus nombreuses apportées par la science, l'allongement spectaculaire de la durée de la vie, la diffusion de l'instruction, le confort de vie pour une partie croissante de la population, l'existence d'institutions démocratiques plus nombreuses. Tout cela, les générations précédentes l'ont touché réellement du doigt, particulièrement durant les « trente glorieuses », tout cela continue, mais tout cela a aussi un prix, crée des effets pervers, ne protège pas de régressions possibles et nourrit des inquiétudes légitimes (le nucléaire, la pollution, la diffusion des armes).

Personne ne peut donc dire qu'il n'y a pas eu de progrès, mais personne ne devrait en avoir une représentation faite de confiance naïve. Nous vivons donc ce paradoxe dont il ne faut ignorer aucune des deux faces. Les difficultés économiques et sociales que connaît notre pays, avec beaucoup d'autres, mais pas avec tous - car la « crise » économique actuelle n'est pas mondiale -, créent une morosité et des incertitudes supplémentaires. Mais elles n'ont

pas à changer notre attitude vis-à-vis des paradoxes du progrès. Les difficultés actuelles créent aussi des opportunités. L'ordre de l'après-midi n'est pas un idéal, et tout n'est pas désordre dans le monde d'aujourd'hui, des réglementations se cherchent, particulièrement en Europe, la prise de conscience de notre responsabilité écologique vis-à-vis de la planète devient une réalité, la mondialisation crée aussi une communication généralisée qui fait, à la fois, prendre conscience à l'humanité de son unité et peut lui permettre de comprendre la nature des différences.

L'idée d'un avenir souhaitable n'est donc pas insupportable, qu'il soit incertain est autre chose. L'incertitude ne peut entrer dans notre conception du progrès. Mais il n'y a pas de raison de mener aujourd'hui plus qu'une critique apocalyptique de l'idée de progrès. Nous avons besoin, au contraire, de reconstruire une conception progressive de l'action humaine à condition que nous assumions la division de l'homme lui-même et la pluralité des cultures.

Alain Bergounioux est historien et membre du secrétariat national du PS. (Le titre de l'article est extrait d'un poème de Guillaume Apollinaire.)

La modernité est terminée

par Bruno Latour

IL faudrait peut-être faire pour la modernité ce que François Furet a fait pour la Révolution française : montrer comment l'idée de révolution fut active en 1789 mais ne suffit pas à définir le sens des événements qui s'y dérouleront. Il semble qu'il en soit de même pour le « progrès ». On a longtemps défini la modernité par une flèche du temps bien orientée qui nous arrachait à notre passé archaïque pour nous asseoir vers un avenir plus ou moins radieux. Cet avenir, on le définissait toujours par une séparation plus grande entre, d'une part, les sentiments, les valeurs et, de l'autre, les trois divinités de l'efficacité, de la vérité, de la rentabilité.

Le sentiment du progrès dépendait donc étroitement de la certitude que, plus tard, nous serions enfin capables de distinguer nettement les faits et les valeurs, même si, dans notre passé lointain, nous méliions encore les deux. La modernisation était à ce prix : « Raisons table rase du passé, devenons enfin résolument modernes ».

Or, plus personne aujourd'hui ne prononce le mot de « modernisation » sans interrogation, remords, scrupules. On se demande ce que l'on va perdre avant de saisir ce que l'on va gagner. J'ai entendu des agriculteurs qui appelaient « agriculture moderne » celle de leurs parents, et désignaient ainsi une forme dépassée, démodée, de productivisme et d'aménagement. Les postmodernes ont eu raison de

s'emparer de ce sentiment. Ils ont senti que la flèche du temps n'allait plus droit. Qu'elle se tordait dans tous les sens et ressemblait davantage à un spaghetti dans un plat de spaghettis qu'à l'escalier du progrès « qui toujours monte et jamais ne descend », comme le dit Péguy dans *Chô*, la plus belle méditation jamais écrite sur le sens du progrès.

Mais, si les postmodernes ont un sentiment juste de ce qui est terminé - la modernisation est terminée et elle va droit -, ils ne savent comment désigner ce qui commence, ou ce qui, peut-être, n'a jamais fini. C'est à ce point que la solution de Furet peut être utile. Bien que l'idée de progrès ait été efficace, qu'elle ait servi pour choisir certaines combinaisons de facteurs, pour accélérer certains choix techniques ou économiques, elle ne saurait décrire ce qui s'est passé en Europe depuis trois siècles. Les sciences, les techniques, les marchés, n'ont jamais eu l'aspect lisse, objectif, progressif, humain que les Européens ont souhaité leur donner afin de construire leur idée de progrès.

Au lieu de nous arracher à un passé archaïque, les sciences et les techniques nous ont au contraire plongé, toujours davantage, dans une riche matrice anthropologique que Michel Serres, parmi beaucoup d'autres, a magnifiquement décrite. Plus personne n'attend des chercheurs travaillant sur la « vache folle » qu'ils simplifient enfin pour nous l'incroyable imbroglio qui brasse le marché de la viande, la construction de l'Europe, la structure tridimensionnelle des protéines et l'état des bouches. Derrière nous peut-être, dans le passé, nous confondons les faits et les valeurs, les sciences et les politiques,

mais devant nous, à coup sûr, le monde qui relie les faits, ce que sont les choses et les valeurs, ce que veulent les humains, se trouvera plus serré encore, plus indémontable.

Du coup, nous pouvons faire une autre hypothèse que celle de la « fin du progrès ». Nous n'avons jamais été modernes à la manière dont les modernistes l'ont pensé. Nous n'avons jamais avancé vers un sursaut d'efficacité et de rentabilité qui nous éloignait toujours davantage d'un passé archaïque. De ce fait, nous n'assistons pas à la « fin du progrès », mais seulement à la fin de l'idée de progrès comme seule analyse de l'histoire européenne.

Des peuples qui n'osent plus manger de la viande de peur de devenir fous, qui n'osent plus faire l'amour de peur de se rendre malades, qui n'osent plus presser le bouton d'un aérosoi de peur que le ciel ne leur tombe sur la tête, ne sont plus ni modernes, ni post-modernes, ni barbares ; ils sont revenus à la commune humanité, à ce que l'anthropologie a toujours décrit chez « les autres ». Lorsque l'on se décide à mêler, dans une même vie collective, des sociétés d'humains et une société plus vaste encore d'objets, de prisons, de neurones, de virus, de puces et de réseaux câblés, il faut « faire gaffe », il faut prendre soin de toutes les connexions.

L'ancienne idée de progrès, celle que nous avons quittée récemment, permettait de ne plus faire attention, elle libérait de toute prudence, de toute précaution ; la nouvelle idée apparaît plutôt comme ce qui oblige à la prudence, au choix sélectif, à un triage minutieux des possibles. Ce qu'Ulrich Beck et Antho-

ny Giddens, dans *Reflexive Modernity* (Stanford University Press), appellent « la modernité réflexive », ou la « seconde modernité », celle qui commence sous nos yeux et qui rend l'Europe beaucoup plus intéressante.

Ainsi que l'ancienne idée de progrès permettait d'échapper aux complications inutiles du passé, voici que la nouvelle nous replonge toujours plus profondément dans les complexités de l'anthropologie classique. En redonnant comme les autres après la fin d'une parenthèse de trois siècles pendant laquelle les Européens se sont crus radicalement différents des « autres », nous ne perdons pas notre âme, nous retrouvons notre humanité. Nous allons enfin comprendre le sens du mot « civilisation » qui ne voudra plus dire « balayer le passé pour se moderniser à l'europpéenne », mais « trier parmi les possibles » et surtout « rendre la vie invivable aux simplificateurs ».

La fin de l'idée de progrès n'est que l'effet lointain sur les Européens de cet immense soulèvement de l'Asie qui clôt bien sûr la parenthèse de la modernisation, mais qui ouvre aussi à une négociation, de dimension planétaire, sur la nature d'une vie civilisée. En ne perdant qu'une fausse idée de notre propre histoire, nous contribuerons davantage à celle qui reste à faire qu'en nous désespérant de ne plus voir darder la flèche du temps.

Bruno Latour est philosophe.

DEMAIN
« La décadence
d'un concept moderne »
par Dominique Lecourt

Le Liberia espère sortir de l'enfer

AVEC LES COMBATS d'avril-mai 1996, qui ont détruit en grande partie sa capitale, Monrovia, le Liberia a touché le fond. De la plus vieille République du continent africain, fondée en 1847 par des esclaves revenus des Etats-Unis, il ne reste que le territoire et une population martyrisée : 150 000 morts sur 3 millions d'habitants en six ans de guerre, 800 000 réfugiés essentiellement dans les pays voisins, 700 000 déplacés à l'intérieur du pays, des factions armées qui ont transformé des pans entiers de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest en camps de travail forcé.

De l'Etat, de l'économie, de la société, ne subsistent que quelques vestiges déformés par six ans d'une guerre sordide, dont le moteur est l'avidité de quelques chefs de factions militaires et le carburant la cruauté démentie de combattants souvent recrutés avant l'âge de raison. Cette fois, on voudrait croire que le Liberia va enfin échapper à cette descente aux enfers. Une hypothèse optimiste qui s'appuie sur le changement du contexte international, qui n'a jamais été aussi favorable à une issue pacifique.

Le 17 août, les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeo) se sont réunis pour la douzième fois afin de régler la question libérienne. Cette fois, la rencontre a eu lieu à Abuja, capitale fédérale du Nigeria, sous la présidence du général Sani Abacha, chef de l'Etat nigérian. Organisée en présence des chefs de faction libériens, de représentants de l'ONU et des Etats-Unis, la réunion a débouché sur l'adoption d'un calendrier très détaillé, qui, pour la première fois, ne repose en aucune manière sur la bonne volonté des principaux acteurs libériens du conflit.

Que faire des jeunes militaires démobilisés dont on a volé l'enfance avant qu'ils ne ravagent la vie des autres ?

A chaque étape du processus, qui doit aboutir, le 15 mai 1997, à l'élection d'un nouveau président, la Cedeo s'est engagée à contrôler, avec l'appui des Nations unies, l'effectivité du désarmement et de la démobilisation des combattants. Les dirigeants de faction ont été menacés de sanctions en cas de non-respect du calendrier. On a même évoqué leur traduction devant un tribunal international. Cette fermeté est nouvelle. Depuis la nuit de Noël 1989, qui vit le passage de la frontière ivoir-libérienne par les guérilleros du Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest et certaines grandes puissances occidentales ont essayé de tirer les marrons du brasier libérien. Riche en caoutchouc, en bois, en fer, en diamants, le Liberia n'est pas une proie négligeable. Mais il est devenu une plaie ouverte qui affaiblit toute la région.

Tout au long du conflit, le Nigeria, la superpuissance régionale avec nettement plus de 100 millions d'habitants, a pris la direction de la force d'interposition ouest-africaine (Ecomog), dont il a fourni l'essentiel des effectifs. Ce sont les troupes nigérianes, qui, en 1990 et 1992, ont empêché le NPFL d'en-

trer dans Monrovia. Mais, si le Nigeria a assuré, pendant une longue période, la sécurité des populations dans la zone de Monrovia, il a aussi joué avec le feu, favorisant l'émergence de nouvelles factions, comme le Conseil pour la paix au Liberia (LPC) de George Boley.

Le 19 août 1995, la Cedeo se réunissait, déjà, à Abuja. Ce sommet était marqué par un spectaculaire renversement d'alliances. Le Nigeria lâchait les petites factions et se tournait vers Charles Taylor. Le chef de guerre entraînait pacifiquement dans Monrovia pour être admis au sein du Conseil d'Etat, qui tint provisoirement lieu de présidence collégiale. Les mois suivants furent marqués par une escalade des combats en brousse, par une relative reprise économique, et par un développement spectaculaire des activités des agences de l'ONU et des organisations nongouvernementales (ONG).

Mais l'ouverture de Monrovia se fit dans les deux sens et, à l'appel de leurs chefs, les combattants y affluèrent en masse. Pendant ce temps-là, les membres du Conseil d'Etat (où siégeaient Charles Taylor, Abacha Kromah, et George Boley) se réunissaient à l'extérieur de leur capitale pour négocier des prérogatives matérielles et protocolaires.

C'est finalement de plus petites des factions, la branche krahm de Fulmo, qui a eu le dernier mot. En janvier 1996, le processus qui a mené à la catastrophe d'avril : Fulmo-K, dont le chef, Roosevelt Johnson, n'avait pas été admis au Conseil d'Etat. Roosevelt Johnson a multiplié les provocations à l'égard de Charles Taylor et Abacha Kromah, qui s'autoproclamaient « forces gouvernementales » pour essayer d'arrêter le chef krahm, le 6 avril, sous l'œil complaisant de l'Ecomog. Cette tentative suscita la constitution presque instantanée d'une coalition krahm réunissant Fulmo-K, le LPC et les vestiges des Forces armées libériennes (FAL) remaniées sous la dictature du sergent Doe, qui était lui-même krahm.

Les Krahms ne représentent qu'environ 5 % de la population et ont accumulé à leur encontre assez de réprobation, depuis les années Doe, pour craindre qu'un écrasement militaire ne débouche sur de terribles représailles. En face, la coalition Taylor-Kromah, si elle repose sur une base plus large, apparaît comme l'addition des émanations militaires de différentes communautés. Aujourd'hui, presque trois mois après le début des combats, Monrovia est une ville divisée selon des lignes ethniques que l'on ne franchit qu'en fonction de son appartenance.

Enfin, il est une question que les accords d'Abuja ont laissée entière. S'il est prévu de démobiliser et de désarmer les dizaines de milliers de combattants (sans doute 50 000), personne ne sait ce que l'on pourra faire de ces jeunes gens dont on a volé l'enfance avant qu'ils ne ravagent la vie des autres. Certaines organisations humanitaires hésitent à redémarrer le programme « guns for school » (des fusils en échange de l'école), qui assurait la scolarisation des combattants remettant leurs armes, favorisant ainsi d'anciens criminels, au détriment des enfants restés pacifiques. Trouver un équilibre entre la justice et la compassion, entre la neutralisation d'êtres à qui l'on a enlevé tout système de référence et leur réintégration, voilà la tâche la plus ardue qui attend le Liberia.

Thomas Sottnel

Les trois dimensions du débat sur l'immigration

par Jacques Fourrier

LES problèmes de l'immigration, sur lesquels le débat est devenu très complexe, ont été abordés par l'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, se posent à trois niveaux : celui de la politique à mettre en œuvre, celui de la loi à établir, celui enfin de l'application qui doit être faite de cette loi. L'accent a été mis par la force des choses sur la troisième dimension. Mais le débat doit englober aussi les deux premières.

Sur le terrain de la politique, il faut avoir le courage d'aborder la question fondamentale : la France doit-elle aujourd'hui admettre sur son sol de nouveaux immigrants ? Sa tradition et ses intérêts lui commandent, à mon avis, de répondre affirmativement à cette question. Un volant raisonnable d'immigration est facteur de dynamisme pour notre économie, d'enrichissement pour notre vie sociale. Il ne pourra pas être indéfiniment refusé compte tenu de notre environnement international. Notre pays se doit de retenir cette orientation et de la proposer à ses voisins européens.

En agissant de la sorte, la France se conformerait non seulement aux valeurs de solidarité autour desquelles s'est construite son image dans le monde, mais aussi aux principes qui sous-tendent l'actuel ordre économique international. Au moment où la libre circulation des marchandises et des capitaux, la libre implantation des entreprises s'affirment comme un dogme que les institutions internationales s'appliquent à faire respecter sur l'ensemble de la planète, comment justifier que seul le libre établissement des hommes reste durablement prohibé ?

Sur le terrain de la loi, les événements du Saint-Bernard ont été le théâtre nous rappellent deux exigences essentielles que les autorités de l'Etat devraient avoir à cœur de faire respecter : la clarté et la stabilité de la législation applicable aux étrangers.

Les deux questions sont liées. Les modifications incessantes apportées au cours des deux dernières décennies aux règles applicables en matière de nationalité que de droit au séjour ont engendré un maquis de plus en plus inextricable de textes. Les lois dites « Pasqua » n'ont fait qu'aggraver cette situation en apportant leur lot de restrictions et de complications supplémentaires et en venant ainsi entraver le processus d'intégration en cours de bon nombre de familles.

Le moment n'est-il pas venu de remettre à plat ces textes et, une fois pour toutes, de les adoucir et de les simplifier ? N'est-il pas possible d'imaginer une procédure qui

permette de dégager sur ce point un certain consensus, dont les enquêtes d'opinion nous montrent qu'il existe sans doute au niveau du pays ? Et ne peut-on demander aux grands courants démocratiques de cesser de faire de la situation des étrangers, c'est-à-dire de leur vie personnelle et familiale et de leur avenir et de celui de leurs enfants, l'enjeu dérisoire de nos luttes électorales internes ?

Reste enfin le niveau de l'application de la loi. Ce qui vient de se passer à l'église Saint-Bernard constitue l'exemple même de ce qu'il faudrait pouvoir éviter : laisser se cristalliser puis pourrir une situation jusqu'à un point où on ne peut plus raisonnablement en sortir que par la négociation ; prétendre alors la régler par la force après une consultation juridique dont le moins qu'on puisse dire est que les conséquences en ont été bien dommageables.

Dans son avis, qu'a publié *Le Monde*, le Conseil d'Etat a rappelé que le gouvernement disposait, en matière de régularisation de la situation des étrangers, d'un très large pouvoir d'appréciation.

Certes, dans aucune des situations qui lui étaient soumises il n'y avait un droit à régularisation. Mais dans toutes ces situations, y compris celle des demandeurs d'asile déboutés, il était possible d'y procéder. Dans ce cadre, l'appréciation gouvernementale relevait de ce que les juristes appellent l'opportunité. Dans certaines hypothèses, cependant, des considérations de droit – application du principe du droit à une vie familiale normale et gravité exceptionnelle des conséquences d'une mesure éventuelle d'éloignement – pouvaient intervenir également.

Le gouvernement semble avoir choisi de n'envisager la régularisation que dans ces hypothèses. Il en avait sans doute le pouvoir, mais, contrairement à ce qui a été dit ici ou là, l'application de la « loi républicaine » ne lui imposait nullement d'agir de la sorte.

Cette loi républicaine, quiconque a suivi de près le dossier d'un immigré en quête de ses « papiers » sait quel parcours d'obstacles il faut souvent franchir pour la faire appliquer, même quand elle est favorable. Quelles lenteurs, quelles rebuffades, quelles humiliations il faut parfois accepter avant de se voir reconnaître un droit au séjour ou à la nationalité !

Le pouvoir politique ne se serait pas diminué en montrant dans cette affaire que la loi républicaine peut aussi être appliquée avec générosité.

Jacques Fourrier est conseiller d'Etat.

Lettre à mon évêque, Jean-Marie Lustiger

par Jean-Pierre Mignard

COMME tous les lecteurs du *Monde*, j'ai pris connaissance de votre déclaration du 23 août, quelques heures après l'intervention de la police à la chapelle Saint-Bernard. Vous évoquez, avec la hauteur habituelle de votre pensée, « l'équilibre économique du monde, la culture et le destin des nations européennes ». Vous stigmatisez « ces pays qui contreviennent, pour se protéger, aux règles d'humanité qui sont leur noblesse ».

Le citoyen vous sait gré de la justesse du propos, mais le catholique n'y trouve pas son compte. Vous refusez de vous prononcer sur un ordre d'évacuation, pris par arrêté, transmis à l'archevêché alors que cette évacuation avait déjà commencé. Ce manque de courtoisie, à défaut d'égards, n'avouez-vous pas tout ? Pensez-vous que vous feriez sonner le tocsin ?

Pourtant l'affaire n'est pas mince : un lieu de culte investi, des portes brisées, des fumigènes dans et des matras dehors, une prière interrompue par la force, des hommes séparés des femmes et des

Noirs séparés des Blancs. Vous évoquez un « débat-spectacle » et « le simulacre de la rue et de la pression symbolique » pour critiquer l'action des sans-papiers et, au premier chef, cela est transparent, leurs soutiens. Êtes-vous allé, Eminence, à Saint-Bernard ? Si oui, vous y avez vu des hommes allés qui ne s'alimentaient plus.

« Catholicon », en grec, veut dire universel, et, sans l'avoir appris, les sans-papiers l'avaient compris.

Est-ce si incompréhensible pour une religion qui prescrit le carême comme moyen d'accéder à Dieu, à soi et aux autres ? Des enfants qui jouaient dans un confessionnal ? Mais les petits enfants ne sont-ils

pas bienvenus dans la maison de Jésus de Nazareth ? Il y avait certes là des musulmans, des savants, des saltimbanques, des « associatifs », des gauchistes de toujours, des sans-Dieu impénitents et un prêtre de votre diocèse qui « parlaient en cœur », pour dire comme saint Paul. Bref, cela faisait un peu désordre, c'est vrai, c'était une humanité, tout simplement, mécréante peut-être, mais sublime assurément puisque fraternelle. Et ce débat qu'avait suscité, on le sait, vous souhaitez, on le leur devra. On le leur doit déjà. Voyez jusqu'ici combien les gens « raisonnables » ont été entendus.

Eminence, les Africains sans papiers n'ont pas été manipulés, comme imprudemment vous le suggérez. C'est précisément le contraire. Ils ont subverti nos confort, nos parades, nos peurs, si humaines, pour révéler, révéler, une meilleure part de nous-mêmes. Ils nous rappellent à nos devoirs, nous qui sommes d'un pays qui depuis Clovis et la Révolution française, n'en finit pas de prendre le monde à témoin. Les sans-papiers

ont choisi un temple catholique et cela crée des obligations, n'est-ce pas ? *Catholicon*, en grec, veut dire universel, et, sans l'avoir appris, ils l'avaient compris. Ceux qui parlent de profanation sont ceux-là mêmes qui crachaient sur le visage du Christ.

Monsieur le Cardinal, cher Père, puisque, sur ordre, une église de votre diocèse a été saccagée, nous sommes de nombreux, très nombreux catholiques à vous demander, avec l'autorité qui naturellement est la vôtre, d'appuyer une souscription, relayée par vos confrères dans les autres diocèses de France, aux fins de réparer les dégâts matériels, première étape symbolique, de la réparation des dégâts politiques, sociaux et humains, avec la mention suivante, sur compte bancaire, « Saint-Bernard - Piroie d'honneur et de charité ».

Jean-Pierre Mignard est avocat à la Cour, maître de conférences à l'Institut d'études politiques.

L'économie européenne prise au piège

Suite de la première page

Le prix réel du pétrole est, depuis le choc pétrolier, voisin de son niveau d'avant le premier choc pétrolier. L'intégration de la Russie – dont les réserves pétrolières sont considérables – aux échanges internationaux rend la probabilité de son augmentation future négligeable.

La mondialisation des marchés financiers, en modifiant les rapports de force au profit des détenteurs de capitaux qui n'ont aucun intérêt à l'inflation, rend structurellement improbable le retour de la hausse des prix.

La mondialisation des échanges intensifie partout la concurrence, au point que la baisse des prix devient l'éventualité la plus probable et la possibilité d'une baisse des salaires de plus en plus sérieuse. Peu d'entrepreneurs aujourd'hui organisent leur programme de production sur la base d'une anticipation de hausse de prix, et tous recherchent de façon plus déterminée une baisse de leurs coûts salariaux.

Enfin, le chômage de masse a modifié radicalement les rapports de force sur le marché de travail, rendant improbable une course prix-salaires, même si un choc de nature inflationniste se produisait. Naguère la dépréciation d'une monnaie engendrait l'inflation ; au-

jourd'hui, comme le montrent les exemples italien, anglais et même américain, une telle dépréciation ne parvient même pas à interrompre le cours de la désinflation. Partout en Europe la part des salaires dans le revenu national a considérablement baissé, en dessous de son niveau des années 60. La dynamique du chômage de masse étant toujours présente, ce que jadis on appelait la loi d'airain des salaires continue d'opérer pour que cette baisse se poursuive. C'est donc à reculons que se fait aujourd'hui la course prix-salaires.

Ces tensions déflationnistes, à l'œuvre partout, ont déjà produit leurs effets sur le taux d'inflation qui est aujourd'hui plus bas en Europe qu'au début des années soixante ; mais surtout, elles ont suscité une déflation ouverte du prix des actifs, immobiliers notamment, et donc une baisse de la valeur des patrimoines.

Le patrimoine d'un ménage réside au cumul de ses efforts passés d'épargne. Épargner, c'est certes renoncer à une consommation présente, mais en vue d'une consommation future, comme l'épargne-retraite ou l'épargne-logement par exemple. C'est donc un report dans le temps de la consommation. Le patrimoine mesure ainsi la capacité de dépenses futures du ménage. Si, en raison d'une déflation du prix des actifs, sa valeur baisse, le pouvoir d'achat que le ménage pourra exercer à l'avenir en sera réduit. Pour rétablir, serait-ce partiellement, ce pouvoir d'achat le ménage n'aura d'autres ressources que d'épargner davantage, en réduisant sa consommation. Le ménage arbitre entre dépenses futures et dépenses présentes, et se voit contraint de baisser les unes et les autres en conséquence de la diminution de son patrimoine. La baisse de ses dépenses présentes réduit les débouchés des entreprises. Celle de ses dépenses futures conduit logiquement à une baisse de l'investissement et donc à une détérioration des perspectives de croissance.

Le dessin d'une politique économique ne peut être indépendant de la réalité des déséquilibres économiques que l'on cherche à réduire. C'est le principe de réalité. L'inflation est devenue une menace imaginaire, et les efforts que l'on continue de faire pour en protéger la société, sont autant de ressources que l'on soustrait au véritable combat qu'il s'agit de conduire, celui pour la croissance et l'emploi. Que les nouvelles du vrai front soient alors mauvaises ne doit guère étonner : les prévisions de croissance sont toujours révisées à la baisse, la décade du chômage sans cesse reportée à un avenir plus lointain. La société désespère, et les appels au retour de la confiance ne peuvent rien y faire : la baisse de la valeur des patrimoines, le chômage de masse, la précarisation du travail, la dégradation sociale des classes moyennes, l'absence de perspectives salariales, sont autant de facteurs objectifs qui constituent la réalité quotidienne des populations.

Pourquoi l'Europe, au lieu de remédier aux tensions déflationnistes à l'œuvre, cherche-t-elle au contraire à les accroître en pratiquant des politiques de surévaluation de ses monnaies ? Une singulière

idée européenne peut expliquer que le combat contre l'inflation ait redoublé d'intensité alors même que la désinflation se poursuivait. Dans un univers où les pressions déflationnistes dominent, peuvent apparaître, sous l'effet de chocs spécifiques, telle l'unification allemande, des tensions inflationnistes localisées. On a fait de croire que le retour de l'inflation à la fin des années 80 était un problème européen ; c'était en vérité un problème allemand.

L'inflation est devenue une menace imaginaire et les efforts que l'on continue de faire pour en protéger la société sont autant de ressources que l'on soustrait au véritable combat pour la croissance et l'emploi.

Sait-on que l'Allemagne fut le seul pays européen à avoir connu dans la période 1991-1993 un taux d'inflation plus élevé que dans la première moitié des années 80 ? Sait-on encore qu'en cette période, et pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le taux d'inflation fut en Allemagne plus élevé que la moyenne européenne ? Que l'Allemagne dut faire, depuis le début des années 90, un effort de désinflation comparable à celui qui fut fait par l'ensemble de l'Europe à la suite du second choc pétrolier, peut expliquer que les autorités monétaires allemandes se soucient peu des tensions déflationnistes en cours. C'est que l'épisode d'inflation que l'Allemagne fut seule à connaître dans les années 90 n'était que le symptôme d'un processus réel favorable de forte croissance économique et d'augmentation du taux d'investissement. Ce dernier est aujourd'hui supérieur de trois points à son niveau de la fin des années 80, alors qu'il a baissé de près de deux points en France !

Mais ce qui fut pour l'Allemagne une bonne stratégie ne l'était point du tout pour les autres pays européens, qui pourtant l'adoptèrent. Quelques chiffres permettent de jeter un éclairage sur la politique monétaire de l'Europe dans l'après-unification allemande. De 1991 à 1993, le taux d'intérêt réel court en Europe fut de 5,90 %, alors que de 1981 à 1983, il n'atteignit que 3,60 %. Les évolutions en France furent encore plus paradoxales, puisqu'en moyenne le taux d'intérêt réel court atteignit 7 % de 1991 à 1993 – bien que le taux d'inflation français fut le plus faible d'Europe. Il n'est pas de justification comme à une telle politique, et l'on ne pourra

nier longtemps encore qu'elle participera à l'aggravation et du chômage et des déficits publics dans les années 90.

La réduction des dettes et déficits public en une période où apparaissent des tensions déflationnistes réelles est une opération éminemment complexe. Faible croissance, augmentation du taux d'épargne et baisse de nombreux prix tarissent les recettes fiscales et font spontanément augmenter le déficit. L'effort de restriction doit être rude pour compenser cette tendance spontanée. Le danger est alors qu'il vienne aggraver les tensions déflationnistes existantes. C'est pourquoi il convient simultanément de tenter de mettre fin à ces tensions. Une politique monétaire expansionniste est à l'évidence indispensable, comme le serait toute mesure qui permet d'accroître le revenu disponible des ménages : baisse de l'impôt sur le revenu, certes, mais aussi baisse des cotisations sociales salariales pour que chacun puisse bénéficier d'une augmentation de pouvoir d'achat.

On pourrait certes imaginer une politique qui ne se soucierait nullement de ces tensions. Après tout, une baisse suffisante des prix à la consommation pourrait rétablir la valeur réelle des patrimoines. Au lieu de tenter de freiner la baisse des salaires, il faudrait au contraire supprimer les obstacles qui l'empêchent, notamment certaines dispositions trop généreuses de la protection sociale. En prime, les déficits sociaux en seraient réduits.

C'est oublier que la déflation engendre mécaniquement une augmentation du poids des dettes, et que même si tous les prix baissent également, de façon à ce que par exemple le mètre carré en France conserve sa valeur réelle, ceux qui se sont endettés seraient condamnés à l'insolvabilité et à la faillite. Et qu'advient-il de la dette publique et de son service dans un environnement de déflation ouverte ?

Aucune réforme structurelle, aucune tentative de réduire significativement le déficit budgétaire ne peut donc vraiment aboutir si priorité n'était pas donnée à l'éradication des tensions déflationnistes. Comment autrement retrouver le chemin de l'investissement et donc de la croissance ? Comment réduire notre déficit d'avenir si l'on renonce d'emblée à progresser ?

Mais les exigences de la construction européenne et les critères de Maastricht ne permettent pas de telles politiques, dira-t-on. Cela est faux. Depuis le début des années 80, l'Europe s'était donnée comme objectif principal, si ce n'est unique, la désinflation. Reconnaître que cet objectif a été atteint, et au-delà, ne constitue pas en soi un renoncement à l'idée européenne. Au contraire, refonder l'Europe sur des objectifs plus essentiels – le progrès des niveaux de vie et des perspectives d'accomplissement personnels par l'emploi – ne pourrait que lui donner un visage plus sympathique.

Jean-Paul Fitoussi

★ Le débat économique continue demain dans *Le Monde* avec un article d'Alain Madelin, ancien ministre de l'économie et des finances.

Le Monde

La série des "séries noires" de l'été 1996

Un hors-série exceptionnel

En vente chez votre marchand de journaux. Uniquement en France métropolitaine.

ASSURANCE de Bâtiment

Un nouveau Llo

Le marché

Air France devrait être ré

LE DERNIER

DEPÊCHES

SHILL : la Tunisie

concordat

concordat

de gaz naturel

centrale

2 000 mégawatts

timé à 1,5

(7,5 milliards de francs)

des négociations à

22 août entre les

direction de la

le plan social

cale « la proce

qu'après

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

l'annonce de

membres avaient déjà accepté les conditions de ce plan de renflouement. Ils avaient jusqu'au mercredi 28 août en milieu de journée pour donner leur réponse.

Marc Roche**Babette Stern**

Christophe Jakubyszyn

PROCHAIN ARTICLE
La crème Nivea

■ LE FRANC était à nouveau faible mercredi 28 août dans la matinée face au deutschemark, à 3,4250 francs pour un mark contre 3,4225 mardi en fin de journée.

■ TOKYO a terminé en baisse de 1 % mercredi à la suite de la publication du rapport trimestriel de la Banque du Japon. L'indice Nikkei a perdu 200,46 points à 20 709,81 points.

■ LE DOLLAR était coté 108,17 yens mercredi à Tokyo en fin de journée, en hausse par rapport aux 107,67 yens de New York mardi soir et aux 107,62 yens de Tokyo mardi.

■ WALL STREET est reparti à la hausse mardi, profitant d'une détente du marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 17,38 points à 5 711,27 points.

■ L'OR a ouvert en baisse mercredi 28 août sur le marché international de Hong Kong, à 388,85-389,15 dollars l'once, contre 389,20-389,50 la veille en clôture.

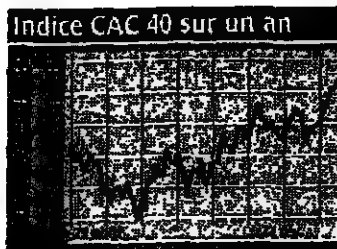
LES PLACES BOURSIÈRES

Paris encore en baisse

POUR LA TROISIÈME séance consécutive, la Bourse de Paris était en baisse, mercredi 28 août, en raison notamment des incertitudes politiques et sociales françaises qui pèsent également sur le franc.

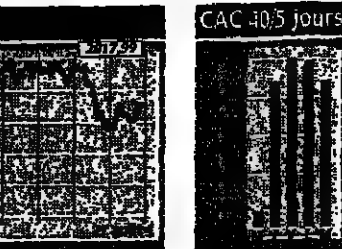
En repli de 0,10 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 accusait en milieu de journée une perte de 0,65 % à 2004,80 points. Le montant des échanges sur le marché RM était faible et s'élevait à moins de 900 millions de francs.

Face au mark, le franc s'échangeait à 3,4250 francs contre 3,4225 francs la veille au soir malgré une petite appréciation du dollar. Les effets négatifs de cette baisse auraient dû être contrebalancés par l'annonce d'une hausse de 0,5 % de la production industrielle en juin, permettant une croissance de 0,4 % au deuxième trimestre. Mais les meilleurs financiers notent que cette hausse est à relativiser en raison de la baisse de 0,4 % de la production industrielle en mai.



Pour les analystes, ces frémissements de reprise parviendront difficilement à dissiper le pessimisme des Français.

D'autant plus que les syndicats

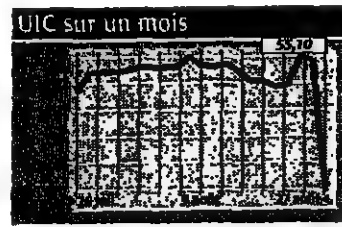


annoncent une rentrée difficile et que le gouvernement doit préparer un budget 1997 rigoureux dans une conjonction très morose.

UIC, valeur du jour

L'ANNONCE d'une perte semestrielle de 758 millions de francs a surpris les investisseurs et le titre UIC a lourdement chuté mardi 27 août à la Bourse de Paris. Il perd en clôture 12,2 % à 55,10 francs après avoir touché en séance son plus bas niveau de l'année à 51,05 francs avec 5 484 titres échangés. La filiale du GAN spécialisée dans l'immobilier va pourtant bénéficier de la part de sa maison-mère d'une recapitalisation de 800 millions de francs. Mais elle est jugée de plus

en plus « spéculative » par les analystes. Depuis le début de l'année, l'action UIC affiche un recul de 6,45 %.



Nouvelle baisse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a clôturé à nouveau en baisse mercredi 28 août. L'indice Nikkei a perdu 1 % soit 200,46 points à 20 709,81 points après la publication du rapport trimestriel de la Banque du Japon (Bankan) indiquant un ralentissement de la croissance.

Wall Street était reparti à la hausse mardi, profitant d'une détente du marché obligataire et d'achats de couverture après le recul de la veille. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 17,38 points (+0,31 %) à 5 711,27. Quelques 308 millions d'actions ont été échangées. Les titres en hausse ont été une fois et demi plus nombreux que les valeurs en baisse à 1 385 contre 897 et 890 actions sont restées inchangées.

La bourse de Londres a fait

une pause mardi, tout en se maintenant aux niveaux records de la semaine dernière grâce à la stabilité de Wall Street à son ouverture et à la bonne tenue de quelques valeurs de premier plan. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé en baisse de 1,7 point, soit 0,05 %, à 3 905,7 points. Les cours ont subi des prises de bénéfices.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Cours au	Var.
27/08	28/08	en %
Paris CAC 40	2004,80	-0,10
New York DJIA	5711,27	+0,31
Tokyo Nikkei	20709,81	-1,00
Londres FT100	3905,70	-0,05
Frankfurt Dax 30	2538,84	+0,25
Frankfurt Commer.	897,50	+0,15
Milan MIB 30	772,30	+0,10
Amsterdam AEX	378,30	+0,08
Madrid IBEX 35	957,40	+0,10
Stockholm Aleria	1361,40	+0,10
Londres FT30	2834,00	+0,06
Hong Kong Hang S.	11338,90	-0,76
Singapore Strait T.	2171,45	+0,33

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

27/08	28/08
Alcoa	62,87
American Express	45,62
Allied Signal	63,75
AT & T	53,75
Bethlehem	10,12
Boeing Co	91,25
Caterpillar Inc.	71,25
Chevron Corp.	39,87
Coca-Cola Co	31,50
Disney Corp.	39,87
Du Pont Nemours Co	82,87
Eastman Kodak Co	74,25
Exxon Corp.	82,12
Gen. Motors Corp.	50,00
Gen. Electric Co	66,37
Goodyear T & R	47,12
IBM	112,50
Intl Paper	41,12
J.P. Morgan Co	89,87
Mc Don Doug	50,87
Merck & Co Inc.	67,25
Minnesota Mining	67,37
Philip Morris	91,87
Procter & Gamble C	80,62
Sears Roebuck & Co	45,87
Tesaco	89,62
Union Carb.	42,75
Univ Tech	115,37
Westingh. Electric	15,87
Woolworth	21,62

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

27/08	28/08
Allied Lyons	4,51
Barclays Bank	9,10
B.A.T. Industries	4,45
British Aerospace	9,90
British Airways	5,21
British Gas	2,07
British Petroleum	6,25
British Telecom	3,80
B.T.K.	2,53
Cadbury Schweppes	5,13
Deutsche	1,05
Glaxo	9,18
Grand Metropolitan	4,78
Guinness	4,86
Hanson Plc	1,61
Great C.	6,68
K.S.B.C.	11,24
Imperial Chemical	6,09
Legal	7,38
Marks and Spencer	4,99
National Westminster	6,73
Peninsular Oriental	5,22
Reckitt Benckiser	7,45
Sealed Air	1,29
Shell Transport	9,41
Type and Lyle	4,74
Unilever Ltd	12,74
Zeneca	15,03

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

27/08	28/08
Altair Holding N	27,02
Basf AG	44,39
Bayer AG	54,01
Bay HypoWachsb.	42,25
Bayer Vereinsbank	50,20
BMW	857,50
Commerzbank	347,50
Continental AG	25,24
Dresdner Bank AG	79,25
Deutsche	52,11
Deutsche Babcock A	54,20
Deutsche Bank AG	73,90
Dresdner Bank AG FR	41,05
Henkel VZ	61,60
Hoechst AG	52,13
Preussag AG	380,50
Rathor Holding	77,75
Linde AG	924,94
DT. Luftreise AG	204,50
Man AG	369,50
Mannesmann AG	352,80
Metzger AG	26,59
Neuss AG	360,50
Banc	54,22
Schering AG	109,13
Siemens AG	79,95
Thyssen	268,50
Veolia AG	77,40
Viel AG	355,50
Wella AG	877,50



Indice second marché sur 3 mois

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

Indice second marché

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ARCHÉOLOGIE Depuis sa découverte le 5 avril 1722 par le Hollandais Jacob Roggeveen, l'île de Pâques et ses statues dressées, les fameux Moai, n'ont pas cessé de

susciter une intense curiosité. • POLYNÉSIEENS partis d'Asie du sud-est il y a cinq mille ans, les anciens Pascuans ont, en particulier, laissé une écriture qui intrigue les chercheurs,

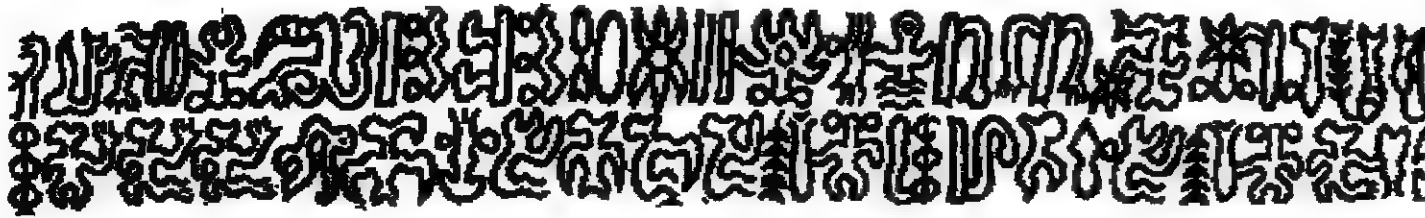
incapables jusqu'à présent de déchiffrer les mystérieux hiéroglyphes qui la composent. • PLUS PERSONNEL, sur l'île, n'est capable de la lire depuis que toute l'aristocratie et

les « maîtres de l'écriture » — ou Maori Rongo Rongo — ont disparu, déportés sur le continent en 1863 par des négriers péruviens. • TROIS CHERCHEURS, un Américain et deux

Russes, ont proposé, ces derniers mois, trois explications différentes pour décrire les vingt et une tablettes de bois, seuls vestiges de l'écriture pascuane.

Le décryptage des hiéroglyphes de l'île de Pâques divise les linguistes

En dépit de plusieurs travaux récents de chercheurs américains et russes, l'écriture des anciens Pascuans, le Rongo Rongo, reste indéchiffrable depuis la disparition de l'aristocratie de l'île seule capable de la lire



La lecture des signes, qui combinent des éléments très disparates, se fait de gauche à droite sur la ligne du bas puis de droite à gauche sur la ligne du haut et ainsi de suite.

DANS leur petit monde clos battu par les flots, perdu en plein océan Pacifique à 4 000 kilomètres des terres les plus proches, les anciens habitants de l'île de Pâques s'étaient forgés une écriture : le Rongo Rongo. On n'en connaît que vingt et une tablettes dispersées dans plusieurs musées à travers le monde. Depuis leur découverte, au XIX^e siècle, linguistes et ethnologues cherchent en vain à comprendre la signification des signes dont elles sont couvertes.

Les habitants actuels de l'île ne peuvent leur être d'aucun secours. Les maîtres spécialisés dans leur lecture — ou Maori Rongo Rongo — le roi, les aristocrates et toute l'élite de l'île furent, en effet, déportés en 1863 par des « négriers » péruviens comme main d'œuvre gratuite pour les carrières de guano. Depuis plusieurs mois, cependant, les dernières tentatives de déchiffrement suscitent une belle empoignade scientifique.

La tradition orale prétend que ces tablettes de bois ont été apportées par le premier roi fondateur. La première de celles connues des chercheurs fut offerte en cadeau, en 1868 à l'archevêque de Tahiti. Les signes qui y sont gravés représentent des oiseaux, des poissons, des crustacés, des plantes ou des objets variés.

Caractérisées par « un étrange symbolisme », écrit l'ethnologue français Alfred Métraux, ces figures combinent les éléments les plus disparates : des corps humains se terminant par des motifs géométriques, des triangles ou des losanges agrémentés d'oreilles, des mains accolées à des barres, des hommes pourvus d'attributs animaux.

Le 18 janvier, un linguiste améri-

cain travaillant en Nouvelle-Zélande, Steven Fischer, ouvre le feu et propose une explication de ces signes dans un article de la revue britannique *Nature* intitulé « Making sense of rongo rongo ». Sa « pierre de Rosette » est un sceptre de 1,26 mètre de long et 6,5 centimètres de large appelé Bâton de Santiago, et qui a appartenu à un chef de l'île, un ariki.

La tradition orale prétend que ces tablettes de bois ont été apportées par le premier roi fondateur

En étudiant les signes inscrits sur le sceptre, le chercheur découvre que le texte est subdivisé par quatre-vingt-dix-neuf signes verticaux et que chaque glyphe qui commence une nouvelle division est suivi d'un motif phallique. Il observe aussi que ces divisions

sont rythmées par des triades « x y z ». Faisant le rapprochement avec un ancien chant de la création pascuane, *Atua Mata Riri*, il apporte une explication à ces triades qui signifieraient, selon lui, que « x accouplé à y a engendré z ». Le Bâton de Santiago, structuré en mots, serait un chant sur la création du monde. Un événement décrit par les anciens Polynésiens en termes de copulation cosmogonique.

Cette explication ne satisfait pas, loin s'en faut, tous les spécialistes de l'île de Pâques. Ces triades « font bégayer les Pascuans à l'infini », remarque Michel Orliac, archéologue au laboratoire d'ethnologie préhistorique du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Konstantin Pozdaniakov, chercheur au musée d'anthropologie et d'ethnologie de l'Académie des sciences de Russie, à Saint-Petersbourg, a exposé ses dernières travaux lors d'un colloque tenu récemment à Bordeaux (où se tient actuellement une exposition sur « l'île mystérieuse »).

Après sept ans de travail, ce scientifique a identifié quatre-vingts suites de signes, communes à plusieurs tablettes. A partir de là, il a déterminé des signes qui

sont des variantes les uns des autres. Le chercheur a aussi repéré deux ou trois signes initiaux et trois ou quatre signes finaux, sortes de ponctuation, qui apparaissent régulièrement dans ces suites.

Puis, il a confronté statistiquement les signes des tablettes avec la langue pascuane, et a pu constater que la fréquence des signes écrits et celle des syllabes parlées ont des distributions semblables. Il en conclut que les

De prodigieux navigateurs

Les études réalisées sur l'ADN fossile de quelques anciens Pascuans sont formelles : les habitants de l'île de Pâques sont des Polynésiens. Partis d'Asie du Sud-Est il y a cinq mille ans en emportant des animaux domestiques et les principales plantes servant à leur alimentation, ces derniers progresseront d'ouest en est au fil des siècles, pour coloniser successivement toutes les îles du Pacifique. Ils atteindront ainsi Tonga et Samoa vers l'an 1000 avant J.-C., les Marquises au début de l'ère chrétienne, pour atteindre, à la pointe extrême du triangle polynésien, *Rapa Nui* (l'île de Pâques), cinq cents ans après J.-C. Leur long périple se termina en Nouvelle-Zélande, entre 800 et 1000 de notre ère.

« Mais accomplis », les Polynésiens ont franchi ces énormes distances à bord des waka, pirogues de haute mer constituées de deux coques en planches cousues et collées à la gomme végétale, reliées entre elles par un plancher sur lequel est installée une petite maison. Ils s'orientaient sur les étoiles ou sur des repères terrestres comme les barrières coralliennes et les zones d'intersection de courants.

travaux doivent être publiés dans la revue des Océanistes d'octobre 1996.

Mais, comme pour compliquer encore le paysage, sa collègue Irina Fedorova, qui travaille dans la même institution, a récemment avancé une autre thèse, après avoir terminé une tentative de lecture et de traduction de deux tablettes appartenant au Musée de Leningrad.

Pour elle, les textes sont composés de deux cents signes seulement, et ne peuvent être assimilés à une écriture syllabique. Le nombre réduit de signes s'expliquerait par l'onomatopée caractéristique de l'ancienne langue pascuane. C'est ainsi que, selon elle, le même signe représente un lézard, et une espèce de tubercule. Irina Fedorova considère que les deux tablettes qu'elle a étudiées retracent des chants rituels accompagnant les cérémonies de plantation et de récolte.

L'avenir départagera peut-être ces trois chercheurs. A moins que la solution ne vienne d'ailleurs. Une autre hypothèse fait, en effet, remonter l'origine de cette écriture à l'occupation espagnole. En 1870, lors de la signature du traité marquant la prise de possession de l'Espagne sur l'île, les chefs pascuans ont contresigné le document à l'aide de signes. Cela fait dire à certains qu'ils « ont singé l'écriture des Espagnols ».

Une affirmation qui fait bondir d'indignation Michel Panoff, responsable du département d'Océanologie du Musée de l'Homme. « C'est faire bien peu de cas de la finesse et de la créativité des Pascuans », s'exclame-t-il.

Christiane Gahus

Canalsatellite revendique 100 000 abonnés quatre mois après son lancement

Le premier bouquet satellitaire numérique français connaît le succès

« NOUS sommes extrêmement surpris par l'engouement du public pour le numérique », se réjouit Bruno Delecour, directeur général de Canal Plus, en charge des activités commerciales. Selon lui, cet enthousiasme, « très spectaculaire en mai et juin », est autant partagé « par les anciens que par les nouveaux abonnés de la chaîne cryptée ». A la fin août, quatre mois après leur lancement le 27 avril, Canal Plus et Canalsatellite numérique devraient enregistrer cent mille abonnés supplémentaires ou promesses d'abonnements. Ce résultat se révèle « très au-dessus des prévisions » envisagées par la chaîne cryptée.

D'après Bruno Delecour, Canalsatellite numérique « est en avance de quarante mille abonnements par rapport au plan préalablement établi ». Même si cette tendance s'est considérablement ralentie en juillet et août, Canal Plus espère « dépasser deux cents mille abonnés à la fin de 1996 au lieu des cent cinquante mille prévus initialement ». Un optimisme conforté par le démarrage, mardi 3 septembre, de la diffusion en paiement à la séance de neuf des dix rencontres de chaque journée de championnat de France de football de première division. En quatre mois, les versions numériques de la chaîne cryptée et de Canalsatellite ont attiré une moyenne de 55 % de nouveaux souscripteurs. Selon Bruno Delecour, cette tendance s'est encore accentuée ces dernières semaines : désormais les trois quarts des souscriptions sont le fait de nouveaux abonnés.

Toutefois, selon certains revendeurs d'abonnements à Canal Plus et Canalsatellite numérique, ces bons résultats sont freinés par le

manque de décodeurs numériques disponibles. « Tous ces problèmes seront réglés à la fin du mois de septembre », assure le directeur général de la chaîne cryptée. Selon lui, les chaînes de montage des boîtiers numériques fonctionnent désormais à plein rendement pour approvisionner le réseau de distribution.

Pour Bruno Delecour, les premières enquêtes menées auprès des abonnés montrent que « la liberté et l'interactivité du numérique » ont été au premier rang des motivations de souscription. Selon lui, les premières impressions des abonnés plébiscitent « le côté spectaculaire de l'image et du son » de la diffusion numérique. « Les gens sont impressionnés », remarque le directeur général. Plus encore, l'arrivée du numérique semble avoir déjà modifié « les habitudes d'écoute et de fonctionnement » des abonnés.

VERSIONS « BLEU » ET « JAUNE »

Le logiciel de navigation, mis au point par Canal Plus pour permettre à ses téléspectateurs de s'y retrouver parmi les dizaines de chaînes thématiques et de programmes de paiement à la séance, a séduit les usagers. « Au zapping de chaîne en chaîne, les gens préfèrent désormais zapper sur les chaînes et les programmes » de leur choix, déterminés après consultation du guide, assure Bruno Delecour.

Avec le numérique, le téléviseur quitte son isolement pour se lier à d'autres équipements électroménagers du foyer. Selon le directeur général de Canal Plus, « 50 % des abonnés ont branché leur décodeur numérique sur leur chaîne HiFi », pour profiter de son stéréophono-

rique. Les versions « Bleu » et « Jaune » de Canal Plus numérique ont elles aussi trouvé leur public. « Grâce au côté spectaculaire de Canal Plus en trois canaux les gens ont l'impression d'avoir trois chaînes », pour le prix d'une.

De même, selon Bruno Delecour, « les abonnés du numérique disent regarder plus Canal Plus qu'auparavant ». Pour le directeur général, « les abonnements sont également répartis sur la France » avec « une priorité aux petites villes et à l'habitat individuel » où il est plus aisé d'installer une parabole que sur le toit ou la façade d'un immeuble d'une grande ville.

La chaîne musicale MTV en exclusivité

Canalsatellite et MTV Europe ont conclu un accord pour la distribution, en exclusivité, de la chaîne musicale du groupe Viacom au sein du bouquet numérique français. A partir du 1^{er} septembre, MTV Europe sera proposée dans le service de base de Canalsatellite aux côtés de la chaîne info (LCI), Canal J, Canal Jimmy, Eurosport, Planète, Paris Première, Voyage, La Chaîne météo, Monte Carlo TMC, MCM, France courses. Avec l'arrivée de MTV, Canalsatellite renforce son offre musicale.

Outre, la chaîne musicale américaine, le bouquet numérique de la chaîne cryptée propose MCM, chaîne musicale française, Muzik, programme classique et jazz diffusé en option et Multimusik, un ensemble de vingt programmes thématiques radiophoniques.

La réorganisation de Fun Radio entraîne le départ de l'animateur Difool

LE DERNIER sondage Médiamétrie avait laissé peu satisfait Benoît Sillard, président directeur général de Fun Radio. Avec 6,3 % d'audience en avril-mai-juin 1996 — contre 7,8 % en avril-mai-juin 1995 — Fun perdait du terrain, même si elle restait en tête du peloton des « musicales ».

Récemment nommé directeur adjoint de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) qui détient 92 % de Fun Radio, Benoît Sillard a décidé de changer le mode de direction de sa station « ainsi que les personnes y participant ».

Deux directeurs généraux adjoints ont été nommés : Jean Isnard, ancien collaborateur d'Europe 1 et de MCM est chargé du produit (antenne, programmation, production) et Laurence Vaylet, jusqu'alors directeur financier de Fun, est chargée de la logistique. Eric Lange devient responsable de la rédaction et Lionel Guiffant, directeur technique.

La surprise vient du départ de David Massard, connu sous le

nom de Difool, qui quitte à la fois ses fonctions de directeur de l'antenne et d'animateur. Difool avait conquis une certaine notoriété en animant, en compagnie de Christian Spitz, surnommé « le Doc », l'émission « Lovin' Fun ». Selon Benoît Sillard, cette décision a été prise d'un commun accord avec la direction qui souhaite une antenne plus structurée. « Lorsque nous avons lancé le principe de libre antenne, nous avons créé une petite révolution et nous avons été copiés, en radio et en télévision. Mais après quatre ans d'existence, cette parole sans censure tourne en rond, devient répétitive et les auditeurs ont besoin d'autre chose. Peut-être avons-nous gardé ce programme une année de trop », note le directeur de Fun. Plus d'informations, plus de service et de proximité, telles sont désormais les quelques orientations que devrait emprunter Fun, sans renier ni son format ni sa couleur musicale.

Véronique Cauhapé

Bénéfice 1995 « historique » pour « Le Canard Enchaîné »

L'HEBDOMADAIRE satirique *Le Canard Enchaîné* a atteint en 1995 une diffusion totale payée de 505 816 exemplaires en moyenne, ce qui correspond à « la deuxième performance de l'histoire du Canard » fondé par Maurice Maréchal en 1916, la première ayant été réalisée en 1980. La répartition de la diffusion s'établit à 274 566 exemplaires pour la province, 83 175 pour Paris et 51 075 pour sa banlieue, 21 251 pour l'étranger. La diffusion moyenne des *Dossiers du Canard* a en revanche baissé de 5 % en 1995 (88 120 exemplaires diffusés en moyenne). Selon les comptes du journal, publiés dans son édition du mercredi 28 août, cette performance de la diffusion — + 27 % par rapport à 1994 — lui a permis d'enregistrer un bénéfice après impôts de 32,95 millions de francs (23,78 millions en 1994) pour un chiffre d'affaires de 223,9 millions de francs. Le bénéfice 1995 a été « selon l'usage, affecté aux réserves ».

Guy Duthéil

Stefan Edberg fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le S... fait b...

Le Suédois, qui dispute à Flushing Meadow son dernier tournoi majeur, signe le premier exploit des Internationaux des Etats-Unis en balayant le champion de Wimbledon

battu par l'Américain Jared Palmer et l'Espagnol Alberto Costa (n° 14) par le Tchéque Bohdan Ulihrach. La performance de la journée revient au Suédois Stefan Edberg qui a dominé le Néerlandais Richard Krajicek récent vainqueur de

Wimbledon et titre de série n° 5. Les Français Cédric Pioline (n° 16), Nathalie Tauziat et Sandrine Testud se sont qualifiés. En revanche, Stéphane Simian et Alexandra Dechaume-Balleret ont été éliminés.

fait sa superbe dégringole gauchement vers les lignes ou dans la raquette d'un Edberg omniprésent, toujours alerte, Richard perd sa mise en jeu d'entrée et gait. Son revers sans cesse plonné s'affaiblit dans trop de flutes. Devant, Stefan n'a peur de rien, cette habitude kamikaze de se ruier vers la volée et de s'y déployer dans un entrechat, ou juste un bond. Krajiček est trop grand, il bat des allées. Ses yeux roulent, sa tête se penche : « Aujourd'hui, elle ne voulait pas

joueur mondial, mais quand même : « Je n'ai pas joué le meilleur tennis de ma vie, mais c'était un match solide. Richard était le tête de série n° 5, mais ma victoire n'est pas une grande surprise. Juste une petite. C'est toujours un tournoi difficile même pour les joueurs les plus expérimentés ».

Comme presque tous, il aura aimé ce tournoi comme un copain un peu chenapan : « *Je me suis fait*

prendre mais je ne voulais pas passer quelques années à rétrograder dans les classements. J'ai été parmi les dix meilleurs mondiaux pendant dix ans, entre 1985 et 1994. Et une fois les trente ans passés, les chances de gagner un tournoi du Grand Chelem s'amenuisent très vite ».

«*Je suis heureux de vivre*».

A travers eux, Stefan Edberg et Boris Becker ont vécu quelque chose de beau. Lorsque l'arabe au tournoi de Rome, en mai, il est un champion phéar, il a perdu au deuxième tour des Internationaux d'Australie et n'est plus parvenu en quart de finale d'un tournoi : «*J'avais le sentiment qu'en annonçant ma retraite, je m'étais infligé beaucoup de pression. Les gens m'attendaient partout pour une dernière, je perdais peut-être mon plaisir de jouer. Et puis, curieusement, sur la terre battue, qui n'est pas ma meilleure surface, j'ai commencé à battre de meilleurs joueurs que moi*». A Roland-Garros, Stefan Edberg élimine Michael Chang pour s'en aller face à Marc Rosset en huitième de finale. Il s'offre une finale sur le gazon du Queen's avant de s'élancer au deuxième tour de Wimbledon : «*L'essentiel est de ne pas partir trop durement*».

« Voilà un premier vœu qui saute à Flushing Meadow. Stefan Edberg peut espérer y réaliser son dernier vœu en restant en deuxième semaine. Au deuxième tour, il rencontre un adversaire plus modeste que Kráječek, l'Allemand Bernd Karbacher. Stefan Edberg se méfie. Il prend ce qui vient. Aujourd'hui, il a serré les dents et montré les poings pour gagner : « Parfois, dit-il, je me surprends encore ».

Revelante Matthew

Jennifer Capriati contre le temps

Comme à Roland-Garros, Jennifer Capriati s'est inclinée dès le premier tour, battue, cette fois, par l'Australienne Annaëlle Ellwood. Jennifer aurait voulu plaie, renouer avec son public. L'ex-étoile prodige du tennis américain n'était pas venue à l'US Open depuis trois ans. En 1993, elle l'avait quitté en larmes, au premier tour. La crise d'adolescence commençait. Sa révolte grondait contre son tennis, les monstres et tous ceux qui avaient cru en son brillant avenir.

« Jennifer Capriati est revenue en jeune femme plus expérimentée, mais le temps a joué contre elle. « Il ne me manque pas grand-chose pour retrouver mon niveau, jure-t-elle. Je le sens, et c'est parfois rageant. » A vingt ans, elle assure qu'elle a repris plaisir à jouer. Pour l'US Open, Jennifer Capriati a retrouvé des sponsors. Elle aimera! qu'ils l'accompagnent jusqu'aux Internationaux d'Australie. Le temps de récupérer un peu de gloire perdue.

donner à mes jambes l'ordre de bouger ».

Aiors, Edberg, s'égale. Un lob pour fixer le Néerlandais au filet, et ce passing-shot très tôt droit pour lui ôter l'idée d'y revenir. Parfois, le Suédois tremble sur une double faute, un coup droit trop puissant : « Je n'avais pas le choix », se dit-il. Le Suédois, calmant maintenant quand il bouillait sur le court, il est sorti si fier, l'est encore, il est vingt-huitième.

Dans quelques semaines, il s'en ira. C'est plus que promis, c'est dit : « La décision a été difficile à

Le club varois a desserré l'étreinte financière et politique

LA PREMIÈRE ANNÉE du professionnalisme dans le rugby a failli être fatale au Rugby club toulonnais (RCT). Le club toulonnais n'avait pas obtenu la licence professionnelle d'abandon, le 25 août 1995, de la notion d'amateurisme par l'International Board. Mais sans doute a-t-il vécu au-dessus de ses moyens. Au point que dirigeants, supporters et joueurs se sont demandés, au cœur de l'été, si l'un des plus prestigieux clubs français serait au rendez-vous du championnat 1996-1997 qui reprend samedi 31 août. Un évident laxisme dans la gestion avait conduit le RCT à l'état de cessation de paiement. La Fédération française de rugby (FFR), par le biais de la Commission nationale d'aide et de contrôle des clubs, ne pouvait que brandir la menace d'une relégation en division inférieure.

Le déficit atteignait 42 millions de francs sur la dernière saison, pour un budget annuel total de 15,5 millions. La direction invoquait « charges imprévisibles et incompressibles » pour expliquer ce passif. Comme beaucoup d'autres clubs, le RCT a caressé les fantasmes du professionnalisme tout en naviguant à vue dans l'océan des charges sociales nouvelles. Jean-Louis Lagadeu était écarté de la présidence le 24 juillet, au profit du tout récent co-président, Jean-Claude Ballatore, l'entraîneur qui avait conduit les Toulonnais au succès de Bremsis en 1992.

Le nouveau président envisageait aussitôt des mesures drastiques: une réduction de 30 % de la masse salariale et diverses coupes devaient générer 1,4 million de francs d'économies en 1996-1997. Une aide exceptionnelle de 1,4 million de francs du Conseil général et une subvention d'équilibre du même montant promise par la mairie de Toulon devaient permettre de rétablir l'équilibre.

PRESSION MUNICIPALE

Ce plan de redressement a reçu l'aval de la FFR, jeudi 8 août, et l'union se rendra bien à Dijon, samedi, pour le match inaugural de la poule 2 du championnat. Entre-temps, le RCT avait dû subir la pression de la municipalité (FN) de Toulon, qui marchandait son aide. Le retrait de M. Lagarde ne suffisait pas. La subvention d'équilibre était conditionnée par la démission d'Henri Couillout, l'un des vice-présidents du club. Officiellement, la mairie ne souhaitait pas que des membres de l'ancienne direction, présumés responsables de la gabelle, restent aux commandes. Le souci était légitime, mais Toulon ne pouvait pas laisser la municipalité jouer dans la position municipale de la saison dernière. Les menées politiques, M. Couillout n'était pas impliqué dans la gestion, en revanche, il était le nouveau patron du PR à Toulon et le chef de la position municipale de droite.

Jean-Marie Le Chevallier, le maire

(FN) de la ville souhaitait s'assurer « la capacité pour le club de s'affranchir de tout état politique pour y exercer des responsabilités ». Fallait-il sacrifier M. Couffignal sur l'autel des concessions politiques ? Les cardinaux M. Lagarde et Couffignal sont les deux hommes différents, dit Jean-Claude Balladur, le premier étant toute idée d'ingérence au nom des « principes laïques de tout club sportif » et particulièrement ceux contenus dans les statuts du RCT. La polémique enfle. Hubert Falco, président (PR) du conseil général, estime qu'il « serait inadmissible que ce club devienne l'otage de jeux idéologiques ».

Enfin, le « gène » abandonne ses fonctions. « Il a pris les devants pour ne pas pénaliser le club », dit-on au RCT. Son initiative coupe l'herbe sous le pied de ceux qui dénonçaient une tentative d'OPA du FN, et qui se proposaient, comme l'ancien international Eric Champ, de « mettre la main à la poche ou au moins de se porter caution dans le cadre d'un emprunt collectif équivalent à la somme promise par la mairie ». La convention finalement conclue entre le club et la ville offre plus de garanties. Le RCT est entré, selon son président, dans l'ère de la rigueur : sans pour autant renoncer à ses ambitions sportives pour la saison.

**Jean-Jacques Bozonnet
et José Lenzini**

ENNIS

Internationaux des Etats-Unis à Turkine Meadows

[illegible][illegible][illegible]

AUXERRE ET MARSEILLE ONT FAIT MATCH NUL (0-0) lors d'une rencontre avancée du 4^e tour du championnat de France de football de première division, disputée le 27 août au stade de l'Abbé-Deschamps. Fort de la victoire de la Juventus de France et maîtres du jeu, les Bosphoriens ont dominé, mais ils n'ont jamais pu trouver l'ouverture dans la défense adverse en dépit de nombreuses occasions.

Les Marseillais, chahutés par leur défaite à domicile (2-1) face au FC Metz, samedi 24 août, bénéficièrent du retour dans leurs rangs de Reynald Pedros après un match de suspension. Pour contenir Auxerre, ils se sont appuyés sur une organisation défensive plus agressive qu'à l'accoutumée, écopant ainsi de quatre cartons jaunes. Grâce au point du match nul attaché sur leur terrain aux Auxerrois, l'Olympique de Marseille compte désormais cinq points au classement et s'élève de Guy Roux, huit.

■ La tribune nord du stade Feriari à Bastia ne devait pas être ouverte, mercredi 28 août, lors de la rencontre de championnat entre les Bastiais et Lille, selon Arnaud Cochet, secrétaire général de la préfecture de Haute-Corse. Pour expliquer sa décision, M. Cochet a déclaré : « Je n'ai pas avoir reçu de l'APADZ, organisme chargé du contrôle de l'exécution des travaux sur le chantier, le relevé des conclusions, désormais indispensable en vertu de l'article 46 du décret de 1995 ». Ce décret avait été adopté après l'effondrement, le 5 mai 1992, de la tribune nord du stade, qui avait fait 17 morts et plus de 2 000 blessés.

■ Mirou Cozma, leader syndical des mineurs roumains de la vallée du Jiu et président de l'équipe de football de Jiu Petrosani (DJ), a été suspendu pour deux ans, mardi 27 août, de toute activité sportive après avoir agressé un footballeur du Dinamo de Bucarest lors de la dernière journée du championnat de Roumanie de football. Mirou Cozma est à l'origine de deux descentes sanglantes de mineurs dans la capitale roumaine, en 1990 contre des manifestants de l'opposition, et en 1991, lorsque son mouvement a entraîné la démission du gouvernement de l'ancien premier ministre, Petre Roman. — (AFP)

■ **VOI. LIBRE :** la Française Françoise Mocellin a remporté le championnat d'Europe de deltaplane, qui a eu lieu en Hongrie du 10 au 18 août. Troisième au mondial qui s'est disputé cette saison en Australie, la championne de France en titre a devancé sa compatriote Marie-Jo Rufat, troisième. Chez les messieurs, Alain Chauvet a pris la quatrième place. Au classement par équipes, la France a terminé deuxième.

■ **CYCLISME** : Chris Boardman tentera d'améliorer le record du monde de l'heure, vendredi 6 septembre sur la piste du vélodrome couvert de Manchester. Le Britannique a présenté les détails de sa tentative, mardi 27 août, à la veille des championnats du monde de cyclisme dont il doit disputer le tournoi de poursuite. L'actuel record est détenu par le Suisse Tony Rominger (55,291 km).

N BASKET-BALL : Michael Jordan est le joueur le mieux rétribué en termes de recettes publicitaires. Le magazine américain spécialisé *The Sports Marketing Letter* révèle, mardi 27 août, que l'aîné des Chicago Bulls a obtenu, en 1996, 38 millions de dollars (90 millions de francs environ) provenant de divers contrats. Il devance un autre basketteur, Shaquille O'Neal (23 millions de dollars). Viennent ensuite le gifleur Arnold Palmer (6 millions de dollars) et le joueur de tennis Andre Agassi (5,8 millions de dollars). Pour la première fois, aucune femme ne figure parmi ce classement des dix sportifs les mieux rétribués en contrats publicitaires... (AFP)

aucune femme ne figure parmi ce classement des dix sportifs les mieux rétribués en contrats publicitaires. — (AFP)

Le trimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique

LE MONDE diplomatique[illegible]

Les élections de novembre seront l'occasion de faire le bilan de la présidence Clinton et de ses revirements. Juchés sur des indices économiques favorables, les Etats-Unis se présentent plus que jamais comme un modèle à suivre. Diplomatie de marché et essor de l'idéologie conservatrice, réduction du nombre de chômeurs et accentuation de la polarisation sociale : est-ce cela, notre nouveau monde ?

Au sommaire :

Le siècle des Etats-Unis, par *Ignacio Ramonet*. – « Multiculturalisme » contre nation ?, par *Todd Gitlin*. – Emplois « flexibles », société en miettes, par *Marie-France Jolinet*. – Double jeu en Colombie, par *Noam Chomsky*. – Comment se perpétue l'apartheid, par *Douglas Massey*. – Les débats télévisés truqués de CNN, par *Martin Lee*. – La démocratie, c'est le commerce, par *Jacques Decornoy*. – Mauvais augures pour les étrangers, par *Patrick Weil*. – Les lobbies contre la santé, par *Françoise Burgess*. – Petits nuages sur le Proche-Orient, par *Alain Gresh*. – Les ouvrières immigrées de Californie, par *Danièle Stewart*. – Essor ambigu de la culture hispanique, par *Jean-Pierre Tailleur*. – Internet et la chaise électrique, par *Serge Halimi*, etc.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

**La population conservatrice
de la petite ville uruguayenne
souhaite décourager les habitants
de Buenos Aires
de traverser le Rio de la Plata**

Alors comment ne pas comprendre la jubilation des *Portenos* (habitants de Buenos Aires) à se retrouver dans ce gros bourg hors du temps et véritable havre de paix ! A une heure de bateau de la

Carnet de route

● **Y aller.** Bien que l'Uruguay connaisse un climat tempéré, la meilleure saison pour visiter le pays demeure l'été austral, soit du mois de décembre à celui de mars. Parmi les voyageurs proposant des vols secs Paris-Montevideo, Nouvelles Frontières - Minitel 3615 NF, ou tél. : 36-33-33-33 - commercialise les vols d'Aerolineas Argentinas et Iberia pour environ 5 000 francs A/R. Idem chez Nouveau Monde - tél. : 53-73-78-90 - où se charge aussi

En 1973, Colonia ressort d'entre ses ruines avec les travaux de reconstruction du quartier historique. Afin que Colonia del Sacramento renaisse encore une fois.

LES PRIX FLAMMENT
La particularité du quartier colonial sont ses ruelles étroites de pierre à l'état brut, avec la conduite de vidange au milieu. Une réalisation à mettre à l'actif des Portugais. Le tracé en forme de labyrinthe et les courbes répétées s'opposent au dessin soigné des villes espagnoles.

Le projet du pont, vieux de dix ans, entre les deux rives du fleuve à hauteur de Buenos Aires et Colonia, est plus que jamais à l'ordre du jour. Actuellement une commission en étudie la faisabilité et la rentabilité. Si le projet venait à se concrétiser, on peut penser qu'il permettrait à Colonia de sortir de sa torpeur. Dans l'hypothèse où cela arriverait une vingtaine d'années plus tard, ce pont serait le premier pont construit en Amérique latine.

les réserves réputées, offrir la plus grande concentration d'animaux de l'Est africain et la détente d'un séjour sur la côte d'une île montagneuse et exotique de l'océan indien, c'est ce que propose, jusqu'en octobre, le combiné Tanzanie-Réunion d'Aflicatours. Avec, d'une part, les réserves de N'Gorongoro, du Serengeti et de Tarangire; d'autre part, un hôtel

de voyages ou au 40-60-22-22.
■ LE PATRIMOINE DE L'ÉTHIO-

★ Clio, 34, rue du Hameau, 75015
Paris, tél. : 53-68-82-82.

Georges Marlon

L'odyssée d'un avion maudit

L'affaire commence tout à fait banalement avec l'escale à Miami, le 16 août, en fin de matinée, d'un avion de la compagnie de charter Rich International Airways, en provenance de Mexico. L'appareil, un Tristar de grosse capacité, doit y embarquer quelque deux cents passagers, la plupart de nationalité française.

Dans l'aérogare, les passagers fulminent. La nuit est déjà avancée et ils attendent, sans parvenir à obtenir le moindre renseignement sur la raison du retard. Les représentants de la compagnie aérienne sont absents, ceux du


La catastrophe du Boeing de la TWA est dans toutes les têtes et les rumeurs les plus folles courent sur la cause du contretemps. L'avion, affirment les uns, aurait des problèmes avec ses portes, ce qui risque de provoquer en vol une dépressurisation fatale. Pas du tout, rétorquent les autres, l'appareil a brûlé, ce qui indique qu'il était en piteux état. La température, alimentée par la fatigue et la peur, grimpe de plusieurs degrés.

LE VENT DE LA RÉVOLTE

La suite est classique : encore que confuse. Seule certitude : fusil dans une main et matraque dans l'autre, une bonne vingtaine de policiers font bientôt face à des passagers sur lesquels souffle le vent de la révolte. Un couple d'Américains chargé d'enfants est interpellé sans ménagements ; François-Xavier Plasman qui, apparemment, tentait de s'interposer, les rejoint bientôt, sans plus de cour-

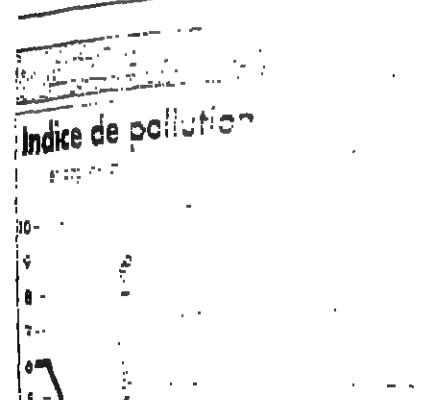
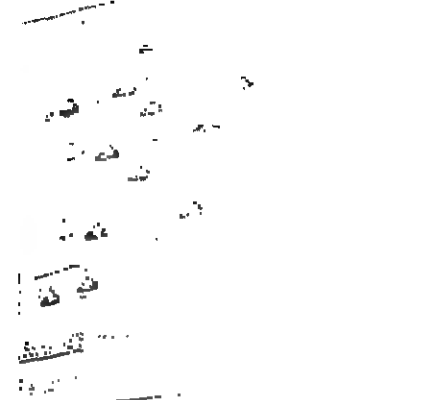
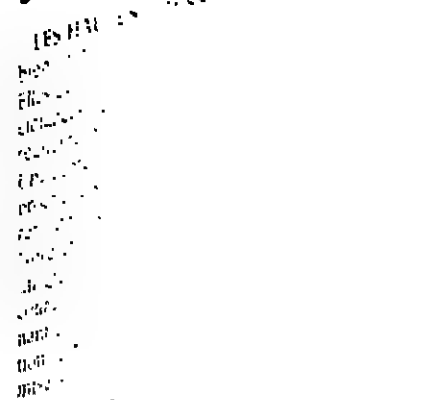
Cependant les passagers ne sont pas au bout de leur aventure. Après une brève nuit, les voilà qui embarquent en fin. Las, une heure de vol plus tard, l'alarme résonne dans l'avion : une porte avant a, semble-t-il, des problèmes. Sagement, le pilote décide de revenir à Miami, ce qui, précaution incontournable, passe par la vidange de ses réservoirs au-dessus du Parc national d'Everglades. Dix-sept passagers n'ont pas résisté au traitement et ont refusé de remonter dans cet avion maudit lorsque, réparation faite, le voyage a repris plusieurs heures plus tard. Les autres se sont tenus tranquilles jusqu'à l'arrivée à Paris. Sonnés.

Georges Marion

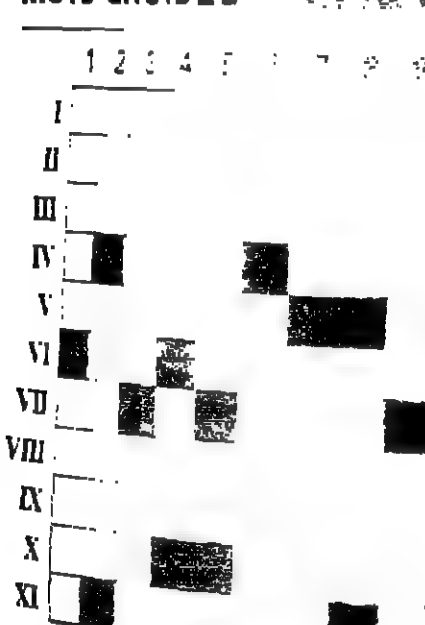
MINITEL 3615 (1,29 F m/n)
Cit Evasion
 **cit**
Compagnie Indépendante de Tourisme

**PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos
lecteurs aux voyages : RUBRIQUE "ÉVASION"**
☎ 44.43.77.36 - (Fax : 44.43.77.30)

Fraicheur et vent
sur le Nord



MOTS CROISES



ABONNEMENTS 3615 LE MONDE

34. novembre 2007

nom
le nom de famille

Prénom
Prénom

Sexe
M ou F

Age
en ans

Sexe
M ou F

Age
en mois

Sexe
M ou F

Age
en mois

Exemples : 1998, 1999, 2000
2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 266

مكتبة الأصل

PARTIR

Fraîcheur et vent sur le Nord

LES HAUTES PRESSIONS sont bien installées sur l'Atlantique. Elles évoluent peu et restent trop éloignées de la France pour jouer réellement leur rôle bénéfique. Une dépression se creusera la nuit prochaine sur le Bénélux et générera des vents forts en mer du Nord et un temps maussade sur un grand tiers nord du pays. Le courant de nord-ouest se maintenant entre ces deux centres d'action, la fraîcheur restera donc de mise sur l'ensemble de l'Hexa-

gone. Jeudi, le temps sera frais et maussade tout au long de la journée au nord du pays. Le ciel restera bas et gris et des pluies se déclencheront fréquemment des Ardennes au Pas-de-Calais. Le vent d'ouest à nord-ouest sera sensible près de la frontière belge, surtout sur les rives de la mer du Nord où les rafales pourront atteindre 100 km/h. De la Normandie à la Bourgogne et à la Lorraine, en passant par l'Île-de-France, des averses risquent de se déclencher à tout moment, elles seront plus fréquentes l'après-midi et laisseront peu de place au soleil. Avec ces intempéries, la fraîcheur s'intensifiera par rapport aux jours précédents, il ne fera guère plus de 15 à 18 degrés l'après-midi à Rouen, Dunkerque ou Reims.

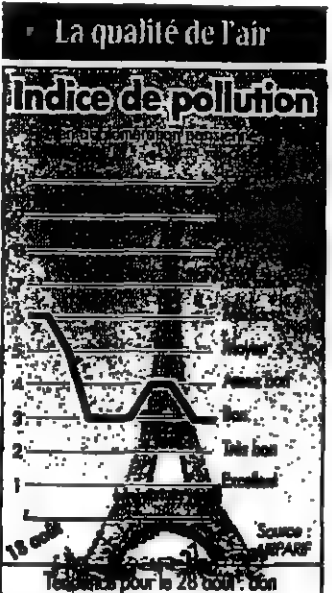
De la Bretagne à l'Auvergne, les passages nuageux seront plus discrets. Il fera un peu plus doux sur ces régions avec un mercure oscillant entre 18 et 20 degrés au meilleur de la journée.

Au sud, le ciel sera plus clément. Les éclaircies prendront généralement le pas sur les nuages en Aquitaine et sur le Midi-Toulousain, des averses ponctuelles pourront toutefois se développer l'après-midi sur les cimes pyrénéennes et près des côtes atlantiques. Autour de la Méditerranée, le vent d'ouest ou nord-ouest continuera à souffler et dégradera le ciel. Les rafales maximales atteindront 60 à 70 km/h des côtes catalanes aux îles d'Hyères. Il fera à peine plus de 22 à 25 degrés en cours d'après-midi le long des côtes.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

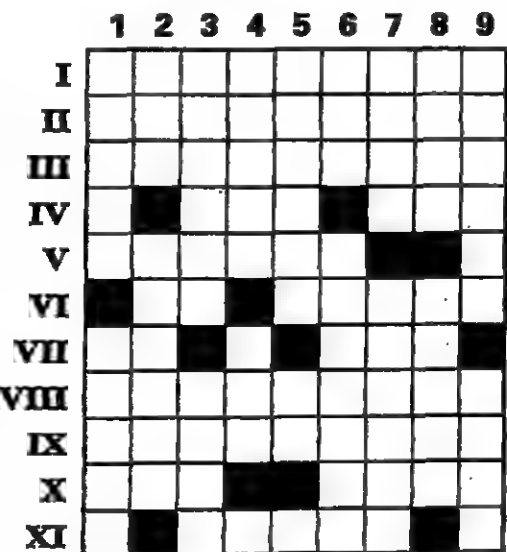


Prévisions pour le 29 août vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6897



HORIZONTALEMENT
I. Manger pour rien. - II. Un homme qui doit évidemment avoir les yeux en face des trous. - III. Qui rappelle des actes impériaux. - IV. Matière dans de l'eau. Est moins encombrant qu'une nappe. - V. Un petit archipel apprécié par les touristes. - VI. Points

opposés. Une des Cyclades. - VII. Divinité. Est connu par ses « Loisés ». - VIII. Qui nous rendent tout raide. - IX. Travail qui peut se faire à la chaîne. - X. Fume au Japon. Une affaire pressante. - XI. Femme d'un autre monde.

VERTICALEMENT
1. Peut nous pousser quand il est mauvais. Ce que recherchent ceux qui font la queue. - 2. Preneur de son. Facile pour celles qui courent beaucoup. - 3. Accroupi dans un musée. Capitale. - 4. Voulut libérer la Corse. Article d'usage courant. - 5. Peines de feu. Pronom. - 6. Fut mise sur tables. Une façon un peu familière de dévorer tout en couvant. - 7. Qui ont pu nous enrichir. Société littéraire. - 8. Ancien évêché. Nappe. - 9. Gagnent parfois à être réchauffés. Pas entouré.

SOLUTION DU N° 6896
HORIZONTALEMENT
I. Monnayeur. - II. Oreilles. - III. Ulve. Alan. - IV. CEA. Enfil. - V. Argos. - VI. Epinay. - VII. Silice. - VIII. Ménélas. - IX. Or. Elne. - X. Tri. Egout. - XI. Sella. Ne.

VERTICALEMENT
1. Mouches. Mots. - 2. Orie. Pierre. - 3. Neva. Il. - 4. Nie. Anse. - 5. Al. Éraillée. - 6. Ylang-ylang. - 7. Eekio. Iso. - 8. Usais. Un. - 9. Na. Vêtré.

Guy Broisty

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Leclerc - 69646 Charilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-50.

Je choisis la durée suivante : France : 1 an 1 890 F, 2 ans 2 084 F, 3 ans 2 960 F

Autres pays : 1 an 1 038 F, 2 ans 1 123 F, 3 ans 1 560 F

Je choisis la durée suivante : 1 an 536 F, 2 ans 572 F, 3 ans 790 F

Le Monde (ISSN 0014-1801) est publié tous les jours à 10 heures par la Société d'Édition Le Monde, 24, avenue du G^e Leclerc, 69646 Charilly Cedex.

POSTMASTER : Send address changes to 3615 LE MONDE, 3615 Le Monocle, New York, NY 10017-2499.

For the subscription service (USA): INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 3615 Le Monocle, New York, NY 10017-2499.

For the subscription service (Canada): LE MONDE, 24, avenue du G^e Leclerc, 69646 Charilly Cedex.

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Pays : Cl-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : Signature et date obligatoires : Changement d'adresse : par fax 10 jours avant votre départ. par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements : Portage à domicile : Suppression : 33 (1) 42-17-32-50 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi. Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABC.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

3615 code LE MONDE

Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation : 3617 LEMONDE ou 36-29-04-36

CD-ROM : (1) 44-08-78-38

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-08-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 844)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 24, avenue du G^e Leclerc, 69646 Charilly Cedex.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimé en France.

Imprimé par : Imprimerie du Monde, 12, rue M. Guichard, 94021 Le Kremlin-Bicêtre.

Président-directeur général : Dominique Arday

Directeur général : Gérard Miron

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; Fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

ÉGYPTÉ. La pyramide de Khéphren, la deuxième en grandeur parmi les trois pyramides de Gizeh, près du Caire, est ouverte au public. Elle avait été fermée en octobre 1995 pour travaux à la suite des dégâts causés par le tremblement de terre d'octobre 1992. La chambre funéraire a été notamment restaurée et un système sophistiqué de ventilation a été installé afin de contrôler l'humidité entraînée par le passage de milliers de visiteurs. - (AFP)

BOSSNIE. Après la réouverture de l'aéroport de Sarajevo au trafic civil, le 15 août, le premier vol commercial Zagreb-Sarajevo aller et retour a été effectué, lundi 26 août, par un avion de la compagnie serbo-croate Croatia Airlines. Cette dernière ne prévoit pas d'autres vols en août, mais devrait mettre en place des vols réguliers en septembre entre les capitales croate et bosniaque. - (AFP)

GITES RURAUX. La Fédération nationale des gîtes de France et la compagnie maritime française Brittany Ferries ont décidé de créer une société commune chargée de promouvoir et de développer en Grande-Bretagne et en Irlande la commercialisation des vacances en gîtes. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 30 août

DE SAINT-MERRE au quartier du Temple (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Rambuteau côté rue Rambuteau (Paris passé, présent).

LE SENTIER et la cour des Miracles (50 F), 10 h 30 et 14 heures, 3, place des Victoires (Rédempteur Jean).

LA SAINTE-CHAPELLE (37 F + prix d'entrée), 11 heures, devant la caisse dans la cour du Palais de Justice (Monuments historiques).

MUSÉE DU LOUVRE : les arts précieux au Moyen Âge (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).

LE CIMETIÈRE DU PÈRE LA-CHAISE (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hanliet).

LA MAISON DE BALZAC (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Monuments historiques).

BELLEVILLE (37 F), 15 heures, angle de la rue de Belleville et du boulevard de Belleville, devant le café La Vieillesse (Monuments historiques).

LE CIMETIÈRE DE MONTMARTRE (37 F), 15 heures, devant l'entrée côté avenue Rachel (Monuments historiques).

DU BAS MARAIS à Saint-Louis-en-l'Île (60 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Marie (La Parisienne).

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE (55 F), 15 heures, place de la Bastille devant l'escalier de l'Opéra-Bastille (Paris et son histoire).

L'HÔTEL-DIEU (50 F), 15 heures, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris antérieur).

MARAI : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Jean Lequiller (29 août 1996.)

Le Monde ÉDITIONS

LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

Collection L'Histoire au jour le jour

Sous la direction de Jean-Louis Andréani et Patrick Eveno

Préface de Jean-Marie Colombani

224 pages, cartes et index, 150 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde ÉDITIONS

DIX PORTRAITS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Reporters sans frontières

Préface de Robert Badinter

Introduction de Noël Copin

168 pages, 85 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

CINÉMA Environné par l'imposant battage médiatique dû à la présence de Bernard Tapie, le nouveau film de Claude Lelouch enfonce quelques clous chers au cinéaste.

● « ENQUÊTE sur cette fin de siècle », selon son auteur, *Hommes, femmes: mode d'emploi* reflète certains aspects de l'époque, pas forcément les plus reluisants.



● LE FESTIVAL du documentaire de Lussas, d'une manière très différente, a démontré comment le cinéma sait se faire témoin de son temps, et révéler un inconnu.

L'équivoque messe pour le temps présent de Lelouch et Tapie

C'est « le » film de la rentrée. Tirant parti de la célébrité de sa vedette, il dresse un portrait ambigu de notre époque. Les talents de conviction et de communication y sont promus au rang de vertus cardinales, au détriment de la pensée

PAR REFUS de l'exercice imposé ou reculé devant le parfum de cynisme, on peut balayer d'un revers de main l'énorme opération médiatique que constitue l'emploi de Bernard Tapie par Claude Lelouch, puis le lancement du film. On peut aussi aller voir de plus près. Invoquant ses débuts de caméraman d'actualité, Claude Lelouch se revendique volontiers « cinéaste journaliste » et, s'il est une qualité indéniable de son travail, c'est une sensibilité instinctive à l'air du temps. Quels que soient les procédés employés et les conclusions auxquelles arrive l'auteur, ses films disent toujours une certaine vérité de l'époque. Il y a donc de bonnes raisons de le prendre au sérieux lorsqu'il dit que *Hommes, femmes: mode d'emploi* est un film sur cette fin de siècle.

A ce titre, la présence en vedette de Bernard Tapie est effectivement significative, doublement: par rapport à l'état du cinéma et par rapport à une certaine morale des temps. Aussitôt connue l'embauche de Tapie par Lelouch, se déclenche le prévisible tapage médiatique. Auquel le cinéaste et son acteur, tous deux experts en communication, opposent aussitôt le slogan qu'ils répéteront désormais à l'unisson: « Il ne s'agit pas de faire un "coup", il s'agit de faire un bon film. Ne serait-ce que parce qu'une production ne se rentabilise pas sur un coup, mais grâce au bouche-à-oreille. » L'argument, exact, est également spécieux: tout le monde sait qu'il faut « amorcer » le bouche-à-oreille - c'est le rôle du marketing - et la présence en tête d'affiche de l'ancien patron de l'OM est une belle opération en la matière.

Mais ce n'est pas tout. Dans le film, Bernard Tapie s'appelle Benoît Blanc, homme d'affaires fonceur et séducteur que la délicatesse n'étouffe pas. Avec pareil interprète, tout ce que dit et fait Blanc prend aussitôt un relief par-



DESIGN JACQUES VALUET

ticulier: cet acteur-là apporte à l'écran un poids d'histoires qui crée d'emblée un personnage. « Bernard m'a fait gagner une heure de film », dit Lelouch. Il m'évite des séquences entières de présentation, je peux commencer directement dans l'action. » Ce pouvoir est devenu d'une extrême rareté dans le cinéma contemporain, français en particulier. Un cinéma qui compte nombre d'excellents comédiens, mais bien peu de « stars » au sens le plus exigeant du terme: des interprètes « plus grands » que le rôle écrit, susceptibles de lui conférer un volume, des résonances, une « aura » - fût-elle sombre - dépassant les limites de l'histoire racontée. Claude Lelouch a d'ailleurs souvent tenté de produire ce phénomène, en faisant appel, pour de brèves apparitions dans leur propre rôle, à des personnalités, ou en réduisant les mêmes comédiens de film en film, dans des emplois qui se font écho. Il a trouvé cette fois une solu-

tion d'un niveau supérieur: quoi qu'on pense de lui, Tapie est une « star », et Claude Lelouch ne dissimule pas son jeu lorsqu'il en dit: « Il parle comme un acteur français de la grande époque, et il bouge comme un comédien américain. »

EN COMPÉTITION À VENISE

L'intéressé confirme que la « gestion » de sa célébrité extracinématographique a commandé la nature de sa collaboration avec son metteur en scène: « Quand Claude Lelouch m'a proposé le film, j'étais au fond du trou, je me sentais le jour d'une opération orchestrale pour me détruire et face à laquelle je ne pouvais plus résister. J'ai accepté la proposition comme une échappatoire, et parce que Claude Lelouch m'avait déjà offert de jouer il y a vingt-cinq ans [dans *L'Aventure c'est l'aventure*, le rôle finalement tenu par Aldo Maccione]. Parce qu'il m'avait vu acteur quand j'étais inconnu, je ne redoutais pas une manipulation cynique à mon égard. »

Mais ma participation au film posait le problème de ma pénétration incroyable, diabolique, chez chaque Français. Face à l'image que les médias donnent de moi, avec Lelouch, nous avons choisi d'en rajouter: nous sommes partis du Nanar des « Guignols ». Avec comme garde-fous d'éviter toute évocation directe de ma vie et de ne pas chercher à donner de leçon. C'est ainsi qu'il se laisse aller à de banales successions de champ-contrechamp, comme si la caméra elle-même était subitement prise de nausées et qu'il convenait de la laisser reposer, de crainte qu'elle ne dégorge son trop-plein de pellicule. Comme si, décidément, on ne pouvait impunément abuser des trépassés - le plat favori des personnalités - sans craindre l'indigestion. Ou, ce qui revient pratiquement au même, filmer une séance d'endoscopie (pour voir enfin ce que Bernard Tapie a dans le ventre: on voit très bien, mais ce n'est pas son véritable estomac) sans s'exposer à certains phénomènes naturels de rejet. Lelouch l'a peut-être lui-même constaté, qui n'a d'autre recours que d'expédier ses personnages à Lourdes par le premier hélicoptère en partance.

Benoît est aux commandes, Bernard commente, Fabrice s'accroche, les machinistes secouent la machine comme un prunier. Au dernier plan du film, le cinéaste demeure rivé au viseur de sa caméra, comme incapable de s'en détacher, refusant de considérer un monde sur lequel il s'obstine pourtant à discerner et dont il prétend posséder les clés et le mode d'emploi. Il n'est pas certain que, pour lui, le pèlerinage à Lourdes se révèle suffisant. Qu'est-ce que vous voulez qu'il vous dise de plus, en effet?

Pascal Mériegeau

Le film regorge de phrases toutes faites et d'idées prêt-à-porter

Certes, Bernard Tapie, l'acteur, fait assez bonne figure face à Fabrice Luchini, le comédien. Certes, le cinéaste affirme bien fort qu'entre le succès et les bonnes critiques il faut choisir - mais s'est-il, lui, vraiment décidé? - avant de s'offrir la coquette de citer un de ses opus précédents (*Itinéraire d'un enfant gâté*), dont le prétexte lui fournit opportunément la conclusion de ce film-ci.

Serement, il semble vite renoncer, sinon à endiguer, du moins à canaliser la logorrhée qu'il a lui-même suscitée et que le film subit

professe Claude Lelouch depuis toujours, mais rarement aussi explicitement, dans ses films et dans sa manière de faire du cinéma: entre stratégie de survie et ambition mégalo-mane, une idée autarcique de l'existence qui légitime de faire feu de tout bois pour parvenir à ses fins. « Morale » que le cinéaste revendique pleinement: « A mes yeux, tout est bon pour s'en sortir. Le seul critère admissible est l'intime conviction. C'est ça, le "mode d'emploi" du titre. Je suis prêt à faire l'apologie des guérisseurs, des sectes, de la religion, tant mieux si ça vous soigne. Parlez avec Tapie: si les gens sont à l'écoute, »

Bernard par Claude

« Je l'ai connu en 1969, il a utilisé ma salle de projection pour faire la promotion d'une centrale d'achats pour laquelle il travaillait alors. J'ai été aussitôt frappé par sa puissance de conviction, une "châche" hallucinante. Sur ce thème, Charles Gérard a réalisé un petit film d'entreprise dans lequel jouait Bernard. Plus tard, je lui ai proposé un rôle, mais il était déjà trop pris. Je restais captivé chaque fois qu'il passait à la télé ou à la radio. Quand il était au sommet, j'ai voulu réaliser un documentaire sur lui; il a refusé d'être constamment accompagné par la caméra. »

Tapie possède une puissance de récupération sidérante. Le premier jour de tournage, il apprend la mort de Mitterrand; je l'ai vu vraiment secoué, mais il a refusé de reporter. Pendant le tournage, tous les jours, il y avait le tribunal, les confrontations... Il n'en parlait jamais, n'en laissait rien paraître. J'ai aussi été surpris de le rencontrer sur le terrain de la religion, dont il ne parlait jamais. A Lourdes, je l'ai vu prier dans la grotte. »

C'est qu'il est le reflet de quelque chose. La force de Bernard tient à sa certitude, à sa capacité d'affirmer. Il est un immense vendeur de certitudes, mais pas de saloperies. « Saloperies » ou pas, le principe qui fait de la certitude personnelle le critère absolu et de l'efficacité la raison ultime est pour le moins contestable, mais bien en phase avec notre époque. Tout comme l'est, dans cette défense et illustration de l'ultra-individualisme, la révélation de toute morale collective, de tout critère positif à l'échelle de la société. *Hommes, femmes: mode d'emploi* est un film à la gloire du cerveau comme

agent chimique, et un réquisitoire contre la pensée. Dès lors, la vérité et le mensonge peuvent être promus comme équivalents, le talent de conviction du publicitaire et du « communicateur » devient vertu cardinale. On conçoit que Bernard Tapie ait été l'homme de cette situation.

Lui-même reconnaît que le film, élaboré en tenant compte de sa personnalité, est une sorte de sas entre son passé et ce qu'il souhaite être son avenir, si les magistrats n'en décident pas autrement. Celui qui a rendu son mandat de député à la veille de la sortie de *Hommes, femmes: mode d'emploi*

Jean-Michel Frodon

Du prétoire à l'écran, itinéraire d'un homme pressé

COMMENT résister au jeu des correspondances secrètes? Comment lutter contre la tentation de retrouver dans le personnage de Benoît Blanc les échos plus ou moins lointains de l'aventure de Bernard Tapie? Tout au long du film, Claude Lelouch joue de ces ambiguïtés avec plaisir: avocat de renom, Benoît Blanc est un homme d'affaires pressé et énergique, ce qui nous rappelle vaguement quelque chose. Et quand il se croit devenu un miraculé de Lourdes, il ne peut s'empêcher de se précipiter au journal de 20 heures, ce qui, là aussi, nous est légèrement familier.

Hommes, femmes: mode d'emploi est parcouru de ces clin d'œil qui finissent par laisser à force d'être appuyés. Comme un certain affairiste devenu député français et européen, Benoît Blanc procède par coups de tête - il confie la présidence de sa filiale américaine à celui qui osera lui dire que sa cravate est laide - et a un sens inné des relations publiques: il présente à un ami qui travaille dans une maison de disques un chanteur de rue qui enregistre sur-le-champ son premier CD. Benoît Tapie acteur, guère convaincant dans les dialogues intimes, n'est jamais aussi à l'aise que dans les scènes de conseils d'administration, où il bouscule son monde. Après tout, comédien, c'est un métier.

Il y a aussi ces phrases toutes faites et ces aphorismes à double sens que Benoît Blanc prononce avec des airs entendus, comme s'il songeait à Bernard Tapie. « Avoir le sens des affaires, dit-il, c'est ne ja-

mais acheter ce qui est à vendre et écrire "vendu" sur ce qu'on veut vendre. » Lelouch, qui dit tenir cette phrase de son père, n'a pas résisté au plaisir de la mettre cette fois dans la bouche de Bernard Tapie. Comme l'ancien président de l'OM, Benoît Blanc est un irréductible optimiste. « Une chance sur deux, c'est bon, ça me rassure », répond-il au médecin qui lui annonce son cancer - et une victime du destin qui croit dur comme fer à son avenir - « Le pire n'est jamais décevant », aime-t-il à dire.

PETITS ARRANGEMENTS

Au-delà du personnage de Benoît Blanc, *Hommes, femmes: mode d'emploi* se veut également une fable sur un mal que Bernard Tapie connaît bien: le mensonge. La jeune gastro-entérologue qui veut se venger jongle avec ses résultats d'analyses comme Tapie jonglait, il y a peu, avec les comptes de ses sociétés et les horaires de ses alibis successifs. Comme Lelouch, Tapie ne s'embarrasse pas de problèmes moraux: quand il regrette ses petits arrangements avec la réalité - et c'est chose rare - c'est avant tout parce qu'ils n'étaient pas parfaits. « Monsieur le président, lançait-il lors de l'affaire OM-Valenciennes, je ne le ferai plus jamais. C'est une défense qui ne tenait pas debout. » Il avait d'ailleurs prononcé alors une phrase étrange qui pourrait faire partie des aporismes du prochain film de Lelouch: « J'ai menti, oui, disais-je, mais de bonne foi. »

Arne Chemin

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

« Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise de plus? » En gros plan, face caméra, Fabrice Luchini parle. Il parle de quelqu'un que tout le monde est censé connaître. Benoît Blanc, avocat devenu homme d'affaires mais demeuré pilote d'hélicoptère casse-cou. Et chacun sait déjà que Benoît Blanc ressemble à Bernard Tapie. En effet, publicité et promotion parfaitement orchestrées, nul n'est censé ignorer que Bernard Tapie « joue » dans le nouveau film de Claude Lelouch, présenté au générique comme une « comédie humaine ». Alors, on l'attend. Le voici.

En gros plan également, il parle, lui aussi. Pas de Luchini, mais de lui. Pas au spectateur, à une femme, dont on sait qu'elle est déjà conquise. Benoît Blanc mène ses conquêtes comme ses affaires, au pas de charge. Lelouch, lui, fait tourner sa caméra. Par là, il faut entendre que la pellicule se déroule dans l'appareil, mouvement nécessaire à son impression, et que l'appareil virevolte, puisque aussi bien le cinéaste est réputé opérateur virtuose. La caméra danse donc autour des uns et des autres, qui, pour la plupart, ne se connaissent pas encore, mais dont

on ne doute pas que bientôt ils se reconnaîtreont. Voici donc la jolie Lola (Salomé, la fille de Claude Lelouch), treize ans à peine et déjà prête à tout pour retrouver un jeune footballeur croisé dans un couloir du train qui les ramène des sports d'hiver. A ces deux-là, il faudra du temps, le temps d'un film auquel leur histoire aura servi de fil rouge.

Ici et là, apparaît également une veuve, dont la voilette cache le visage d'Anouk Aimée. Le policier est sur sa trace, il veut la convaincre d'escroquerie. Le policier, quel policier? Mais Luchini, qui aurait préféré devenir acteur, mais c'est comme cela. Et donc le policier va rencontrer Bernard Tapie, pardon, Benoît Blanc. Oui, mais pas parce qu'il est policier, parce qu'il est malade. Et parce que Benoît Blanc souffre lui aussi de l'estomac.

En fait, l'homme d'affaires se révèle en bonne santé, et le policier cancéreux. Pourtant, le premier se croit atteint et le second en bonne santé. Pourquoi? Mais parce que la belle gastro-entérologue veut se venger de Benoît Blanc, qui n'a pas été gentil avec elle, naguère, et qu'elle a échangé les résultats d'analyse, la vilaine. Compliqué? Pensez-vous, il faut juste le voir pour le croire. C'est du moins ce qu'affirme Lelouch, certain qu'il n'y a que la foi qui sauve et que « la prière est le meilleur des médicaments ». Il suffisait d'y penser, en effet.

La question se pose pourtant de

savoir si Lelouch y croit lui-même. Certes *Hommes, femmes: mode d'emploi* regorge des phrases toutes faites et des idées prêt-à-porter qu'il affectionne et qui concernent aussi bien les femmes - qu'il convient de ne pas cueillir trop vite si l'on veut les garder longtemps - que le cinéma - nous savons enfin, grâce à lui, pourquoi les films américains ont plus de succès que les français -, l'Amérique - où il y a « plus d'acteurs que de connaissances » - ou le pari pascalien - dont Benoît Blanc se révèle un spécialiste.

Le film regorge de phrases toutes faites et d'idées prêt-à-porter

Certes, Bernard Tapie, l'acteur, fait assez bonne figure face à Fabrice Luchini, le comédien. Certes, le cinéaste affirme bien fort qu'entre le succès et les bonnes critiques il faut choisir - mais s'est-il, lui, vraiment décidé? - avant de s'offrir la coquette de citer un de ses opus précédents (*Itinéraire d'un enfant gâté*), dont le prétexte lui fournit opportunément la conclusion de ce film-ci.

Serement, il semble vite renoncer, sinon à endiguer, du moins à canaliser la logorrhée qu'il a lui-même suscitée et que le film subit

هكذا من الأصل

Un pied de r

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Enquête sur l'ho

The Celluloid Cases: L'art de la...

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

La huitième édition des de Lussas s'est déroulée

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

Film français de Claude Lelouch. Avec Fabrice Luchini, Bernard Tapie, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Ticky Holgado, Ophélie Winter, Patrick Hussen, Salomé, William Leymery. (2 h 02.)

فكرنا من الأصل

Un pied de nez à la vacherie du monde

The Van. Stephen Frears a concocté une truculente comédie humaine

Film britannique de Stephen Frears. Avec Colin Meaney, Donal O'Kelly, Ger Ryan, Caroline Rothwell, Brendan O'Carroll. (1 h 45.)

On pourrait, à la mode des notices de dictionnaire, commencer par dire qu'il s'agit de l'adaptation du troisième volet de l'œuvre romanesque de Roddy Doyle consacrée à une banlieue populaire de Dublin, après *The Commitments*, *The Snapper*, déjà réalisés par Stephen Frears. On pourrait, en filmographe sérieux, relever comment ce douzième film prend place dans la stratégie du cinéaste anglais, qui parvient à alterner productions lourdes, « hollywoodiennes », comme *Les Liaisons dangereuses* ou *Mary Reilly*, et les petits films rapides, incisifs, à petit budget et sans vedettes, dont celui-ci serait un nouvel exemple. Ce serait exact, mais ce ne serait pas la vérité de ce film. Parce

que, d'emblée, *The Van* est tout autre chose, et qui se suffit à soi-même, sans référence bibliographique ni filmographique : un formidable tourbillon d'énergie, de chaleur humaine, de tristesse sans apitolement et de rigolade comme pied de nez indispensable à la vacherie du monde. Dès la scène d'ouverture, dans le pub où le quadrageur Larry annonce à ses copains de beuverie qu'il vient de perdre son travail, le ton est donné. Certes le van, cette camionnette retapée par Larry et son copain Blimbo pour vendre au bord des trottoirs des *fish and chips*, manquera parfois, dans la seconde partie du film surtout, de carburant scénaristique - au point que l'histoire semblera un peu tourner en rond. C'est vrai que *The Van* ne possède pas la force rectiligne et la noirceur revendiquée de *The Snapper*. Péchés véniels tant le film est porté par une joie de filmer, un amour des personnages, une envie d'en faire partager à tous les

élans et les errements. Il se construit autour d'un série de duos entre Larry et Blimbo, étagés d'une tentative de survie menée tambour battant par ces complices qui parfois se prennent au col. Ces scènes reposent pour beaucoup sur la verve et la présence physique des étonnants interprètes principaux, Colin Meaney et Donal O'Kelly. Mais le meilleur tient sans doute aux scènes collectives. A l'été 1990, l'Irlande participe à la Coupe du monde de football, tout le monde est au bistrot, devant la télé - et tout le monde viendra à la fin du match s'empêcher des frites des deux amis, s'ils ne les ont pas laissés brûler sous l'effet de l'enthousiasme commun. Qui n'a pas vu les supporters tels que les films Frears n'a jamais vu aussi bien montrés au cinéma la joie, l'émotion, le ridicule, la folie d'un monde humain qui émane d'un public de foot quand son équipe affronte l'héritaire ad-

versaire anglais ou dispute sa place en quarts de finale. Au sein de cette foule filmée comme on filme la mer quand on aime la mer, Frears distingue avec générosité nombre de rôles secondaires, qui font la « chair » du récit. Parmi eux sont admirablement traités les personnages féminins, épouses et filles de deux complices auxquelles sont dévolues une solidité, une finesse et une dignité qui font parfois défaut aux messieurs. Ajoutez une splendide bande musicale, tonique et tendre à l'unisson du film, conçue et interprétée par Eric Clapton lui-même, et voilà bien assez de raisons d'aller faire un tour dans la camionnette pourrie de Larry et Blimbo.

J.-M. F.

★ La trilogie de Roddy Doyle - *The Van*, *The Commitments*, *The Snapper* - vient de paraître aux éditions Robert Laffont, coll. « Pavillons ».

Enquête sur l'homosexualité secrète de Hollywood

The Celluloid Closet. Cette analyse des non-dits du grand écran invite à une pédagogie du regard

Film américain de Rob Epstein et Jeffrey Friedman. Avec la participation de Tony Curtis, Whoopi Goldberg, Gore Vidal, Farley Granger, Shirley MacLaine, Tom Hanks, John Schlesinger, Susan Sarandon. (1 h 41.)

En fait de film, il s'agit d'une émission de télévision, où elle a d'ailleurs déjà été diffusée, en France aussi, sur Arte le 15 mars 1996 (*Le Monde* du 14 mars). Il est consacré à la manière dont Hollywood a traité l'homosexualité au cours de son histoire. Réalisé par des militants de la cause gay, *The Celluloid Closet* utilise les procédés habituels de ce type de dossier (extraits, entretiens, commentaires), organisés selon une dramaturgie jouable mais prévisible : la démonstration de la censure et de la répression, la mise en évidence des progrès accomplis

par les communautés homosexuelles pour leur reconnaissance publique. Ce message, qui tend à devenir envahissant dans la dernière partie de l'émission, ne lui enlève pas toutes ses qualités. L'intérêt de *The Celluloid Closet* (« le placard de celluloid ») est d'abord historique. Il exhume des bandes méconnues des débuts du cinéma, mettant en évidence l'insouciance libérale des origines, montre bien les différents phases du contrôle puis de son relâchement, en phase avec l'histoire américaine et le développement des studios. Il ne manque pas non plus d'ancêtres : un détour d'un entretien avec Gore Vidal, il est ainsi plaisant et instructif d'apprendre que celui-ci a construit le scénario de *Ben Hur* sur la liaison amoureuse - soigneusement dissimulée à l'écran - entre le héros et son ennemi Messala. L'autre intérêt est cinéphilie : la mise

en évidence de sous-entendus homosexuels dans de nombreux films relève d'une attention au « non-dit » des films qui fait de *The Celluloid Closet* un joli essai de pédagogie du regard. Si, malgré son dispositif convenu, un trouble émane de cette émission, c'est, comme le dit l'un des interviewés, parce qu'à force d'être cachée la relation homosexuelle aura été guettée avec une avidité passionnée, au moins par ceux qui souffraient de cette répression. Au point qu'ils aient projeté sur l'écran leurs propres vies et leurs propres interprétations ? Pourquoi pas. La rencontre entre le désir du film et le désir du spectateur n'est pas la moins bonne définition de l'amour du cinéma, ni - au-delà de tout message politiquement correct - de sa véritable puissance.

J.-M. F.

La huitième édition des états généraux du film documentaire de Lussas s'est déroulée sous le signe de l'engagement

LUSSAS (Ardèche) de notre envoyé spécial

Huit ans que cela dure, entre la récolte des poires et l'apéro au Café de la Poste. Huit ans qu'à semblable époque, après les agapes parisiennes de mai (Cinéma du réel) et marseillaises de juin (Vue sur les docs), la question du documentaire est relancée dans ce petit village d'Ardèche. Mais, ici, point de compétition. Seuls enjeux : échanger les vues, aiguiller les angles, secouer les conformismes, en un ambitieux, convivial et vibrant travail de réflexion sur le genre. La formule séduit, puis qu'un public de plus en plus nombreux (quelque trois mille participants cette année, du 18 au 24 août) assiste à cette manifestation, dont le budget est passé de 300 000 francs à l'origine à 1,6 million de francs cette année. L'exercice n'en demeure pas moins périlleux, d'une part parce que la pléthore de projections et de débats incite inévitablement le festival à couvrir plusieurs lieues à la fois, d'autre part parce que programmations et débats trahissent parfois les promesses d'un intitulé flatteur.

Ce n'est pas trahir, en tout cas, l'esprit de cette huitième édition que d'y souligner la prédominance du thème de l'engagement, qu'il soit social, éthique, voire explicitement politique. Rendre la parole

aux exclus, dénoncer l'injustice et l'oppression représente, au moins depuis l'apparition du documentaire social, dans les années 30, une ancienne prérogative du genre. Tout l'intérêt de programmations telles que « Cinéma méconnu » ou « Décembre en août » était donc de montrer que désormais, grâce à la vidéo, la parole se prend avant que d'être donnée. Ce sont, ici, les images du collectif Fémil Urbano, lié au mouvement zapatiste, ou celles des vidéastes indiens filmant leurs coutumes et faisant circuler les cassettes d'un village à l'autre. Ce sont, là, plus proches dans le temps et l'espace, les films spontanés et étonnamment nombreux réalisés par les cheminots en France lors des grèves de décembre 1995. A côté des films de réalisateurs professionnels (Franck Danger, Jérôme Blumberg, Sabrina Malek...), Jean-Louis Comolli et Ginette Lavigne avaient rassemblé les images de Yann Le Fol, contrôleur remais, de Michel Raynal, conducteur du Sud-Ouest, ou de Daniel Cami, roulant d'Orléans...

Attribuer la floraison de ces initiatives individuelles au caractère exemplairement démocratique de cette grève était une hypothèse séduisante. Encore fallait-il emmener le débat du côté du cinéma. Jean-Louis Comolli s'y est attaché en confrontant les films de profes-

sionnels et d'amateurs, pour constater dans les seconds l'absence des moyens habituellement destinés à imposer un point de vue (commentaire, voix off, effets de montage...). Et de suggérer qu'une « caméra complice » participe ici activement à la « démocratisation du spectacle social ». Quitte à ce qu'une partie du public se sente exclue de cette démocratie au nom du cinéma. Raut-il nécessairement de la mise en scène et de l'individualisation pour transmettre le fait collectif ? C'était l'idée directrice de Laurent Roth, qui proposait, sur le thème de la « mémoire interdite », une programmation consacrée à la Shoah, à la guerre d'Algérie et aux événements de Mai 68.

UNE RÉVÉLATION

Au sein de cet ensemble, un film inédit - *La Mémoire est-elle soluble dans un verre d'eau ?* de Charles Najman - a scindé Lussas en deux camps retranchés, entre amour et détestation. Le réalisateur, fustigeant le « cinématographique correct » des films sur la Shoah, élabore un dispositif fictionnel tragi-comique autour du personnage de sa mère, rescapée des camps habitée par la rage de vivre, curieuse à Evian au titre des réparations allemandes. Courage ou impudence de cette inscription truculente d'un corps là où tant d'autres furent volatilisés ? Réponse dans les salles au mois d'octobre.

Parmi les autres sessions, « Documentaire et humour » prenait heureusement à contre-pied l'ennuyeuse réputation du genre. Mais, galement ouverte par la rétrospective Luc Moullet, la démonstration se gâtait en cours de route du fait d'une programmation trop « dialectique ». Les séances dévoilées au commentaire ont permis, quant à elles, entre l'omnipotente « voix de Dieu » du documentaire d'antan - ou du reportage télévisé d'aujourd'hui - et l'illusion objective du cinéma direct, la réhabilitation d'un élément de mise en scène comparé par André S. Labarthe - ses films étaient

la pour le prouver - à « de l'acide sur une plaque de métal ».

Il y eut enfin à Lussas, cette année, une révélation. Elle eut lieu le premier jour, imprévu et pérorant, à l'image de celui auquel Gérard Collas, producteur à FINA, rendait ici hommage : Bernard Cuau. Une rétrospective pudique et sans tapage, à laquelle la présence de sa fille Emmanuelle (la réalisatrice de *Circuit Carole*) conféra une émotion pulvérisant le cadre cinématographique. Dispara l'année dernière à l'âge de soixante ans, Bernard Cuau était enseignant au département audiovisuel de l'université Paris-VII, membre du comité de rédaction des *Temps modernes*, écrivain et cinéaste. C'était aussi un cinéaste rare et attachant, de ceux dont les films touchent au plus profond parce qu'ils expriment, jusque dans leurs failles, une obsession lucide et douloureuse à travers les genres les plus divers.

Le ton est donné dès le premier film (*Monter un jour*, 1962), dans lequel il scrute les visages, les postures dérisoires et tragiques de la misère. Entre captation et compassion, ses films ne cessent de se demander, selon la formule d'un de ses carnets : « Est-ce que les conditions peuvent jamais être réunies d'un échange vrai entre deux êtres ? » Question existentielle, question de cinéma : Bernard Cuau, cinéaste de l'indiscrète solitude, ne cessera de la creuser, accordant une place prépondérante à la nature du langage et à celle du regard. Son œuvre va de la fiction criminologique (*L'affaire Rieszman*) au démontage féroce du discours politique à la télévision (*Parole d'homme*), en passant par un extraordinaire essai autobiographique qui vaut manifeste cinématographique (*La Salsie*). Une dizaine de films au total, méconnus et réalisés avec les moyens du bord, à l'exception du dernier, *Les Mots et la Mort*, Prague au temps de Staline, diffusé sur Arte cette année. Il serait bon de faire découvrir les autres.

Jacques Mandelbaum

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LA DERNIÈRE DANSE

Film américain de Bruce Beresford. Avec Sharon Stone, Rob Morrow, Jack Thompson, Peter Gallagher, Randy Quaid. (1 h 43.)
■ Le parfum de l'année est au couloir de la mort. En février 1996, la femme Susan Sarandon accompagnait l'infirme Sean Penn dans son dernier voyage, lui donnant au passage une formidable leçon d'amour - et empochant l'Oscar du meilleur rôle féminin pour *La Dernière Marche*, de Tim Robbins, auquel cette *Dernière Danse* ressemble de manière parfois inconfortable, même si les titres originaux sont moins stimulés que leurs versions françaises. Nantie elle aussi d'un accent sudiste - il n'y a donc pas de Yankees promis à la peine capitale ? -, Sharon Stone, condamnée à mort, affronte Rob Morrow puis se confie à ce jeune avocat animé de la passion des débutants, qui tentera de la sauver malgré des politiciens locaux éminemment corrompus. On ne louera jamais assez l'audace salvatrice des stars : cheveux gras brun roux foncé, uniforme d'un terme choisi et maquillage « prison ». Sharon Stone reste Sharon Stone. Heureusement : par sa seule aura, elle permet au spectateur de survoler les trous béants du scénario, réduisant ses partenaires aux personnages mal définis au rang de figurants plus ou moins intelligents. Henri Béhar

I LOVE YOU... I LOVE YOU NOT...

Film américain de Billy Hopkins. Avec Jeanne Moreau, Claire Danes, Jude Law. (1 h 35.)
■ Une adolescente de la grande bourgeoisie new-yorkaise passe deux jours en compagnie de sa grand-mère et fait part à celle-ci de ses soucis du moment : son premier dépit amoureux et la difficulté à assumer ses origines juives face à ses camarades de classe. Leur conversation, enrichie d'une gestuelle superflue, est entrecoupée de retours en arrière au cours desquels la brève idylle entre la jeune fille et un insipide blondinet est filmée avec l'invention d'un spot publicitaire. Le souvenir des camps d'extermination est, quant à lui, convoqué confusément et sans aucune subtilité. *I love you... I love you not...* ne fait qu'effleurer superficiellement les grands thèmes qu'il prétend aborder. De surcroît, le film tente par divers artifices d'échapper à une origine théâtrale - il est tiré d'une pièce de Wendy Kesselman - qu'il ne fait que rappeler perpétuellement. Jean-François Rauger

UN SAMEDI SUR LA TERRE

Film français de Diane Bertrand. Avec Elsa Zylberstein, Eric Caravaca, Johan Leysen, Kent, Dominique Finon, Sylvie Laguna. (1 h 35.)
■ Il est curieux que le premier long métrage de Diane Bertrand sorte le même jour que *Hommes, femmes, mode d'emploi*. Un samedi sur la terre semble en effet l'œuvre d'un épigone de Claude Lelouch, dont le cinéma paraissait jusqu'à présent devoir rester sans imitateur. De l'auteur de *Viva la vie ou il y a des jours et des lunes*, on retrouve les histoires compliquées, émiellées, qui se fèderont peu à peu autour d'un récit dont l'auteur seul connaît le secret, au service d'une morale frappée au coin du bon sens. Avec le même goût pour les ressources du hasard et de la destinée, et jusqu'au décor de la côte normande. C'est donc de manière particulièrement tarabiscotée que ce film narre un fait divers se concluant par une double mort : flashbacks, témoignages face à la caméra, effets d'images, interventions de comparses, instants clés disposés sans ordre chronologique permettent à la réalisatrice de faire une démonstration de virtuosité qui semble vite gratuite, et bientôt assez méprisante, pour les personnages, montrés comme une collection de crédins, comme pour le public, traité sans beaucoup plus d'égards. J.-M. F.

LE CRI DE LA SOIE

Film français d'Yvon Marciano. Avec Marie Trintignant, Sergio Castellitto, Anémone, Adriana Asti, Alexandra Londo. (1 h 50.)
■ Au départ, une belle histoire, celle de la rencontre entre un psychiatre et une couturière analphabète, arrêtée dans un grand magasin, en 1914, pour avoir dérobé un coupon de soie, matière avec laquelle elle entretient un rapport sensuel et violent. Une belle histoire, certes, mais dont il était difficile de tirer un film convaincant. Yvon Marciano, réalisateur de plusieurs courts métrages remarquables, n'y est pas parvenu, passant d'un personnage à l'autre, délaissant une intrigue pour une autre, comme soucieux d'exploiter un à un tous les thèmes, d'épuiser les personnages, de décrire chacune des relations qu'ils sont amenés à nouer. En butinant ici et là, au hasard de ses inspirations et de ses tocadés, il a perdu le fil de son propre film, dont la matière se délite sous les effets d'une réalisation si sérieuse qu'elle en devient morte. Il semble alors ne plus savoir très bien lui-même quelle histoire il veut raconter, et les efforts de Sergio Castellitto, une nouvelle fois excellent, et les efforts de Marie Trintignant, la belle présence d'Anémone ne suffisent pas. R.M.

LES ENTRÉES À PARIS

■ La tornade « Twister » balaye tout sur son passage, à commencer par les autres superproductions américaines sorties précédemment. Le film-catastrophe approche en effet les 200 000 entrées, dans sa méga-combinaison de 53 salles, et en huit jours au lieu de sept, puis qu'il a bénéficié d'avant-premières dans pas moins de 35 salles.
■ Net recul des champions hollywoodiens de l'été : c'est *L'Effaceur* qui souffre le plus de l'effet *Twister* et doit se contenter de 44 000 entrées en troisième semaine, soit un total de 240 000. En quatrième semaine, *Rock* résiste mieux, à 49 000 avec un nombre équivalent d'écrans (42) et un total de 333 000. Quant à *Strip-tease*, il est en train de tourner court, avec 27 000 amateurs en troisième semaine (total : 155 000).
■ Les deux films marquant le retour de la production française après l'éclipse estivale connaissent des sorts contrastés. Bon début pour *Les Voleurs*, qui captivent 106 000 spectateurs devant leurs 36 écrans. Mais mauvaise entrée en matière du *Bel Été 1914*, qui ne séduit que 25 000 amateurs dans 24 salles. De son côté, *Beautiful Thing* fait un joli démarrage, à 22 000 dans seulement neuf salles.

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français.

THEATRE DE L'ATELIER Location : 46 06 49 24

LA PANNE

de Friedrich DÜRRENMATT

DARRY COWL
CLAUDE EVRARD
ANDRÉ FALCON
STÉPHANE HILLEL
ANDRÉ CHAUMEAU
NATHALIE NIEL

Adaptation et mise en scène : Pierre FRANK
Decor : Jacques NOEL
Musique : Darry COWL

LA SÉLECTION DU « MONDE »

L'ÂGE DES POSSIBLES (français, 1 h 45), de Pascale Ferran, avec les élèves comédiens du Théâtre national de Strasbourg.
LA COMÉDIE DE DIEU (portugais, 2 h 43), de João César Monteiro, avec Claudia Teixeira, Max Monteiro, Raquel A.
COMMENT JE ME SUI DISPUTÉ (français, 2 h 58), de Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Salingier, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni.
CONTE D'ÉTÉ (français, 1 h 53), de Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langley, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon.
GABBEH (iranien, 1 h 15), de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djojad, Hossein Moharami, Roghieh Moharami, Abbas Sayahi.

MACHAHO (franco-algérien, 1 h 30), de Belkacem Hadjadj, avec Hadjira Oul Bachir, Belkacem Hadjadj, Meriem Babes.
MICHAËL KOBACHIDZE, CINQ COURTS MÉTRAGES INÉDITS de Mikhaïl Kobachidze, (géorgien, noir et blanc, 1 h 13).
LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT (dessin animé britannique, 1 h 13) de Peter Lord, David Sproxton, Sam Fell et Nick Park.
LA SECONDE FOIS (italien, 1 h 20), de Mimmo Calopresti, avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Valeria Milillo, Roberto De Francesco, Marina Confalone, Simona Caramelli.
LES VOLEURS (français, 1 h 57), de André Téchiné, avec Catherine Deneuve, Daniel Auteuil, Julien Rivière, Laurence Côté, Fabienne Babe.

FESTIVALS

FESTIVAL LAUREL ET HARDY Le Club Laurel et Hardy protège, conserve et diffuse des films burlesques (Charlie Chaplin, Buster Keaton, Harold Lloyd, etc.). Du 28 août au 10 septembre, il s'associe avec le cinéma Action Ecoles et propose une rétrospective du tandem comique le plus célèbre de l'histoire du cinéma. A l'affiche, dix-huit courts et longs métrages tournés entre 1917 et 1944. Des animations et une exposition - affiches, photos de films et de presse, lettres autographes, revues et journaux d'époque, livres, bandes dessinées, objets divers, documents vidéo - ont lieu pendant toute la durée du Festival.

Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5. M° Maubert-Mutualité et Cardinal-Lemoine. Tél. : 43-25-72-07. Club Laurel et Hardy, 44, rue Gaston-Lévy, 93 Sevran. Tél. : 43-85-97-99.

CINÉ QUI CHANTE Avant de fêter ses dix ans de chansons en octobre prochain, le Sentier des Halles propose pour aperçu de rentrée une comédie musicale émaillée des airs les plus célèbres du cinéma chantant français des années 30 à nos jours. Accompagnés au piano par François Martin, Patricia Grégoire et Alain Hocine chantent Michel Legrand, Agnès Varda, Jacques Demy, Maurice Jaubert, Serge Gainsbourg, Georges Gavairent, et nous font revivre le cinéma de Marcel Carné, Max Ophüls, Jean-Luc Godard, René Clair, Henri Decoin.

Jusqu'au 28 septembre. Le Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir. Paris 2. M° Sentier. 21 heures, du mardi au samedi. Tél. : 42-36-37-27. 60 F et 80 F.

LES HOMOSEXUELS (RE)VIS PAR HOLLYWOOD Parallèlement à la sortie de *The Celluloid Closet*, de Rob Epstein et Jeffrey Friedman (voir films nouveaux), sept films témoins du regard de Hollywood sur les homosexuels sont présentés à l'Action Christine : *La Corde* (Alfred Hitchcock, 1948), *La Rivière rouge* (Howard Hawks, 1948), *Rebecca* (Alfred Hitchcock, 1940), *Spartacus* (Stanley Kubrick, 1960), *Soudain l'été dernier* (Joseph Mankiewicz, 1959), *La Rue chaude* (Edward Dmytryk, 1962) et *Cabaret* (Bob Fosse, 1972). Par ailleurs, *Certains l'aiment chaud* (Billy Wilder, 1959) sera repris le 11 septembre à l'Action Ecoles.

Action Christine, 4, rue Christine,

Paris 6. M° Odéon et Saint-Michel. Tél. : 43-29-11-30.
AKIRA KUROSAWA, HUMANISTE ÉPIQUE (v.o.), Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09). *La Forteresse cachée*, mercredi 19 h 45 ; *L'Idiot*, jeudi 15 h 30, vendredi 20 h 45 ; *Le Duel silencieux*, mercredi 22 h, vendredi 16 h ; *Sanjuro*, mercredi 16 h 15, jeudi 20 h ; *La Légende du grand judo*, mercredi 18 h, jeudi 21 h 45 ; *Rashomon*, vendredi 14 h 15.
BRANDO, LE REBELLE (v.o.), Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). *Viva Zapata !*, mercredi 18 h 05, 20 h 05 ; *L'Équipée sauvage*, jeudi 14 h 05, 18 h 05, 20 h 05 ; *La Pour-suitte impitoyable*, vendredi 14 h 10, 16 h 40, 19 h 50.

L'ÉTÉ FRITZ LANG (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40). *Cape et poignard*, mercredi 20 h, 22 h ; *Désirs humains*, jeudi 20 h 30, 22 h 10 ; *Les Contrebandiers de Moonfleet*, vendredi 20 h, 22 h.
FRANK CAPRA (v.o.), Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). *Lady for a day*, mercredi 18 h, 20 h ; *Arserie et vieilles dentelles*, jeudi 14 h, 16 h 30, 19 h 50 ; *American Madness*, vendredi 14 h, 18 h, 20 h.
LE MAX-LINDER FAIT SA CINÉ-MATHÉQUE (v.o.), Max-Linder Panorama, 9 (48-24-88-88). *Le Salon de musique*, mercredi 17 h ; *Des jours et des nuits dans la forêt*, mercredi 19 h 30 ; *Défilé*, mercredi 22 h ; *La Femme au portrait*, jeudi 14 h 30 ; *Le Ministère de la peur*, jeudi 17 h ; *L'Invisible*, jeudi 19 h 30 ; *La Cinquième Victime*, jeudi 22 h ; *Despair*, vendredi 14 h 30 ; *Le Mariage de Maria Braun*, vendredi 17 h ; *Le Droit du plus fort*, vendredi 19 h 30 ; *Martha*, vendredi 22 h.

MIZOGUCHI RETROUVÉ (v.o.), L'Arlequin, 6 (45-44-28-80). *La Rue de la honte*, mercredi 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Les Cogelicoles*, jeudi 13 h 50, 16 h 30, 19 h 10, 21 h 45 ; *L'Amour de l'actrice Sumako*, vendredi 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
RÉTROSPECTIVE KEN LOACH (v.o.), Europa Panthéon (ex-Rebelle Panthéon), 5 (43-54-75-04). *Black Jack*, mercredi 16 h 30, 19 h, 22 h ; *Raining Stones*, jeudi 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Kes*, ven. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
WERNER FASSBINDER (v.o.), Accanto, 5 (46-33-86-86). *L'Annie des treize lunes*, mercredi 17 h 10 ; *Les Larmes amères de Petra von Kant*, vendredi 15 h 40 ; *Le Droit du plus fort*, jeudi 14 h 50 ; *Tous les autres s'appellent Ali*, jeudi 13 h.

NOUVEAUX FILMS

LE CRI DE LA SOIE Film français d'Yvon Marciano, avec Marie Trintignant, Sergio Castellitto, Anémone, Adriana Asti, Alexandra Londo (1 h 50). Gaumont Les Halles, 1 (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-André-des-Arts, 9 (43-26-48-19) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, 18 (réservation : 40-30-20-10).
DERNIÈRE DANSE Film américain de Bruce Beresford, avec Sharon Stone, Rob Morrow, Randy Quaid, Peter Gallagher, Jack Thompson, Jayne Brook (1 h 42). VO : UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1 (43-25-99-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Triomphe,

dolby, 8 ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13 (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Passions, dolby, 14 (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8 (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10 ; Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12 (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14 (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14 (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15 (45-75-79-79) ; 15-Juillet Beaugrenelle, 15 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, 18 (réservation : 40-30-20-10).
HOMMES, FEMMES, MODE D'EMPLOI Film français de Claude Lelouch, avec Bernard Tapie, Fabrice Luchini, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Caroline Cellier, Ophélie Winter (2 h 02). UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1 (43-25-99-83) ; Rex, dolby, 2 (39-17-10-00) ; UGC Danton, dolby, 6 ; UGC Montparnasse, dolby, 6 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Triomphe, dolby, 8 (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, dol-

by, 8 (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8 ; Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Opéra, dolby, 9 ; Les Nations, dolby, 12 (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12 ; UGC Gobelins, dolby, 13 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14 (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, dolby, 15 ; Majestic Passy, dolby, 16 (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 ; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mir



RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / JEUDI 29 AOÛT 1996 / 23

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.50 INTERVILLES Diversité présentée par Jean-Pierre Foucault, Fabrice, Nathalie Simon, Olivier Chabodé. Châlons-en-Champagne contre Troyes. (130 min.) 8020632	20.55 BALOCHE Téléfilm de Dominique Baron, avec Luc Florian, Jeanne Goupil (100 min.) 3801791 <i>Chronique de la vie d'une bande de copains musiciens qui arment les bois du samedi soir dans la banlieue de Tourcoing.</i>	20.50 PAROLE D'ESCROC Téléfilm de Luc H. Katz, avec Robert Mitzum, Ernest Borgnine (95 min.) 75973 <i>Un détective privé sur le point de prendre sa retraite enquête sur l'enlèvement d'une jeune fille.</i> 22.25 Journal, Météo.	20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LA BOMBE Documentaire de Renaud H. Hen (60 min.) 505345 <i>Lancé en pleine guerre par les alliés de peur que l'Allemagne hitlérienne ne puisse les devancer dans la possession de l'arme atomique, le projet Manhattan occupe de la bombe A lancée sur Hiroshima puis Nagasaki.</i>	20.45 LOS ANGELES, GUERRE DES GANGS Téléfilm de John Woo, avec John Spencer (90 min.) 802084 <i>Un inspecteur qui a sombré dans l'alcool après avoir accidentellement abattu un de ses collègues, est soutenu par son chef, un ancien codépendant.</i>	21.00 CORRINA, CORRINA Film de Josée Malton avec Whoddy Goldberg (104 min.) 910040 <i>Quatrième journée du championnat de France.</i> 23.35 Flash d'information.	France-Culture 20.00 Carnets de voyage. Le Vietnam : la découverte d'une terre d'aujourd'hui (3). 21.00 Mémoires du siècle. Les Lénins, critique de l'ère. 22.00 Les Chemins de la connaissance. (rediff.) Le séisme à l'origine d'un pont (2). 22.40 Nocturne. Musique en France. Enregistrements avec Robert Aron, compositeur (3). Œuvres de Aron, Serfaty. 0.05 Du jour au lendemain (rediff.). Jacques Roubaud (Poésie etc.). 0.50 Coda. La soirée du commandant (19). 1.00 Nuits de France-Culture. (rediff.). Yukai, scène bouffonne en Poésie ; 2.30, après : Nuits de France-Culture (de la série) ; 3.30, Julien Gracq ; 4.27, Martin Heidegger ; 5.30, Albert Moravia (Nuit et jour) ; 5.37, Cours Emmanuel Mounier (1) ; Entretien : Raymond Queneau (2).
23.00 COMMISSAIRE MOULIN, POLICE JUDICIAIRE Série. Affection spéciale. Avec Yves Néri, Jean-Pierre Kérien (95 min.) 8020632 <i>Le commissaire, qui s'appareille à arrêter un dangereux criminel recherché par toutes les polices, est grièvement blessé...</i> 0.35 Formule foot. 4 ^e Journée du championnat de D 1. 1.10 Journal, Météo.	22.35 LE TUEUR DE L'OMBRE Série. Rachel Hardcastle, de David S. Jones, avec Philip Madoc, Sharon Morgan (95 min.) 3634190 <i>Un commissaire de police rencontre une pianiste de renom, lors d'une soirée mondaine. Elle l'invite chez elle.</i> 0.10 Journal, Météo. 0.30 La Chine, l'éveil du dragon. Le rêve américain (30 min.) 8020637 1.50 Eurocopa. Série. Zorro. 2.40 Entretien : Jacques Roubaud (Poésie etc.). 2.35 et 2.35, 3.35, 4.35 TP 1 nuit. 3.00 Histoire des inventions. 4.45 Musique.	23.00 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS Marsel Aymé, de Sylvain Roumette (53 min.) 90841 <i>Les personnages de Marcel Aymé ont presque tous en commun d'essayer d'échapper à leur condition en tentant de faire que les choses soient autres que ce qu'elles sont réellement. Mais ces tentatives sont inévitablement vouées à l'échec.</i> 0.30 La Chine, l'éveil du dragon. Le rêve américain (30 min.) 8020637 1.50 Eurocopa. Série. Zorro. 2.40 Entretien : Jacques Roubaud (Poésie etc.). 2.35 et 2.35, 3.35, 4.35 TP 1 nuit. 3.00 Histoire des inventions. 4.45 Musique.	21.45 MUSICA : LA DAME DE PIQUE Opéra. Opéra en trois actes de Piotr Tchaïkovski, livret de Modeste Tchaïkovski d'après Pouchkine, mis en scène par Grigori Vidi. Avec Yuri Mamonov, Nany Gusev, Felicia Ploner, Sergei Leifman, Dmitri Khramov, Maria-Angela Todorovitch, Andrei Sten, les Chœurs du Festival de Londres et l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Andrei Davis. Enregistré au 55 ^e Festival d'opéra de Glyndebourne en juillet 1992 (70 min.) 3014789 0.35 Regards et sourires III. Film de Kenneth Loach (1981, N, v.o., 100 min.) 1484800 <i>Le grand réalisme social de Ken Loach.</i> 2.35 L'Homme invisible. Série (14/25). Séquence de Pennington Richards, d'après H.C. Wells (26 min.) 3740078	22.45 LA TRAQUE : LA VENGEANCE Série d'Alexandre Cam. Après avoir cru mort Ramon, l'organisation continue son œuvre en enlevant son fils dans le bus de l'échangeur contre son père. (54) (89 min.) 301588 1.40 Sexy Zap. 2.15 Rock express. Ministry, Napalm Death. Anthrax, Sugar Ray. 2.50 Best of pop-rock. 3.50 Jazz 4. Magazine. 5.00 Hot Tunes. Magazine. 5.25 1-4-4 Magazine.	23.40 UN ANGLAIS SOUS LES TROPIQUES Film de Bruce Beresford (1993, v.o., 91 min.) 8020845 <i>Un secrétaire d'ambassade en poste dans une ancienne colonie britannique doit, pour défendre les intérêts économiques de son pays, établir de bonnes relations avec le chef de l'opposition. Adaptation espérée - tournée en Afrique du Sud - d'un roman de William Boyd.</i> 1.10 Tennis. En direct. Troisième journée de l'US Open. Flushing Meadow (328 min.).	France-Musique 19.30 Festival de Lucerne. Festival d'été Euroclio. Concert donné en direct de la cathédrale de Lucerne, par l'Orchestre philharmonique de Lucerne, dir. Christoph Eschenbach. Concert pour cor et orchestre, de Robert Schumann, Thomas Sauer, cor ; Eschenbach de Bruch. 22.00 Festival de Bregenz. Concert donné en direct, salle des Chevaliers, à Hohenheim, par le Quatuor Stämpfli. Christian Albrecht, violon, Melvin Tan, piano ; Œuvres de Beethoven, Brahms. 0.05 Musique. 0.10 Promesses oubliées. 0.15, 0.20, 0.25, 0.30, 0.35, 0.40, 0.45, 0.50, 0.55, 1.00, 1.05, 1.10, 1.15, 1.20, 1.25, 1.30, 1.35, 1.40, 1.45, 1.50, 1.55, 1.60, 1.65, 1.70, 1.75, 1.80, 1.85, 1.90, 1.95, 2.00, 2.05, 2.10, 2.15, 2.20, 2.25, 2.30, 2.35, 2.40, 2.45, 2.50, 2.55, 3.00, 3.05, 3.10, 3.15, 3.20, 3.25, 3.30, 3.35, 3.40, 3.45, 3.50, 3.55, 4.00, 4.05, 4.10, 4.15, 4.20, 4.25, 4.30, 4.35, 4.40, 4.45, 4.50, 4.55, 4.60, 4.65, 4.70, 4.75, 4.80, 4.85, 4.90, 4.95, 5.00, 5.05, 5.10, 5.15, 5.20, 5.25, 5.30, 5.35, 5.40, 5.45, 5.50, 5.55, 6.00, 6.05, 6.10, 6.15, 6.20, 6.25, 6.30, 6.35, 6.40, 6.45, 6.50, 6.55, 7.00, 7.05, 7.10, 7.15, 7.20, 7.25, 7.30, 7.35, 7.40, 7.45, 7.50, 7.55, 8.00, 8.05, 8.10, 8.15, 8.20, 8.25, 8.30, 8.35, 8.40, 8.45, 8.50, 8.55, 9.00, 9.05, 9.10, 9.15, 9.20, 9.25, 9.30, 9.35, 9.40, 9.45, 9.50, 9.55, 10.00, 10.05, 10.10, 10.15, 10.20, 10.25, 10.30, 10.35, 10.40, 10.45, 10.50, 10.55, 11.00, 11.05, 11.10, 11.15, 11.20, 11.25, 11.30, 11.35, 11.40, 11.45, 11.50, 11.55, 12.00, 12.05, 12.10, 12.15, 12.20, 12.25, 12.30, 12.35, 12.40, 12.45, 12.50, 12.55, 13.00, 13.05, 13.10, 13.15, 13.20, 13.25, 13.30, 13.35, 13.40, 13.45, 13.50, 13.55, 14.00, 14.05, 14.10, 14.15, 14.20, 14.25, 14.30, 14.35, 14.40, 14.45, 14.50, 14.55, 15.00, 15.05, 15.10, 15.15, 15.20, 15.25, 15.30, 15.35, 15.40, 15.45, 15.50, 15.55, 16.00, 16.05, 16.10, 16.15, 16.20, 16.25, 16.30, 16.35, 16.40, 16.45, 16.50, 16.55, 17.00, 17.05, 17.10, 17.15, 17.20, 17.25, 17.30, 17.35, 17.40, 17.45, 17.50, 17.55, 18.00, 18.05, 18.10, 18.15, 18.20, 18.25, 18.30, 18.35, 18.40, 18.45, 18.50, 18.55, 19.00, 19.05, 19.10, 19.15, 19.20, 19.25, 19.30, 19.35, 19.40, 19.45, 19.50, 19.55, 20.00, 20.05, 20.10, 20.15, 20.20, 20.25, 20.30, 20.35, 20.40, 20.45, 20.50, 20.55, 21.00, 21.05, 21.10, 21.15, 21.20, 21.25, 21.30, 21.35, 21.40, 21.45, 21.50, 21.55, 22.00, 22.05, 22.10, 22.15, 22.20, 22.25, 22.30, 22.35, 22.40, 22.45, 22.50, 22.55, 23.00, 23.05, 23.10, 23.15, 23.20, 23.25, 23.30, 23.35, 23.40, 23.45, 23.50, 23.55, 24.00, 24.05, 24.10, 24.15, 24.20, 24.25, 24.30, 24.35, 24.40, 24.45, 24.50, 24.55, 25.00, 25.05, 25.10, 25.15, 25.20, 25.25, 25.30, 25.35, 25.40, 25.45, 25.50, 25.55, 26.00, 26.05, 26.10, 26.15, 26.20, 26.25, 26.30, 26.35, 26.40, 26.45, 26.50, 26.55, 27.00, 27.05, 27.10, 27.15, 27.20, 27.25, 27.30, 27.35, 27.40, 27.45, 27.50, 27.55, 28.00, 28.05, 28.10, 28.15, 28.20, 28.25, 28.30, 28.35, 28.40, 28.45, 28.50, 28.55, 29.00, 29.05, 29.10, 29.15, 29.20, 29.25, 29.30, 29.35, 29.40, 29.45, 29.50, 29.55, 30.00, 30.05, 30.10, 30.15, 30.20, 30.25, 30.30, 30.35, 30.40, 30.45, 30.50, 30.55, 31.00, 31.05, 31.10, 31.15, 31.20, 31.25, 31.30, 31.35, 31.40, 31.45, 31.50, 31.55, 32.00, 32.05, 32.10, 32.15, 32.20, 32.25, 32.30, 32.35, 32.40, 32.45, 32.50, 32.55, 33.00, 33.05, 33.10, 33.15, 33.20, 33.25, 33.30, 33.35, 33.40, 33.45, 33.50, 33.55, 34.00, 34.05, 34.10, 34.15, 34.20, 34.25, 34.30, 34.35, 34.40, 34.45, 34.50, 34.55, 35.00, 35.05, 35.10, 35.15, 35.20, 35.25, 35.30, 35.35, 35.40, 35.45, 35.50, 35.55, 36.00, 36.05, 36.10, 36.15, 36.20, 36.25, 36.30, 36.35, 36.40, 36.45, 36.50, 36.55, 37.00, 37.05, 37.10, 37.15, 37.20, 37.25, 37.30, 37.35, 37.40, 37.45, 37.50, 37.55, 38.00, 38.05, 38.10, 38.15, 38.20, 38.25, 38.30, 38.35, 38.40, 38.45, 38.50, 38.55, 39.00, 39.05, 39.10, 39.15, 39.20, 39.25, 39.30, 39.35, 39.40, 39.45, 39.50, 39.55, 40.00, 40.05, 40.10, 40.15, 40.20, 40.25, 40.30, 40.35, 40.40, 40.45, 40.50, 40.55, 41.00, 41.05, 41.10, 41.15, 41.20, 41.25, 41.30, 41.35, 41.40, 41.45, 41.50, 41.55, 42.00, 42.05, 42.10, 42.15, 42.20, 42.25, 42.30, 42.35, 42.40, 42.45, 42.50, 42.55, 43.00, 43.05, 43.10, 43.15, 43.20, 43.25, 43.30, 43.35, 43.40, 43.45, 43.50, 43.55, 44.00, 44.05, 44.10, 44.15, 44.20, 44.25, 44.30, 44.35, 44.40, 44.45, 44.50, 44.55, 45.00, 45.05, 45.10, 45.15, 45.20, 45.25, 45.30, 45.35, 45.40, 45.45, 45.50, 45.55, 46.00, 46.05, 46.10, 46.15, 46.20, 46.25, 46.30, 46.35, 46.40, 46.45, 46.50, 46.55, 47.00, 47.05, 47.10, 47.15, 47.20, 47.25, 47.30, 47.35, 47.40, 47.45, 47.50, 47.55, 48.00, 48.05, 48.10, 48.15, 48.20, 48.25, 48.30, 48.35, 48.40, 48.45, 48.50, 48.55, 49.00, 49.05, 49.10, 49.15, 49.20, 49.25, 49.30, 49.35, 49.40, 49.45, 49.50, 49.55, 50.00, 50.05, 50.10, 50.15, 50.20, 50.25, 50.30, 50.35, 50.40, 50.45, 50.50, 50.55, 51.00, 51.05, 51.10, 51.15, 51.20, 51.25, 51.30, 51.35, 51.40, 51.45, 51.50, 51.55, 52.00, 52.05, 52.10, 52.15, 52.20, 52.25, 52.30, 52.35, 52.40, 52.45, 52.50, 52.55, 53.00, 53.05, 53.10, 53.15, 53.20, 53.25, 53.30, 53.35, 53.40, 53.45, 53.50, 53.55, 54.00, 54.05, 54.10, 54.15, 54.20, 54.25, 54.30, 54.35, 54.40, 54.45, 54.50, 54.55, 55.00, 55.05, 55.10, 55.15, 55.20, 55.25, 55.30, 55.35, 55.40, 55.45, 55.50, 55.55, 56.00, 56.05, 56.10, 56.15, 56.20, 56.25, 56.30, 56.35, 56.40, 56.45, 56.50, 56.55, 57.00, 57.05, 57.10, 57.15, 57.20, 57.25, 57.30, 57.35, 57.40, 57.45, 57.50, 57.55, 58.00, 58.05, 58.10, 58.15, 58.20, 58.25, 58.30, 58.35, 58.40, 58.45, 58.50, 58.55, 59.00, 59.05, 59.10, 59.15, 59.20, 59.25, 59.30, 59.35, 59.40, 59.45, 59.50, 59.55, 60.00, 60.05, 60.10, 60.15, 60.20, 60.25, 60.30, 60.35, 60.40, 60.45, 60.50, 60.55, 61.00, 61.05, 61.10, 61.15, 61.20, 61.25, 61.30, 61.35, 61.40, 61.45, 61.50, 61.55, 62.00, 62.05, 62.10, 62.15, 62.20, 62.25, 62.30, 62.35, 62.40, 62.45, 62.50, 62.55, 63.00, 63.05, 63.10, 63.15, 63.20, 63.25, 63.30, 63.35, 63.40, 63.45, 63.50, 63.55, 64.00, 64.05, 64.10, 64.15, 64.20, 64.25, 64.30, 64.35, 64.40, 64.45, 64.50, 64.55, 65.00, 65.05, 65.10, 65.15, 65.20, 65.25, 65.30, 65.35, 65.40, 65.45, 65.50, 65.55, 66.00, 66.05, 66.10, 66.15, 66.20, 66.25, 66.30, 66.35, 66.40, 66.45, 66.50, 66.55, 67.00, 67.05, 67.10, 67.15, 67.20, 67.25, 67.30, 67.35, 67.40, 67.45, 67.50, 67.55, 68.00, 68.05, 68.10, 68.15, 68.20, 68.25, 68.30, 68.35, 68.40, 68.45, 68.50, 68.55, 69.00, 69.05, 69.10, 69.15, 69.20, 69.25, 69.30, 69.35, 69.40, 69.45, 69.50, 69.55, 70.00, 70.05, 70.10, 70.15, 70.20, 70.25, 70.30, 70.35, 70.40, 70.45, 70.50, 70.55, 71.00, 71.05, 71.10, 71.15, 71.20, 71.25, 71.30, 71.35, 71.40, 71.45, 71.50, 71.55, 72.00, 72.05, 72.10, 72.15, 72.20, 72.25, 72.30, 72.35, 72.40, 72.45, 72.50, 72.55, 73.00, 73.05, 73.10, 73.15, 73.20, 73.25, 73.30, 73.35, 73.40, 73.45, 73.50, 73.55, 74.00, 74.05, 74.10, 74.15, 74.20, 74.25, 74.30, 74.35, 74.40, 74.45, 74.50, 74.55, 75.00, 75.05, 75.10, 75.15, 75.20, 75.25, 75.30, 75.35, 75.40, 75.45, 75.50, 75.55, 76.00, 76.05, 76.10, 76.15, 76.20, 76.25, 76.30, 76.35, 76.40, 76.45, 76.50, 76.55, 77.00, 77.05, 77.10, 77.15, 77.20, 77.25, 77.30, 77.35, 77.40, 77.45, 77.50, 77.55, 78.00, 78.05, 78.10, 78.15, 78.20, 78.25, 78.30, 78.35, 78.40, 78.45, 78.50, 78.55, 79.00, 79.05, 79.10, 79.15, 79.20, 79.25, 79.30, 79.35, 79.40, 79.45, 79.50, 79.55, 80.00, 80.05, 80.10, 80.15, 80.20, 80.25, 80.30, 80.35, 80.40, 80.45, 80.50, 80.55, 81.00, 81.05, 81.10, 81.15, 81.20, 81.25, 81.30, 81.35, 81.40, 81.45, 81.50, 81.55, 82.00, 82.05, 82.10, 82.15, 82.20, 82.25, 82.30, 82.35, 82.40, 82.45, 82.50, 82.55, 83.00, 83.05, 83.10, 83.15, 83.20, 83.25, 83.30, 83.35, 83.40, 83.45, 83.50, 83.55, 84.00, 84.05, 84.10, 84.15, 84.20, 84.25, 84.30, 84.35, 84.40, 84.45, 84.50, 84.55, 85.00, 85.05, 85.10, 85.15, 85.20, 85.25, 85.30, 85.35, 85.40, 85.45, 85.50, 85.55, 86.00, 86.05, 86.10, 86.15, 86.20, 86.25, 86.30, 86.35, 86.40, 86.45, 86.50, 86.55, 87.00, 87.05, 87.10, 87.15, 87.20, 87.25, 87.30, 87.35, 87.40, 87.45, 87.50, 87.55, 88.00, 88.05, 88.10, 88.15, 88.20, 88.25, 88.30, 88.35, 88.40, 88.45, 88.50, 88.55, 89.00, 89.05, 89.10, 89.15, 89.20, 89.25, 89.30, 89.35, 89.40, 89.45, 89.50, 89.55, 90.00, 90.05, 90.10, 90.15, 90.20, 90.25, 90.30, 90.35, 90.40, 90.45, 90.50, 90.55, 91.00, 91.05, 91.10, 91.15, 91.20, 91.25, 91.30, 91.35, 91.40, 91.45, 91.50, 91.55, 92.00, 92.05, 92.10, 92.15, 92.20, 92.25, 92.30, 92.35, 92.40, 92.45, 92.50, 92.55, 93.00, 93.05, 93.10, 93.15, 93.20, 93.25, 93.30, 93.35, 93.40, 93.45, 93.50, 93.55, 94.00, 94.05, 94.10, 94.15, 94.20, 94.25, 94.30, 94.35, 94.40, 94.45, 94.50, 94.55, 95.00, 95.05, 95.10, 95.15, 95.20, 95.25, 95.30, 95.35, 95.40, 95.45, 95.50, 95.55, 96.00, 96.05, 96.10, 96.15, 96.20, 96.25, 96.30, 96.35, 96.40, 96.45, 96.50, 96.55, 97.00, 97.05, 97.10, 97.15, 97.20, 97.25, 97.30, 97.35, 97.40, 97.45, 97.50, 97.55, 98.00, 98.05, 98.10, 98.15, 98.20, 98.25, 98.30, 98.35, 98.40, 98.45, 98.50, 98.55, 99.00, 99.05, 99.10, 99.15, 99.20, 99.25, 99.30, 99.35, 99.40, 99.45, 99.50, 99.55, 100.00, 100.05, 100.10, 100.15, 100.20, 100.25, 100.30, 100.35, 100.40, 100.45, 100.50, 100.55, 101.00, 101.05, 101.10, 101.15, 101.20, 101.25, 101.30, 101.35, 101.40, 101.45, 101.50, 101.55, 102.00, 102.05, 102.10, 102.15, 102.20, 102.25, 102.30, 102.35, 102.40, 102.45, 102.50, 102.55, 103.00, 103.05, 103.10, 103.15, 103.20, 103.25, 103.30, 103.35, 103.40, 103.45, 103.50, 103.55, 104.00, 104.05, 104.10, 104.15, 104.20, 104.25, 104.30, 104.35, 104.40, 104.45, 104.50, 104.55, 105.00, 105.05, 105.10, 105.15, 105.20, 105.25, 105.30, 105.35, 105.40, 105.45, 105.50, 105.55, 106.00, 106.05, 106.10, 106.15, 106.20, 106.25, 106.30, 106.35, 106.40, 106.45, 106.50, 106.55, 107.00, 107.05, 107.10, 107.15, 107.20, 107.25, 107.30, 107.35, 107.40, 107.45, 107.50, 107.55, 108.00, 108.05, 108.10, 108.15, 108.20, 108.25, 108.30, 108.35, 108.40, 108.45, 108.50, 108.55, 109.00, 109.05, 109.10, 109.15, 109.20, 109.25, 109.30, 109.35, 109.40, 109.45, 109.50, 109.55, 110.00, 110.05, 110.10, 110.15, 110.20, 110.25, 110.30, 110.35, 110.40, 110.45, 110.50, 110.55, 111.00, 111.05, 111.10, 111.15, 111.20, 111.25, 111.30, 111.35, 111.40, 111.45, 111.50, 111.55, 112.00, 112.05, 112.10, 112.15, 112.20, 112.25, 112.30, 112.35, 112.40, 112.45, 112.50, 112.55, 113.00, 113.05, 113.10, 113.15, 113.20, 113.25, 113.30, 113.35, 113.40, 113.45, 113.50, 113.55, 114.00, 114.05, 114.10, 114.15, 114.20, 114.25, 114.30, 114.35, 114.40, 114.45, 114.50, 114.55, 115.00, 115.05, 115.10, 115.15, 115.20, 115.25, 115.30, 115.35, 115.40, 115.45, 115.50, 115.55, 116.00, 116.05, 116.10, 116.15, 11

Nouvel accès de faiblesse du franc

La devise a atteint 3,4260 pour un mark

LE FRANC français a de nouveau perdu du terrain mercredi 28 août en début de journée, pénalisé à la fois par les craintes d'une rentrée sociale chaude, par les difficultés du gouvernement à boucler un budget de rigueur dans une conjonction économique mornne et, enfin, par les incertitudes suscitées par le débat en Europe sur la réalisation de l'Union monétaire.

Après avoir franchi mardi le seuil des 3,42 francs pour un mark - perdant ainsi tout le terrain gagné après les baisses de taux de la Bundesbank et de la Banque de France, mercredi 21 août - la devise française a atteint mercredi en début de journée 3,4260 pour un deutschemark. Le franc se retrouve ainsi à son plus bas niveau face au mark depuis la mi-août.

Les investisseurs étrangers continuent à se désengager des marchés financiers français dans la crainte de la multiplication des conflits sociaux. Le courant de ventes est notamment alimenté par des fonds d'investissement anglo-saxons, qui cherchent à tester la volonté de résistance de la Banque de France en s'approchant du seuil de 3,43 francs pour un mark. Ils considèrent que l'institut d'émission risquerait un conflit ouvert avec le gouvernement, compte tenu de la faiblesse de la conjonction, s'il décidait de remonter ses taux pour défendre sa devise à ce seuil. En tout cas, les désengagements d'investisseurs internationaux sont déjà traduits par une remontée des taux d'intérêt à trois mois à 3,93 % mercredi contre 3,78 % lundi et du rendement des obligations d'Etat à dix ans à 6,47 % mercredi contre 6,42 % lundi.

Les analystes jugent que le gouvernement est dans une situation

impossible en devant établir un budget de rigueur - le projet de loi de finances 1997 doit être rendu public à la mi-septembre - sans mettre en danger l'activité et aggraver le chômage. L'annonce mercredi 28 août, par l'Insee, d'une augmentation inférieure aux prévisions de la production industrielle en France (hors énergie et industries agro-alimentaires) en juin (+0,5 %) après un recul de 0,4 % en mai (chiffre révisé en baisse de 0,2 point), a renforcé les craintes sur la conjonction et sur la possibilité pour le gouvernement de boucler son budget.

DÉBAT EUROPÉEN

D'autant plus que le débat sur les critères de l'Union monétaire a resurgi en Europe après les déclarations dimanche du vice-président du conseil italien Walter Veltroni qui a suggéré de revoir au niveau européen les paramètres de la monnaie unique ou de modifier la date de son introduction. Le chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, lui a répondu immédiatement lundi en affirmant la nécessité d'un strict respect des critères de Maastricht.

La résurgence de ce débat s'est traduite par un renforcement immédiat du deutschemark contre les monnaies européennes et contre le franc. D'autant plus facilement que le nouvel accès de faiblesse en début de semaine du dollar a profité comme d'habitude à la devise allemande qui retrouve son statut de monnaie refuge. « La devise américaine est décidément dans une mauvaise passe puisque même la baisse de taux de la Bundesbank la semaine dernière ne l'a pas sortie de l'ornière », indique une cambiste.

Eric Leser

Le scrutin municipal de septembre est annulé en Bosnie-Herzégovine

L'OSCE a constaté des irrégularités dans les listes électorales serbes

EN DÉCIDANT, mardi 27 août, de reporter le scrutin municipal qui devait se dérouler le 14 septembre, en Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale a implicitement reconnu les difficultés qu'elle rencontrait à organiser des élections « libres et démocratiques » dans cette République de l'ex-Yougoslavie, comme le prévoyait les accords de paix de Dayton.

Cette décision a été prise par Robert Frowick, responsable de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée de superviser le scrutin, en raison d'irrégularités constatées dans les listes électorales serbes. Ces anomalies avaient été dénoncées par le gouvernement de Sarajevo et plusieurs organisations non-gouvernementales, comme le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). M. Frowick a laissé entendre que, dans ces conditions, que le scrutin devait être reporté au printemps 1997.

La décision a été aussitôt contestée par les Serbes de Bosnie qui ont annoncé qu'ils organiseraient malgré tout leurs municipales, le 14 septembre, et ce en

contradiction totale avec les dispositions de l'accord de Dayton prévoyant que tous les scrutins doivent être supervisés par l'OSCE. Les municipales étaient l'un des sept scrutins prévus le 14 septembre dans l'ensemble du pays et dans chacune des deux entités composant la Bosnie, à savoir la Fédération croato-musulmane et la « Republika Srpska » (RS). Le responsable de l'OSCE en Bosnie a souligné que les six autres élections se tiendraient comme prévu à la mi-septembre.

INSCRIPTIONS FORCÉES

Les conditions dans lesquelles doivent se dérouler les élections ont déjà fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison de l'absence de liberté de mouvement entre les deux entités, qui empêche le retour des réfugiés dans les territoires dont ils ont été chassés. « Ce à quoi nous tendons ce sont des élections raisonnablement démocratiques », a rappelé M. Frowick.

Dans plusieurs municipalités, aujourd'hui sous contrôle serbe et qui étaient auparavant à majorité musulmane, les autorités de la « Republika Srpska » (RS) ont pra-

tiqué une campagne d'inscriptions forcées auprès de plusieurs milliers de réfugiés et de personnes déplacées, en particulier en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

Pour les partis bosniaques, des élections dans de telles conditions auront pour effet de « légaliser le nettoyage ethnique » et d'empêcher définitivement le retour de ceux qui y vivaient avant la guerre. Le parti au pouvoir à Sarajevo avait agité la menace d'un boycott de tous les scrutins, si les municipales étaient maintenues à la date prévue. Il s'est déclaré à « moitié satisfait » par la décision de l'OSCE car il veut obtenir l'annulation de l'option qui permet aux réfugiés ou aux personnes déplacées - environ 1,7 million d'électeurs - de voter là où ils vivent désormais. Cette option a été massivement utilisée par les Serbes et rendra irréversible, selon ce parti, la purification ethnique menée en « Republika Srpska ».

L'annonce du report des municipales intervient alors que les réfugiés bosniaques résidant actuellement dans plusieurs pays étrangers ont déjà commencé à voter. (AFP/Reuters)

Les syndicats d'AOM menacent la direction

« d'un conflit majeur »

« SI SOUS 48 heures vous ne procédez pas à l'annulation de l'accord commercial AOM/Air Liberté et si sous 48 heures vous ne vous désengagez pas de vos participations et de vos fonctions directes et indirectes vis-à-vis d'Air Liberté et d'Euralair, nous entrons dans un conflit majeur ». Le ton monte entre les syndicats d'AOM et Alexandre Couvrelaire, le président de la compagnie aérienne filiale du Consortium de Réalisation (CDR), qui regroupe les actifs du Crédit Lyonnais destinés à être cédés. A l'issue de l'ultimatum, fixé par une lettre du 26 août adressée à M. Couvrelaire et qui expire donc mercredi 28 août au soir, les syndicats envisagent de « recourir à tous les moyens légaux en leur possession pour alerter les autorités politiques et judiciaires » et n'excluent pas de recourir à la grève.

Les syndicats d'AOM s'opposent aux modalités de l'accord commercial signé avec Air Liberté qui « verrouille le développement d'AOM », ils redoutent que cet accord ne soit que le prélude au regroupement capitalistique des deux compagnies (une solution préconisée par les pouvoirs publics et poussée par Lotfi Belhassane, le président d'Air Liberté), à la rationalisation des flottes et à la réduction des effectifs. Ils accusent le président d'avoir trompé le comité d'entreprise sur la date de signature de l'accord commercial.

Le personnel d'AOM reproche en outre au nouveau président, nommé le 27 mai dernier en remplacement de Marc Rochet, de ne pas avoir respecté ses engagements d'abandonner la présidence d'Euralair et de clarifier ses positions personnelles au sein d'Air Liberté (il détient 10 % du capital). Michel Rouger, le président du CDR, convié au dernier comité d'entreprise, jeudi 22 août, aurait appuyé les demandes syndicales sur ce point.

Michel Rouger a tenté de déamorcer le conflit en écrivant, mardi 27 août, aux représentants syndicaux de la compagnie pour leur demander de garder leur « sang-froid » et d'attendre la tenue du conseil d'administration prévu pour le lundi 2 septembre. Il a rappelé aux syndicats qu'il avait mis à l'étude la cession d'AOM « à un investisseur qui assurerait l'intégrité et l'avenir d'AOM, en regroupant autour d'elle certains concurrents actuels ».

Salvatore Aloise

G. J.

Les « aveux » d'un repent de la Mafia inquiètent l'Italie

ROME

Giovanni Brusca, le sanguinaire parrain qui a décidé de collaborer avec la justice, est-il sincère ou sa démarche relève-t-elle d'une stratégie de la Mafia visant à déstabiliser l'Etat ? Depuis une semaine, l'Italie s'interroge et la question est toujours sans réponse. Le « boss » mafieux est considéré comme le successeur de Totò Riina, le chef suprême de Cosa Nostra, et les procureurs de Palerme, chargés notamment du dossier, ont interrogé pendant plus de douze heures, mardi 27 août, celui qui est devenu l'homme clé dans l'affaire, l'ex-avocat du parrain, Vito Ganci.

Après l'arrestation de son ancien client, l'avocat avait fait des déclarations fracassantes : Giovanni Brusca lui aurait confié qu'en 1991 Cosa Nostra avait été contactée par des « personnages de premier plan des institutions » pour discréditer Giulio Andreotti, l'ancien président du conseil. Des « repentis » auraient été manipulés pour faire accuser ce dernier d'association mafieuse. Effectivement, deux ans après, celui qui avait été sept fois premier ministre était accusé par plusieurs « repentis », dont le parrain Tommaso Buscetta, d'être lié à la Mafia. Giulio Andreotti, actuellement en procès à Palerme et Pérouse, a toujours clamé son innocence en soutenant l'existence d'un complot contre lui. La version fournie par M. Ganci lui donnerait donc raison.

Gianni Di Gennaro, chef-adjoint de la police, mais surtout l'un des proches collaborateurs du juge Giovanni Falcone assassiné par la Mafia en 1992, évoque des « éléments permettant de déstabiliser l'Etat » qui auraient été « insérés volontairement dans la collaboration de Giovanni Brusca ». La Mafia, toujours selon le policier, aurait trouvé ainsi le système pour « délégitimer » aussi bien les Juges que les quelque

1 600 « repentis » qui leur ont permis de dévoiler la structure de Cosa Nostra et remporter les succès de ces dernières années. Les enquêteurs ont toujours souligné ce genre de risque.

C'est la raison pour laquelle les Juges qui interrogeaient le parrain, mercredi 28 août lui ont demandé des preuves de sa « sincérité ». Les Juges pensent que Giovanni Brusca aurait pu effectivement, en 1991, songer à un plan de déstabilisation, quitte à se « repentir » sérieusement, mais après son arrestation. La preuve serait le fait qu'il a changé d'avocat. Une confrontation devrait maintenant avoir lieu entre Vito Ganci et son ancien client pour tenter d'éliminer les doutes sur une éventuelle collaboration.

Giovanni Brusca avait, en effet, un rôle de premier plan dans Cosa Nostra. Agé de trente-six ans, le parrain a participé activement à l'attentat contre le juge Falcone, il a enlevé et retenu en otage pendant de longs mois Giuseppe Di Matteo, un enfant de onze ans, fils d'un « repent », avant de l'étrangler et de dissoudre son corps dans de l'acide. Le jour de son arrestation, le 20 mai 1996, les policiers avaient crié victoire. Face à la perspective de passer le reste de sa vie en prison, le parrain avait, lui, immédiatement annoncé sa volonté de collaborer avec la justice.

En attendant, la Mafia, de plus en plus impitoyable, fait à nouveau parler d'elle. Mardi après-midi 27 août, à Catane, elle n'a pas hésité à passer à l'action dans un lieu considéré jusque-là sacré comme un cimetière, pour y assassiner la fille et un neveu - d'à peine quatorze ans - d'un boss mafieux. La jeune femme était venue se recueillir sur la tombe de son mari assassiné, lui aussi, l'année dernière.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 20910,30 +0,13 +4,23	Cours au 28/08/96
Hong Kong Index 11338,90 -0,73 +13,40	Paris CAC 40 2017,99 -0,12 +7,80
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Londres FT 100 - - +5,91
	Zurich - - +15,84
	Milan MIB 30 - - +9,77
	Frankfurt Dax 30 2535,72 +0,13 +13,39
	Bruxelles - - +12,40
	Suisse SMI - - -4,07
	Madrid Iboex 35 - - +11,01
	Amsterdam CBS - - +17,07

Tranche du Monde datée mercredi 28 août 1996 : 469 072 exemplaires.

CHALLENGES

LE MAGAZINE DE L'ÉCONOMIE

Dossier spécial

Le premier classement des patrons

Un palmarès CHALLENGES

Sondage Les salariés aiment leur PDG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Tendance à l'apaisement dans l'affaire Volkswagen

Bonn privilégie le dialogue avec la Commission

LE GOUVERNEMENT allemand a choisi l'apaisement dans le conflit qui l'oppose à la Commission de Bruxelles sur le versement par la Saxe de subventions contestées à Volkswagen. Bonn a annoncé mardi 27 août qu'il renonçait à déposer plainte immédiatement contre la Commission pour privilégier la négociation.

Dans cette affaire qui empêche depuis plusieurs semaines les relations entre la première puissance économique européenne et les gardiens de la concurrence au sein de l'Union européenne, Bonn a pris acte de la détente amorcée par la Commission. Peu avant une réunion décisive du cabinet allemand, le commissaire européen de la concurrence Karel van Miert avait jugé « intéressante » une suggestion du ministre allemand de l'Économie, Günter Rexrodt, de geler les subventions versées par la Saxe à Volkswagen, jusqu'à ce que la Cour européenne de justice tranche leur différend.

« Nous ne voulons pas d'escalade du conflit maintenant », a déclaré M. Rexrodt à l'issue de cette réunion du cabinet. Mais Bonn n'entend pas pour autant baisser la garde. Le gouvernement a prévu qu'il continuait de peaufiner un projet de plainte et se réservait la possibilité de la déposer d'ici le 16 septembre, date d'expiration du délai légal.

Le gouvernement allemand a aussi réaffirmé son accord sur le fond du dossier avec la Saxe. L'Etat régional est-allemand avait porté plainte vendredi dernier contre la Commission. Reste la réaction de Volkswagen. Le gel des subventions, avec leur versement sur un compte bloqué jusqu'à la décision de la cour de Luxembourg, suppose le consentement du constructeur automobile. Ferdinand Piech, président du directoire de la firme automobile, a implicitement rejeté cette idée du gel en déclarant mardi soir à Dresde : « J'ai cet argent et je vais l'investir ». (AFP)

INSTITUT D'ÉCONOMIE DE LA CULTURE

Jeunes diplômés (Bac +4 / +5) et/ou Professionnels de la Culture et de la Communication, français et étrangers, possédant une expérience de 5 ans.

LE CENTRE DE PRÉPARATION AUX MÉTIERS DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION vous propose :

- un sas d'insertion professionnelle d'une année appuyé sur :
- Une cogestion de la formation avec des professionnels français et étrangers du secteur.
- Un programme : 650 heures de cours et séquences professionnelles (multimédia ; esthétique ; analyse économique des secteurs culturels des acteurs et des modes de financement ; enjeux européens et internationaux).
- Une mission de 6 mois dans une entreprise ou institution culturelle.
- Un conseil-assistance à la préparation à la Mission et à la prospection-Emploi.

Vous pouvez contacter : Nathalie COSTA au 41 18 73 33, ou écrire à l'Institut d'Économie de la Culture, Pôle Universitaire Léonard de Vinci - 92816 Paris La Défense Cedex - Établissement Libre d'Enseignement Supérieur

مكتبة من الأصل